

AP

THE UNIVERSITY
OF MICHIGAN

FEB 3 1966

PERIODICAL
READING ROOM

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

MAURICE BARDÈCHE

Avantages et inconvénients du rocking-chair



ROBERT ANDERS

Guerre subversive et surpopulation



PIERRE FONTAINE

Le cas du docteur Schweizer



JACQUES PLONCARD d'ASSAC

La tradition de la guerre subversive



RENÉ DAYRAS

La première Internationale (fin)

13^e année - N^{lle} série N° 52 - Octobre 1965 - 2,50 F

RICHARD PATTEE

Professeur à l'Université Laval de Québec

LE PORTUGAL DANS LE MONDE

*Pourquoi l'empire portugais se maintient-il?
L'étude historique la plus complète sur les
provinces portugaises dans le monde.*

Les Sept Couleurs

Dépôt central : 58, Rue Mazarine, Paris-6°

Un vol. in-16 jésus, 254 pages 12,00 F

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

SOMMAIRE

	Pages
Maurice BARDECHE : <i>Avantages et inconvénients du Rocking-Chair</i>	3
AURELIUS : <i>Torture ultra-moderne</i>	11
Robert ANDERS : <i>Guerre subversive et surpopulation</i>	27
Pierre FONTAINE : <i>Le cas du Docteur Schweitzer</i>	32
R. A. : <i>A propos du conflit indo-pakistanaï</i>	40
J. SILVESTRI : <i>La situation se détériore en Rhodésie</i>	44
P. NAVARRE : <i>La poudrière du Moyen-Orient</i>	49
F. LAROCHE : <i>Les soldats révolutionnaires</i>	56
René DAYRAS : <i>La première internationale (suite)</i>	64

CHRONIQUES

La Chronique de Pierre HOFSTETTER : <i>La question rhodésienne (en composition)</i>	71
La Chronique de J. PLONCARD D'ASSAC : <i>La tradition de guerre subversive</i>	75
La Chronique de G. MONETA : <i>Catholiques et Marxistes en Italie</i>	81
La Chronique de la page d'opposition nationale en France : J.-A. Faucher, Paul Dehème, <i>Spectacle du monde</i> , Lettre de l'abbé Gorges de Nantes, Jean Rostand	86

DOCUMENTS

Le Drame ignoré des Dardanelles (suite)	94
---	----

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

SIGNATURE :

Prix numéro ordinaire : 2,50 F.

Abonnements. — 1 an : 22 F.

Etranger : 1 an : 27 F.

Propagande : 50 F. et 100 F.

*Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 58, rue Mazarine, Paris-6°
C.C.P. 65-35-65 Paris*

Maurice BARDÈCHE

Avantages et inconvénients du rocking-chair

Le **Secolo d'Italia** commente ainsi ce qu'il appelle la défaite du « Centre gauche » en Turquie (c'était en effet le nom que M. Ismet Inonu avait donné à la formation gouvernementale) : « Ainsi, après l'exemple voisin de la Grèce et l'exemple lointain de la Norvège, après la victoire d'Erhardt en Allemagne et les difficultés du travaillisme en Angleterre, voici un autre **Centre gauche** qui plie bagage devant la volonté populaire et qui ferme boutique. Le résultat sensationnel des élections turques s'inscrit ainsi dans une perspective européenne. Les diverses formules d'**ouverture à gauche** ont fait long feu et disparaissent l'une après l'autre devant un choix plus réaliste, celui de la défense de l'indépendance nationale et de la résistance au communisme mondial. Le tournant pris par la Turquie a pour effet d'associer ce pays au réveil général qui se produit depuis quelques mois dans les pays du Vieux Monde, en faveur du rétablissement de l'équilibre politique mondial ».

À la vérité, et toutes réserves faites sur l'interprétation des élections turques, je ne sais si le phénomène ainsi décrit ne dépasse pas singulièrement celui de l'actualité politique. Et je me demande si c'est bien la défaite des formules

d'ouverture à gauche qu'il faut voir dans ces événements, ou quelque chose de plus profond, de plus vaste et de plus intéressant.

*
**

Il est remarquable d'abord que le tableau esquissé par *Il Secolo* est trop bref, et que le « coup d'arrêt » ne se limite pas à la vieille Europe. La stabilisation américaine au Vietnam, les événements très importants d'Indonésie, l'intervention contre le **putsch** castriste à Saint-Domingue font partie, dans un autre style, du même phénomène de **blocage**. Et, sur un autre continent, la défaite du parti communiste dans l'affaire algérienne, l'évolution des événements au Congo, la résistance de l'Afrique noire à la pénétration communiste forment une chaîne d'événements qui vont dans le même sens. On pourrait en dire autant du succès rencontré en France par la campagne de Tixier-Vignancour qui réveille une opposition dispersée, bien que les camouflages du gaullisme rendent moins clair dans ce cas particulier la signification des faits. Ce n'est donc pas assez de parler d'un recul, qui pourrait être purement temporaire, des formules qui conduisent ici ou là à l'établissement de **positions de départ** pour une offensive générale du communisme. Il s'agit d'un phénomène beaucoup plus important et dont la cause paraît bien être la même partout, bien que les mécanismes semblent en être différents.

En apparence, en effet, il y a des disparates. En Europe, il s'agit apparemment de fluctuations politiques, de désaffection peut-être passagère du corps électoral. En Asie et aux Caraïbes, les événements sont dus à l'intervention américaine et en d'autre cas peut-être à l'appui américain. En Afrique, c'est une sorte de prise de conscience qui se manifeste un peu partout après les secousses dues au choc opératoire d'une ablation précipitée des organes politiques qu'on a appelée **indépendance** et qui a été, en réalité, fuite et capitulation. Tout cela paraît donc d'abord divers et surtout d'une origine et d'un avenir très différents selon les cas.

Or, en fait, si l'on examine mieux les choses, on s'aperçoit que l'origine est la même, et que cette même cause

générale s'inscrit seulement par des manifestations diverses, en apparence, mais d'une même signification.

Ce sont les transformations que subit en ce moment l'idée-force communisme sous la pression de l'évolution intérieure de la Russie qui sont le dénominateur commun de tous ces gauchissements. Le communisme d'interprétation soviétique ne représente plus et ne peut plus représenter une dynamique révolutionnaire. Il n'est plus que le souvenir d'une telle dynamique, mais conduisant à une forme d'Etat qui réintroduit peu à peu les valeurs bourgeoises, les hiérarchies de type bourgeois, et même les notions de profit et de gain propres à l'économie libérale, et par conséquent n'aboutissant plus à une société radicalement différente de la société capitaliste technocratique. Cette évolution est mise en relief par l'interprétation chinoise du communisme, retour aux sources qui ressuscite les vertus d'intransigeance, de violence, de discipline du communisme à ses début et qui propose à la fois un changement radical et essentiellement révolutionnaire, ainsi que les méthodes révolutionnaires propres à le réaliser. Le communisme d'interprétation soviétique ne se présente donc plus actuellement que comme un réformisme à évolution lente, esquissant pour l'avenir un style de vie de même type que celui des pays occidentaux, mais inférieur et vidé par conséquent de tout attrait puissant, alors que le communisme chinois est paré de tout le prestige de la révolution et promet cette secousse totale qui doit arracher le monde de ses ornières et que le communisme soviétique n'a plus la force ni la volonté de provoquer. On comprend qu'on se fasse tuer pour la conception chinoise de la révolution, mais personne assurément n'a le désir de se faire tuer pour la conception soviétique actuelle du communisme. C'est là le dramatique contenu de l'expression « co-existence pacifique ».

Ouvrons ici une parenthèse. Cela ne veut pas dire que le communisme soviétique mérite de porter désormais l'étiquette : **couleurs sans danger**. La fureur idéologique des états-majors communistes, leur passion haineuse surtout lorsqu'ils subissent l'influence des éléments résistants et des intellectuels juifs, ne manqueraient pas de transformer toute prise de pouvoir des partis communistes en une épu-

ration sanglante et un chaos effroyable. Par une contradiction que les communistes ne parviennent pas à éliminer, leur dynamisme révolutionnaire s'affaiblit, mais ils continuent à porter ce masque sanglant et lugubre dont ils ont cherché à se dépouiller. La vie sinistre qu'on mène en Allemagne de l'Est indique suffisamment, d'autre part, quels sont les « lendemains qui chantent » dans un pays qui n'a pas réussi à vaincre complètement l'esprit d'opposition. Le communisme, à cause de conditions nécessairement atroces de son arrivée au pouvoir et du monde concentrationnaire qu'il présente comme unique perspective de notre civilisation, reste donc bien, sous toutes ses formes, l'ennemi capital, bien que ses moyens d'action sur le plan mondial soient profondément changés.

Mais les horizons peu enthousiasmants et peu révolutionnaires que le communisme soviétique propose à long terme et l'affaiblissement de la dynamique politique qui en est la conséquence expliquent ce qu'on n'ose encore appeler son recul, mais qu'on peut déjà nommer son piétinement. Etre communiste orthodoxe aujourd'hui, cela revient essentiellement à préférer l'hégémonie russe et la balkanisation de l'Europe à l'hégémonie américaine et l'alliance atlantique. C'est en ce sens que le gaullisme, tel qu'il se présente actuellement, est déjà une option pro-communiste. Mais on comprend que cette **signification réduite** du communisme ne fasse pas surgir les barricades. Finalement, **coexistence pacifique** veut dire **statu quo**, avec un **avantage**, comme on dit au tennis, pour la Russie soviétique. Pourquoi faudrait-il mettre toutes ses forces et sa vie même dans ce long échange de balles dont on ne voit pas le terme, qu'un hasard, un coup malheureux, trop long ou trop bref, peuvent annuler et qui peut toujours se terminer dans une catastrophe ? Le parti communiste se soutient encore sur l'illusion tenace qu'il est le **parti des travailleurs**. Mais cette illusion s'effrite, elle aussi par le peu de résultats. Staline a expliqué qu'il n'y aurait de victoire des travailleurs que par la victoire de la patrie du socialisme. Mais si cette dernière se fait attendre indéfiniment ? Cette guerre de siège use les troupes. Finalement on vote commu-

niste **par habitude**. Et le piétinement qu'on constate a pour origine cette mollesse qu'engendre l'habitude. On finit par voter raisonnable quand on n'entend jamais les trompettes de l'assaut.

*
**

La tactique américaine n'a pas d'autre origine, elle aussi. Il y a bien longtemps que nous avons signalé dans **Défense de l'Occident** cette "paralysie des géants" et ce "parallélisme progressif" du communisme soviétique et du capitalisme technocratique, qui nous paraissent être deux des clés les plus importantes de la politique mondiale. Je crois bien qu'il faudrait remonter à dix ans en arrière pour trouver nos principaux articles sur ce sujet. Et ce point de vue est devenu maintenant assez banal. Ce petit Kennedy qu'on croit "franc comme l'or" et qui était passablement sournois en réalité, avait bien découvert les deux principes, corollaires de cette constatation, sur lesquels on pouvait fonder une politique mondiale : 1°/ la Russie ne se battra pas. 2°/ le temps travaille pour nous, car la Russie est en train de devenir l'Amérique. D'où la **politique du rocking chair** : Je me balance et j'attends, **wait and see**, la politique des forts, toutes les pommes finissent par mûrir. Le long Johnson, dans un style moins sportif, a pris la suite de ce gros bon sens. **Pas de provocations, camarades**, comme disent les membres du service d'ordre communiste dans les "manifestations de masse". Pourquoi s'énerver ?... **Le général mourra**, dit placidement Johnson en tirant sur son cigare, et non rageusement comme l' impatient Figuéras. Un général n'est qu'une péripétie : il n'y a pas de "positions irréversibles", sauf la présence des Russes à Brest, peu probable. Et Mao Tse Toung mourra aussi. Pourquoi s'énerver ? Ca peut être très joli à voir, la succession de Mao Tse Toung, on ne sait jamais. On lance toujours assez tôt les escadres de bombardiers : tout le monde sait qu'elles sont là, c'est le principal. Et, de temps en temps, un petit coup de manchettes, bien sec, sur la patte qui s'avance vers la table à thé supportant le précieux déjeuner appelé **statu quo** ou **coexistence pacifique** comme on voudra. Et le partenaire fait pour

un bon sourire compréhensif, tout en roulant de gros yeux pour la galerie : « Ce n'est rien, c'est le chien qui voulait du **cake**, si amusant n'est-ce pas ? »

Cette politique a des dangers ? Il n'y aura peut-être pas de "succession de Mao Tse Toung" ? Même dans ce cas-là, le velu Johnson assis sur son rocking chair attend que la Russie soviétique prenne conscience que le communisme des nantis ne peut s'accorder avec le communisme des affamés et que le communisme des Blancs ne peut s'accorder aussi facilement que Lénine l'a cru avec le communisme des Jaunes. Les fatalités de l'avenir sont inscrites sur les courbes de surpopulation. Nous n'y pouvons rien et Lénine n'avait pas prévu cela. La révolution en 1965 est une idée portée par 650 millions de Chinois, comme la révolution en 1925 était une idée portée par 150 millions de Soviétiques. Ces Chinois faméliques, quelle que soit leur énergie, leur économie socialiste ne dépassera pas les besoins augmentés chaque année par leur surpopulation implacable et rendue encore plus pressants par les nouveaux modes de vie qu'ils découvrent. Il est inévitable qu'ils fassent un jour crever les digues et dans toutes les directions. Quelle protection une idéologie commune apportera-t-elle à la Russie qui sera devenue alors une démocratie autoritaire technocratique que son niveau économique rapprochera des grands pays d'Occident et qui sera de plus un réservoir de biens, de produits alimentaires, de ressources essentielles, qui tentera d'autant plus les convoitises chinoises qu'elle lui présente une longue frontière indéfendable peuplée de Turkmènes, Mongols et Mandchous accessibles à toutes les infiltrations ? Pour la première fois depuis 15 ans, on a trouvé la Russie soviétique et les Etats-Unis côte à côte pour soutenir une aussi mauvaise cause que celle des prétentions hypocrites de l'Inde. C'est un symbole auquel on n'a pas attaché peut-être toute son importance.

*
**

Le danger de cette politique est ailleurs. Le long Johnson peut bien se balancer dans son rocking chair : de temps en temps il se gratte l'oreille et s'arrête. Le libéralisme est dans le grand corps américain un poison semblable à l'urée. Il secrète ses toxines qui sont l'antiracisme, l'idéalisme dé-

lirant, la trahison mystique. Quelle dose de toxines l'organisme américain peut-il supporter ? Penché sur le manomètre du FBI, l'homme du rocking chair compte ses Noirs, ses conscrits débiles, ses **beatniks**, ses professeurs et ses pasteurs farfelus. L'arsenal des bombes protège contre beaucoup de choses, mais protège-t-il contre la vérole ? Et l'homme du rocking chair se console un en pensant que les mêmes toxines commencent à filtrer à l'autre bout du téléphone rouge. Goutte à goutte, petit taux d'urée. Ils se défendent mieux que lui. Le FBI de Moscou ne plaisante pas avec les Noirs, les Juifs, les **hooligans** et les séminaires. Ici encore l'homme du rocking chair ne s'affole pas : il a ses spécialistes, ses photos d'avion, son bilan et il pense que le temps, dans ce domaine aussi, travaille pour lui. Ce n'est peut-être pas si sûr qu'il le croit. Et c'est là le premier danger.

Mais chez nous, le danger est bien plus grave. Cette politique qui se lève dans le ciel comme une constellation inconnue, elle peut nous être fatale parce que nous n'avons pas les armes dont l'Amérique, même affaiblie par la gangrène libérale, dispose encore. Toutes les politiques sont possibles, mais à condition d'être maître chez soi. Une politique de **coexistence pacifique**, avec tout ce que comporte cette expression redoutable, n'est pas plus impensable qu'une autre, mais à une condition essentielle : elle doit s'accompagner d'un anticommunisme résolu. Le pacte germano-soviétique de 1939, la politique nasserienne d'après-guerre ont prouvé que la coexistence pacifique pouvait très bien s'accorder avec une politique anti-communiste à l'intérieur. Quand Khrouchtchev est venu au Caire, les chefs communistes égyptiens étaient en prison, et Khrouchtchev n'en a pas soufflé mot. Quand Staline a signé avec Ribbentrop le pacte que lui proposait Hitler, il n'a pas demandé la libération de Thaelmann. La coexistence pacifique peut donc très bien supporter et même suppose normalement la disparition des partis communistes. Car elle signifie d'abord un état en paix entre puissances de religion politique différents, et non pas une conversion. La défense contre des périls inconnus il y a vingt ans peut provoquer des combinaisons de résistances hétérogènes : mais le danger capital pour notre indépendance et pour notre avenir est le même qu'il y a vingt ans, c'est l'invasion communiste que nous devons identifier et combattre sous tous les visages qu'elle peut prendre. Cette défense contre le communisme peut se poursuivre avec de multiples combinaisons de politique ex-

térieure. Mais nous devons être conscients qu'elle reste pour le présent l'axe et le pivot de toute politique de salut.

Le piétinement du communisme, nous devons le savoir, risque de faire naître en Afrique et en Europe une sous-estimation du danger communiste. Ce danger existe parce que les dirigeants occidentaux confondent souvent deux choses, le communisme-doctrine et le communisme-impérialisme. Ils oublient que les hésitations de l'un ne compromettent pas la santé de l'autre. Ce sont simplement certaines armes habituelles qui sont émoussées. Mais ce que les partis communistes ne peuvent plus tenter en vertu de leur propre élan, ils peuvent encore l'essayer par des combinaisons en profitant de l'inattention de leurs adversaires. Les opérations d'investissement crypto-communiste, les alliances de type **front populaire**, les "ouvertures à gauche" obtenues de la faiblesse des dirigeants bourgeois quand le corps électoral les repousse, voilà autant d'instruments qui sont encore à la disposition des partis communistes pour s'installer au pouvoir par surprise. C'est là ce que nous ne devons pas perdre de vue. La vigilance des anti-communistes dans tous les pays n'est pas moins indispensable que la résistance massive et calme opposée aux progrès soviétiques par la politique américaine. L'un ne va pas sans l'autre. Même lorsque nous pensons à un autre avenir, nous ne devons pas oublier que, pour l'instant, l'anticommunisme sans les États-Unis est impuissant, mais que les États-Unis sans l'anticommunisme risquent d'être surpris pendant quelque euphorie de leur sommeil.

Maurice Bardèche

AURELIUS

Torture ultra-moderne

A la suite de notre numéro spécial Crimes de guerre des Alliés, on nous a envoyé ce document qui traite d'une question parallèle. Il s'agit des méthodes employées dans les prisons des pays communistes pour convertir les adversaires du régime. On jugera par ce récit si ces méthodes hypocrites qui ne comportent en apparence ni tortures policières, ni actions violentes de la part des bourreaux, ne constituent pas une forme hypocrite, exactement ce qui est défini ailleurs comme « crimes contre l'humanité ».

Le récit qui est fait par l'un des rescapés de la prison décrite est signé d'un pseudonyme. Nos lecteurs comprendront aisément pourquoi :

Il existe au rez-de-chaussée, du côté nord de la prison, une chambre qui porte le numéro quatre. Elle était destinée initialement aux malades, motif pour lequel elle est restée dans la mémoire des détenus sous le nom de « Chambre quatre-hôpital ». Cette chambre assez spacieuse avait été choisie pour les débuts de l'expérience parce qu'elle se trouvait en quelque sorte isolée des cellules où étaient enfermés les autres étudiants.

Un étudiant, qui fut parmi les premières victimes, raconta ce qui s'y passa. C'est le début.

« Un soir, on vint nous chercher dans la cellule du rez-de-chaussée où nous étions depuis quelque temps déjà, et on nous conduisit dans la chambre quatre. Nous étions une dizaine d'étudiants, un peu plus peut-être, et presque tous du régime de « correction ». Nous y trouvâmes un autre groupe d'étudiants, arrivés avant nous. Une vingtaine environ. Parmi eux, Tz. et T.L. Les mutations d'une chambre à l'autre étaient assez fréquentes pour ne pas nous inquiéter. Après la fermeture qui avait lieu à six heures du soir, Tz. qui était assis sur la banquette qui longeait le mur, se leva et se planta menaçant devant nous. Il nous adressa un discours, relativement court et

qui disait en substance : « Nous, un groupe d'étudiants détenus, nous avons décidé de nous réhabiliter vis-à-vis du régime ouvrier du fait que nous considérons que toutes nos actions antérieures étaient dirigées contre les intérêts du peuple travailleur et du parti. Nous considérons aussi que vous constituez un obstacle à la réalisation de ce désir, par votre attitude « anti-ouvrière ». Par conséquent, nous vous demandons de renoncer à vos convictions antérieures et vous joindre à notre groupe. Si vous n'y venez pas par les voies normales, nous emploierons contre vous tous les moyens qui sont mis à notre disposition. Nous sommes décidés à mener l'action jusqu'au bout et nous briserons toute résistance. »

« Ignorant les antécédents de Suceava, nous crûmes, au début, qu'il s'agissait d'une plaisanterie de mauvais goût. Nous n'avions jamais entendu proférer pareille impertinence, même pas chez les hommes les plus fanatiques de l'Administration pénitentiaire. Je n'ai jamais fait partie des « durs » et aujourd'hui encore je n'arrive pas à comprendre pourquoi j'ai été choisi parmi les premiers. Vous pouvez imaginer notre réponse, aussi bien la mienne que celle des garçons conduits en même temps que moi dans la chambre quatre. Un homme sain d'esprit ne pouvait pas proférer de telles sottises ; nous crûmes donc à une plaisanterie, et nous commençâmes à blaguer...

Tz. s'attendait à cette réponse parce qu'il connaissait suffisamment la mentalité et les convictions des étudiants. Alors, il s'y était préparé. Tous ceux que nous avons trouvés à notre arrivée dans la chambre quatre, restèrent muets et en attente. Chacun avait à sa portée — cachés sous les couvertures — un gourdin, un manche à balai, un poteau, une courroie ou un bout de planche, fournis bien entendu par l'Administration ; autrement, il aurait été impossible à quelqu'un de s'en procurer.

Notre réponse a permis à Tz. de commencer. Il ôta furieux son bonnet de fourrure et alors, subitement, à son signal, les gourdins et les manches à balai furent sortis de sous les couvertures. Avec la rapidité de l'éclair, chaque garçon armé frappa son voisin.. Ils s'étaient entendus d'avance et s'étaient postés de façon à avoir une victime à la portée de la main. Nous fûmes déroutés par la surprise de l'attaque. Mais nous nous reprîmes immédiatement et nous essayâmes de nous défendre. Chacun selon ses moyens. De désespoir, nous passâmes à l'attaque. Nous avons un avantage. Nous défendions notre peau tandis que les autres cognaient par ordre. Et, en leur for intérieur, ils ne croyaient pas — ils l'ont dit plus tard — qu'on en arriverait vraiment là ! Nous commençâmes à leur arracher les gourdins. Dans la chambre, on n'entendait que le bruit des coups et des gémissements de ceux qui les recevaient. Dans la bagarre, on ne distinguait plus les groupes. Chacun frappait pour se défendre. La mêlée devint un combat à la vie et à la mort. Parce que chacun frappait avec toute la fureur déchaînée, afin d'exterminer l'adversaire. Peu après, la situation devint un peu plus claire. Tous les attaquants, y compris Tz., étaient à terre. Alors, un facteur intervint, qui devait nous démontrer que toute notre opposition était vaine.

Ce n'était pas le dénouement, attendu par ceux qui dirigeaient l'expérience.

Tout au long de la bagarre, le directeur de la prison nous observait à travers le judas. Lorsqu'il s'aperçut que les choses prenaient une tournure défavorable pour Tz., il ouvrit brusquement la porte et, entouré d'une vingtaine de gardiens et des officiers politiques, il pénétra dans la cellule. Il se fit un grand silence. A peine entendait-on parfois un gémissement sourd. Le directeur nous donna l'ordre de rester chacun à notre place. Puis il y eut une discussion entre lui et Tz.

— Mais que se passe-t-il, espèce de bandits ? (Le terme de « bandits » était le qualificatif dont usait chaque personne de l'Administration pénitentiaire pour s'adresser à un détenu.) Tz. sort du rang et répond :

— Monsieur le Directeur, nous, un groupe d'étudiants, comprenant les fautes que nous avons commises envers la classe ouvrière en luttant contre ses intérêts et contre le peuple, nous avons décidé de nous réhabiliter aux yeux du parti. Par conséquent, nous avons estimé nécessaire d'observer les dispositions de l'Administration, de faire tout ce qu'on nous demande et de nous rééduquer dans l'esprit marxiste afin d'abrèger la période de détention pour être utiles à la classe ouvrière. Mais lorsque nous avons commencé à en discuter entre nous, les bandits qui sont avec nous, dans la cellule, se sont jetés sur nous pour nous tuer, avec des gourdins qu'ils avaient cachés. Nous nous sommes défendus comme nous avons pu. Mais nous demandons à l'Administration de nous protéger contre ces criminels et de nous garantir la vie et la tranquillité. Il y eut encore un échange de questions et de réponses. Le directeur qui faisait l'étonné, demanda à Tz. des renseignements, après quoi se tourna vers nous :

— C'est ainsi, bandits ?

C'est tout. Puis, il fit un signe aux gardiens et ils se jetèrent tous sur nous. Immédiatement après, le groupe de Tz. recula derrière le directeur et nous laissa à découvert.

Qui aurait pu lever la main sur un fonctionnaire de l'Administration en uniforme, surtout dans notre état d'épuisement et en sachant qu'un tel acte nous conduirait tout droit au poteau d'exécution ?

Il y eut ensuite une scène atroce. Pendant plusieurs heures on n'entendit que les coups de gourdin, les gémissements des suppliciés et les jurons du directeur et de ses hommes. Les gardiens frappaient de tout leur cœur, payant ainsi leur dette personnelle, pour la vie dure que nous leur avions menée jusqu'alors.

Affaiblis par un régime alimentaire spécialement étudié, succombant sous le nombre et la force des gardiens, anéantis par l'autorité qu'ils représentaient, peu à peu nous n'opposâmes même plus une défense instinctive et passive. A présent, les gardiens frappaient comme sur des sacs inertes. Par terre, il n'y avait que du sang et de l'urine. Abattus, épuisés par les coups reçus, nos corps gisaient éparpillés sur le sol, comme sur un champ de bataille. Longtemps après, les gardiens quittèrent la pièce. Nous pensions que tout était terminé. Ça ne faisait que commencer ! Le groupe de Tz. prit la relève. Nous fûmes

soumis à une perquisition extrêmement minutieuse. On nous prit tout ce qui aurait pu constituer une arme de défense, même imaginaire ! On ne nous laissa qu'un habillement des plus simples. Et l'on nous donna l'ordre de nous fourrer sous la banquette disposée le long du mur. Ceux qui n'en avaient pas la force y furent traînés par les « rééducateurs » à la merci desquels nous étions à présent tombés. Parmi ceux qui avaient secondé Tz., beaucoup l'on regretté immédiatement. Mais l'image de ce qui venait de se passer et l'alternative de se retrouver à notre place les firent continuer dans la voie du déshonneur. Une fois pris dans l'engrenage de ce jeu immonde, ils ne pouvaient plus reculer.

Entre eux et nous un abîme s'était ouvert. Pour peu de temps, car quelques mois plus tard j'ai fait — moi aussi — aux autres, ce que l'on m'avait fait.

« Le plan avait été élaboré dans les moindres détails. Il fut mis en application progressivement, à mesure qu'on en préparait les éléments. Ce qui s'est passé dans la chambre *quatre-hôpital*, s'est répété des centaines de fois dans les autres cellules, à quelques petites modifications près. Aussitôt après la bagarre, nous fûmes mis en position de « dévoilement ». Les agissements du parti communiste dans les prisons de Roumanie pendant plus de deux ans, sont — en fait — du domaine de la psychologie pathologique. Mais, d'après le raisonnement du parti, il ne s'agissait que d'une charge comme une autre et qui devait être menée à bien coûte que coûte. Les considérations de nature humaine, morale ou sociale, ne pouvaient pas empêcher la marche d'une expérience qui visait si loin. Dans toute cette tragédie, Tz. ne joua qu'un rôle subalterne. Le rôle de l'agent introduit pour couvrir les autres. Ceux qui se sont laissés entraîner avec lui n'ont été — eux aussi — que des bras qui ont frappé dans l'espoir de bénéficier de la mise en liberté. Dans le cas de l'individu brouillé avec la morale, le frein est constitué peut-être, par la crainte des répercussions juridiques, en tant que facteur d'équilibre social. Tz. était persuadé que jamais il ne serait considéré responsable — même pour les actions les plus bestiales qu'il pourrait commettre — puisque l'autorité même qui devait défendre les détenus contre les sévices, inspirait et organisait le plan sinistre qui devait coûter la vie de tant d'étudiants et l'effondrement moral de tous les autres.

Il est probable qu'il ne se doutait pas jusqu'où iraient les sollicitations parce qu'il n'aurait pas pu concevoir ce plan tout seul. Le bras de Tz. n'a rien fait d'autre que frapper. Mais ceux qui ont pensé et rédigé, ceux-là n'ont pas souhaité seulement la torture physique des victimes. Ils sont allés plus loin, ils sont descendus dans les recoins les plus cachés de l'âme, ils ont fouillé, ils ont découvert la moindre fissure, tout ce qui pouvait être frappé, brisé, anéanti, ne laissant plus que le corps, témoin impuissant. Le fauve tue par nécessité biologique. Pour se nourrir — « l'homme-fauve — lorsqu'il utilise la raison comme élément de soutien de la haine — ne connaît plus de limites. Seul un homme capable de grande haine peut concevoir lucidement de telles choses. Ce n'est pas un paradoxe. Dans le monde communiste, le paradoxe est devenu

normal. Si Tz. est responsable des tortures physiques (pour lesquelles d'ailleurs il a payé), d'autres doivent répondre pour tout le processus de destruction. La liste est longue. Elle débute par ceux qui ont détruit les valeurs de l'être humain, qui ont détruit son équilibre sans mettre autre chose à la place. Le néant a donné naissance à la désorientation. Et la désorientation a déclenché la folie.

La théorie bien connue des réflexes conditionnés, qui explique dans une certaine mesure les actes des animaux, est aussi appliquée à l'homme par les communistes.

Dans la médecine « socialiste », ils sont connus sous le nom de « réflexes pavloviens », d'après le savant Pavlov qui les a expérimentés pour la première fois scientifiquement sur le chien. Pratiquement, ces expériences sont très anciennes ; les tziganes les ont appliquées dès l'antiquité, dans le dressage des ours. Chez Pavlov, l'axe réflexe est lié à la relation entre le son de la cloche et le morceau de viande. Après répétition de l'expérience, le chien se met à saliver abondamment, rien qu'en entendant la cloche, sans voir le morceau de viande. Chez les bohémiens, la danse de l'ours est aussi un acte réflexe. Déjà tout petit, l'ours est placé sur une plaque de métal sous laquelle brûle doucement du feu. Plus le métal chauffe, plus les pattes de l'ourson deviennent douloureuses ; alors l'animal les lève alternativement afin de pouvoir durer. Toute cette cérémonie est accompagnée de roulements de tambour. Après plusieurs séances successives, il suffira à l'ourson d'entendre le tambour pour se mettre à « danser ». C'est à ce genre d'expériences que les communistes ont soumis l'être humain, faisant tout, afin de le réduire à la condition animale.

Lorsqu'on détruit chez l'homme le support moral, on détruit en même temps la conscience de sa supériorité et de sa personnalité ; lorsqu'il est amené dans la situation de ne plus disposer de ses facultés, il ne peut plus exister de différence entre lui et l'animal. Il se soumettra comme n'importe quelle bête à tous les commandements biologiques.

Voilà pourquoi, dans une cellule, en rencontrant une résistance inattendue, Tz. a pu affirmer : « Vous vous opposez en vain. Le système est expérimenté depuis vingt-cinq ans. Vous vous en convaincrez tout seuls. Je ne travaille pas à l'aveuglette ».

Le directeur de la prison, le lieutenant D., membre du parti, a dit plusieurs fois et dans plusieurs cellules peu de temps avant que ne commencent les « rééducations » : « Même si vous étiez de granit, vous ne pourriez pas tenir jusqu'au bout. Vous verrez bientôt que je ne mens pas ». A Pitesti au moins pour la méthode, on n'a pas procédé au hasard ; on est passé dès le début à l'application d'un système vérifié, dont les résultats pouvaient être escomptés à coup sûr, pour une grande partie des détenus.

A quel point le système était-il éprouvé, je l'ignore, mais le souvenir des tortures jouait sans doute le rôle de la cloche du professeur Pavlov ou du tambour du tzigane. Il suffit d'évoquer les méthodes de supplice pour que l'homme se paralyse et se comporte au gré de l'expérimentateur.

En agissant sur les éléments de la section « corrective » et sur ceux du camp, les « rééducateurs » ont pu se créer une masse de manœuvres suffisamment nombreuses pour pouvoir l'utiliser ensuite auprès des autres catégories de détenus. Le système administratif de répartition des étudiants dans les cellules a facilité l'opération. Les groupes de cinq à quinze étaient isolés en permanence, les cellules étant fermées de l'extérieur, de jour comme de nuit. Cet isolement par petites unités a servi merveilleusement.

Très peu au début, de plus en plus nombreux par la suite, tous les étudiants sont passés par le stade de « rééducation ». Et tous sont devenus à la fin — (peu importe combien de temps ils ont résisté) — de simples éléments dociles que les inspireurs utiliseront par la suite, selon un plan bien établi. Il n'y a pas eu d'exception. Seuls ceux qui ont eu le bonheur de mourir sous la torture n'ont pas été atteints par la souillure. Ou ceux qui, profitant de l'inattention des tortionnaires, ont pu se suicider.

Pendant deux années, jour après jour, les hommes qui, au risque de leur carrière, et même de leur vie, ont affronté les tortures et les balles de la « Sécurité » communiste parfois sans rien avouer, se sont brisés, lentement, doucement, succombant sous le poids du désespoir, de l'épouvante, de l'incertitude, métamorphosés par l'application de l'expérience sur les réflexes.

Ces transformations radicales peuvent se passer dans l'âme d'un être à qui on enlève le droit de se supprimer biologiquement et que l'on tient pendant des années avec un pied dans la tombe, grâce à des méthodes diaboliques dont la psychologie expérimentale moderne n'a aucune idée. Héroïsme, abnégation, convictions éthiques, idéalisme ? Si les païens, au temps des persécutions chrétiennes, avaient employé les méthodes communistes, je doute que le calendrier chrétien ait compté encore autant de saints et de martyrs. Que devant la douleur morale et physique, devant le désespoir né de la ferme conviction que la souffrance n'aura pas de fin, que devant cette somme de désespérance, il n'existe pas, il ne peut pas exister de héros, y a-t-il une pensée plus déprimante ? L'héroïsme ne serait-il donc qu'un simple état d'exaltation nourri par les circonstances, conditionné par elles et par le milieu ? Dans les conditions créées à Pitesti, non seulement l'héroïsme n'était pas possible, mais son apparition aurait été un non-sens qui aurait détruit même la notion d'homme créée là-bas. Si les temps à venir permettent un jour une enquête vaste et de longue durée, l'on pourra voir alors quelles transformations profondes peuvent être obtenues dans le psychisme humain. Et, si procès il y a, ce ne sera pas le procès des bourreaux, mais celui de l'effroyable conception qui a réussi à faire descendre l'homme plus bas que l'animal.

Un certain temps s'était écoulé depuis la scène de la « chambre quatre-hôpital ». Juste ce qu'il fallait pour que les hommes soumis à l'expérience se trouvent dans la situation souhaitée par les promoteurs. De la façon dont ce groupe réagirait dépendait peut-être la continuation de l'expérience. Les résultats furent ceux que l'on escomptait. On pouvait passer à la deuxiè-

me p
sans

Les
l'intel
plaisi
tenus
dispo
bleau
les o
cherch
qui e
chois
deux
quaie
recue
les v
afin
s'app
D'abo
à ce
tram

De
en c
les c
quet
form
rééd
çons
lorsc
diens
coule
quet
Elles
posé
sait
que
repa
vait
corr

Se
facil
teni
si l'
poss
cellu
térie
Le
un
sam

T
che
lui,

L
édu

me phase, celle où les détenus allaient se démasquer entre eux sans l'intervention de l'Administration.

Les mutations d'une cellule dans l'autre s'effectuaient par l'intermédiaire des organismes de la prison et selon le bon plaisir de Tz. Celui-ci avait les mains libres pour placer les détenus selon les besoins des opérations d'« introspection ». Il disposait de tout le tableau des condamnés et d'après ce tableau, il arrangeait les cellules. Mais pour mieux camoufler les opérations, c'étaient les officiers de la prison qui allaient chercher les étudiants. C'est ainsi que Tz. plaça les étudiants qui étaient passés par la cellule dite hôpital, dans une autre, choisie à dessein pour la continuation de l'expérience. Pendant deux ou trois semaines, les étudiants « corrects » provoquaient des discussions, excitaient les autres contre le régime, recueillaient des informations, en un mot cherchaient à « tirer les vers du nez » à ceux qui devaient subir la « rééducation » afin d'avoir sous la main au moins quelques preuves sur quoi s'appuyer. Pour cela, on spéculait sur deux états de fait. D'abord la confiance qui régnait parmi les étudiants (personne à cette époque ne pouvait même soupçonner ce qui se tramait), et enfin leur penchant naturel contre le communisme.

Depuis longtemps déjà, pour écrire, les étudiants utilisaient en cachette les plaquettes de savon. Les nouveaux venus dans les cellules bénéficiaient de ce précédent pour noter sur les plaquettes tout ce qui pouvait être utile à « l'introspection », conformément bien entendu aux instructions reçues des chefs rééducateurs. Ils les cachaient afin de ne pas éveiller les soupçons et les transmettaient à Tz. et à ses collègues soit le matin, lorsqu'ils partaient faire leur toilette, soit lorsque les gardiens les appelaient au greffe. En réalité, ils sortaient dans le couloir et faisaient leur rapport à Tz. Aux lavabos, les plaquettes étaient cachées dans des endroits établis d'avance. Elles étaient relevées par les officiers de police ou par les préposés à ce travail, lors de la fermeture des cellules. On utilisait aussi les plantons de garde dans les couloirs, choisis parce que dignes de confiance ; on profitait de la distribution des repas ou de tout autre système par lequel un rééduqué pouvait venir en contact avec les personnes se trouvant dans les corridors, sans éveiller la méfiance des gens dans les cellules.

Sans aucun doute, les "rééducateurs" auraient pu se passer facilement de ces "documents" parce qu'ils pouvaient les obtenir tout aussi bien au moment où ils "démasquaient". Mais si l'on employait le système c'est pour offrir une plus grande possibilité d'investigation aux rééduqués introduits dans les cellules et, d'autre part pour avoir de quoi frapper « de l'intérieur » comme l'on disait, et pouvoir provoquer la surprise. Le recueil des informations gardait aussi les "rééduqués" dans un perpétuel état d'alerte. Lorsqu'on pensait avoir réuni suffisamment d'"éléments" on passait à l'action.

Tz. (le plus souvent) ou un autre élément influent parmi les chefs de l'O.D.C.C. faisait son apparition dans la cellule. Avec lui, venaient aussi plusieurs parmi les collaborateurs éprouvés.

Leur présence avait le don de rappeler, d'une part aux "rééduqués" introduits, qu'ils étaient sous une surveillance perma-

nente, c'est-à-dire créer le complexe des réflexes, et, d'autre part, - sur le plan pratique - renforcer l'équipe des "durs" et éviter aussi des scènes comme celle qui s'était déroulée dans la "chambre quatre-hôpital" et qui avait nécessité l'intervention directe des gens de la prison. En général, le groupe qui arrivait dans la cellule avant le commencement de "l'introspection" était composé d'éléments vigoureux, bien nourris, abstraction faite de Tz. qui était un véritable Hercule à côté des étudiants ruinés physiquement par la famine prolongée à laquelle ils étaient soumis. Etant donné que ceux qui distribuaient les aliments étaient justement ceux qui "cognaient" on peut facilement déduire comment ils étaient nourris, d'autant plus que l'opinion prédominante dans les prisons était que "les bandits" ne doivent pas virer sur le dos du peuple travailleur. Les Eminences grises qui dirigeaient dans l'ombre la sinistre tragédie, avaient calculé d'avance tous les éléments afin que rien ne déjoue les prévisions.

La « séance » s'ouvrait d'habitude par le discours d'un des chefs rééducateurs, Tz. le plus souvent. Les mêmes phases stéréotypées le composaient, en rien différentes de celles prononcées dans la "chambre quatre-hôpital": "la nécessité de la rééducation" les bandits qui s'y opposaient, "la nécessité de briser toute résistance par tous moyens" etc... etc... A la fin du "discours" on demandait à tous, y compris à ceux qui avaient déjà été rééduqués, de se "convertir" immédiatement. La réponse était toujours la même et la réaction de Tz. aussi. Il levait soit son bonnet de fourrure, soit la main, en guise de signal, puis, comme dans la "chambre quatre-hôpital", la torture commençait. Le désarroi était encore plus grand lorsque les étudiants s'apercevaient que même certains d'entre eux, ceux "amenés" ceux qui étaient considérés jusqu'alors comme des frères, frappaient avec désespoir, le plus souvent, dans le dos. Comment auraient-ils pu deviner le motif qui les déterminait à frapper ainsi. Ce premier moment de stupéfaction était utilisé au maximum par les "rééducateurs". En voici la description que m'a faite l'étudiant es-lettres...

Lorsque Tz. a terminé son discours, nous avons cru qu'il était devenu fou. Nous nous regardâmes ahuris. Ca n'a duré que quelques instants. Tz ôta son bonnet. Au même moment, un de mes amis le meilleur peut-être que j'avais dès avant mon arrestation, m'envoya un coup de poing dans la figure avec une telle fureur que j'en fus étourdi. Je l'ai regardé horrifié. J'ai senti mes bras devenir subitement inertes. J'étais incapable de prononcer une parole, de lui poser la moindre question. Il continuait à frapper avec le même désespoir. Je ne pouvais opposer la moindre résistance. Au début, j'ai cru qu'il s'agissait d'un cauchemar, ou d'une folie collective qui avait obscurci leur raison d'un seul coup. Bien plus tard j'ai essayé de lui demander quelque chose, je ne sais plus quoi, d'ailleurs. La réponse, se fut une pluie de coups de poings accompagnée d'expressions tellement hideuses qu'elles m'ont semblé me faire plus de mal que les coups. C'est alors seulement que j'ai repris un peu mes esprits et que j'ai essayé de me défendre. Mais, derrière moi, un autre étudiant, arrivé avec mon ami, dans notre cellule, deux semaines auparavant, s'est jeté sur moi. Il était armé d'un

gourdi
Je n'ai
désesp
de me
mais q
gauche
celé...
carne
coups
furent
étions
Nous s
nous
temps
couvert
j'avais
camara
nous a
de réé
s'était
entre e
dre de
quelqu
situatio

Lorsq
sait pl
tesse i
fatalité
nos pr
jamais
mourai
nous r
instrum
cœur, j
une fol
souffra
C'était
Dieu. A
mer, j'
Je par
suis di
pourtar
rien ».

D'hab
les «
lais, d
qui ger
blables
teurs. C
résister
mission

Le p
Mais le
succéda
saire -

gourdin. Je n'arrivais pas à m'imaginer où il l'avait trouvé! Je n'ai plus pu me garer. Je me suis mis à frapper moi aussi, désespérément où je pouvais et dans qui je trouvais. J'ai essayé de me frayer un chemin vers le mur afin de me protéger le dos, mais quelqu'un m'asséna un grand coup de gourdin sur le bras gauche. Puis un autre gourdin s'abattit sur ma tête. J'ai chancelé... Il y eut d'autres coups... Dans la cellule, il y avait un vacarme effroyable. Les gémissements se mêlaient aux bruits des coups et aux jurons. Au bout d'un certain temps, les gourdins furent hors d'usage. Ce fut la bagarre corps à corps. Mais nous étions moins nombreux et plus faibles que nos attaquants. Nous sommes tombés à terre, l'un après l'autre, sans pouvoir nous relever. Plus tard, j'ai sombré, moi aussi. Combien de temps ? Je n'en sais rien. Lorsque je suis revenu à moi, j'étais couvert de sang et de bleus ! Mon corps était ankylosé et j'avais mal partout. Je ne pouvais pas bouger. Mes autres camarades étaient dans le même état. Tz. n'était plus là. Il nous avait laissés aux mains de ses collaborateurs du "comité de rééducation" choisis d'avance parmi les "extraits". Ce qui s'était perpétré dans la cellule avait créé un abîme sans fond entre eux et nous. Tz. pouvait s'en aller tranquille, sans craindre de trahison... Je ne pouvais pas m'imaginer que seulement quelques mois plus tard, je serais mis moi-même dans la situation de torturer les autres pour les "rééduquer".

Lorsque l'étudiant es-lettres eut fini son récit - cela se passait plusieurs années après les "mises en lumière" - une tristesse indescriptible envahit son visage. Il conclut: "Par une fatalité inimaginable, nous sommes devenus des fossoyeurs de nos propres rêves, de notre propre âme. Parce que désormais, jamais nous ne pourrions garder le front haut. Les chrétiens mouraient heureux, pour leur foi. Nous - bien que chrétiens - nous n'avons pas eu ce bonheur. Nous sommes devenus les instruments du communisme que nous détestions du fond du cœur, pour nous détruire réciproquement, pour enfouir sous une folie sans pareil, nos rêves les plus chers, nourris de nos souffrances et de nos renoncements à tous les biens terrestres. C'était comme si Satan nous avait arrachés des mains de Dieu. A cette époque, si j'avais eu la possibilité de me supprimer, j'aurais été heureux. A présent, je n'ai plus cette audace... Je parais normal, mais en réalité, je ne suis qu'une épave, je suis discrédité aux yeux des amis, lapidé par les ennemis. Et pourtant — si l'on y réfléchit — nous n'avons été coupables de rien ».

D'habitude, le rapport des forces était de deux à un. De plus, les « rééduqués » disposaient de gourdins, de manches à balais, de planches, de courroies... Et aussi de l'étrange haine qui germait en eux et qui les poussait à nous rendre tous semblables, afin que nul ne puisse regarder avec des yeux accusateurs. C'était comme un ressac de la douleur de n'avoir pas pu résister, de n'avoir pas pu mourir avant l'irréremédiable compromission.

Le plus souvent, l'intervention des gardiens était inutile. Mais les cas furent nombreux où le désespoir et la révolte qui succédaient au premier moment de désarroi, ont rendu nécessaire — afin de venir en aide aux « rééducateurs » — l'inter-

vention du directeur D., qui, par le judas de la porte, suivait le déroulement des scènes de « mise en lumière ». Cela au début surtout, lorsque le sort aurait pu changer.

D'habitude, le premier combat durait trois ou quatre heures. Mais il y en a eu qui se sont prolongés jusqu'à neuf heures d'affilée, parce que le désespoir éveille dans l'homme des forces insoupçonnées. A mesure que les étudiants étaient mis hors de combat, soit évanouis, soit écrasés, avec des fractures du crâne, ou des côtes brisées, on les repoussait sous les banquettes. Puis, avait lieu une perquisition générale, où l'on confisquait tous les objets susceptibles de servir soit à une attaque, soit à des tentatives de suicide. Ainsi dévêtus, on les poussait à nouveau sous les banquettes et à mesure qu'ils revenaient à eux, les gourdins des « rééducateurs » entraient dans la danse...

— Cette situation durait des jours et des jours. Les gardiens en position d'« autocritique » étaient soumis à un régime draconien qui visait leur effondrement définitif « par désespoir ». Sans aucune possibilité de riposter, de se défendre ou de se supprimer — car la surveillance dont ils étaient l'objet était impitoyable le désespoir escompté, les promoteurs des « mises en lumière » prenaient peu à peu possession de leur esprit. Et ils s'abandonnaient aux tourments en attendant dans le déroulement de la tragédie.

Les méthodes employées dans ce domaine avaient une ligne générale commune : à savoir que tout était licite, pourvu que le résultat fut « positif ». S'il s'est trouvé des différences dans l'application des tortures, elles étaient dues à « l'esprit inventif » du chef du comité ou à une dose de criminalité qui existait déjà dans son subconscient ou dans celui de ses collègues.

L'effondrement du moi était le résultat d'un véritable plan de campagne mis au point avec minutie jusque dans les plus subtiles des éléments de la psychologie et de l'éthique. Seul Satan, l'omniconnaisseur de l'âme humaine qu'il éclairait dans ses moindres replis afin de mieux la subjuguier, pouvait oser soumettre un être à une telle épreuve. A mesure que l'expérience avançait et que la désagrégation de la personnalité des étudiants s'accomplissait l'origine des instructions devenait de plus en plus évidente. Si certains étaient disposés à croire au début que tout n'était que le produit du désespoir de quelques-uns arrivés en prison malgré eux, ou qui se sont trouvés dans une situation à laquelle ils n'avaient pas pensé et dont ils essayaient de s'en sortir par n'importe quel moyen, l'opinion changeait à mesure que l'expérience devenait plus compliquée.

La tactique de ceux qui tiraient les ficelles dans l'ombre se fondait sur la liquidation progressive de l'opposition, en partant de la périphérie, c'est-à-dire des problèmes en quelque sorte extérieurs au « moi » et culminant avec la personne même. Lorsque l'étudiant avait démontré « par des faits » qu'il avait rompu avec tout ce qui avait constitué jusqu'alors son monde et sa pensée, il était soumis à la rupture avec soi-même ; c'était la destruction de tout son édifice spirituel propre, par la diffamation de sa propre personne.

Les éléments recueillis jusqu'alors au cours des séances où il devait se « démasquer » étaient accessoires. A présent, il devait

faire s
jalons
maladi
trouva

L'au
au mo
prédo
pris a
nifeste
tueuse
extérie
chaqu
pauvre
sur le
au co
idéalis
toirem
me, l'
incorr
grâce
ceux
seurs.
tion d
par le
l'arène
à l'édi
social

L'at
vait a
« offi
enfant
posaic
Les
ne po
graph
les ét
d'exact
fenseu
plété
cambi
modè
nistes
apte
d'entr
les c
chant
rie en
le bu
classe
tous

Afir
moral
les ta
aspec
consi

faire son « autobiographie ». Tous ses aveux constituaient des jalons qui devaient attester le manque de « santé intérieure », maladie qui avait mis l'étudiant dans la situation où il se trouvait.

L'autobiographie devait commencer par l'âge le plus tendre, au moment où la mémoire commence à enregistrer. L'élément prédominant devait obligatoirement être l'élément négatif et pris au superlatif. Les vices et les déficiences devaient se manifester dès les premières années afin que la construction défectueuse apparut plus considérable. Le contact avec le monde extérieur se faisait grâce à l'école primaire. Là, obligatoirement, chaque étudiant devait avoir appris à voler, à mépriser les plus pauvres que lui, se créant ainsi son complexe de supériorité sur le plan social, complexe qui devait le conduire plus tard au contact avec les doctrines réactionnaires, sur la barricade idéaliste bourgeoise ! La fréquentation du lycée devait obligatoirement aggraver la crise intérieure, développer l'égoïsme, l'amour de l'argent, l'intention d'arriver par des moyens incorrects. La délation devait constituer la première arme grâce à laquelle on commençait à capter la bienveillance de ceux qui disposaient du « pouvoir », en l'espèce les professeurs. La complicité des éducateurs dans l'œuvre de dénatura-tion du caractère est constatée dans le trafic d'influences exercé par les parents, lesquels jouissant d'un crédit certain dans l'arène politique, compensaient « la faveur » par l'appui apporté à l'éducateur respectif dans « la compétition de la promotion sociale ».

L'atmosphère malsaine dans laquelle grandissait l'élève de-vaît aussi le pousser obligatoirement à fréquenter les locaux « officiellement » interdits à tous, mais pratiquement aux seuls enfants d'ouvriers ou de pauvres, c'est-à-dire à ceux qui ne dis-possaient pas d'argent pour payer...

Les livres lus (chaque étudiant devait en citer les titres) ne ne pouvaient être que : le roman policier, la littérature porno-graphique (jamais Petre Belu n'a eu plus de lecteurs que parmi les étudiants nationalistes !), le roman tendancieux écrit afin d'exacerber le sentiment de haine envers les ouvriers et les dé-fenseurs de la classe prolétaire. Le tout, naturellement, com-plété par les films de gangsters, d'aventures sentimentales, de cambriolages et dont les héros devaient devenir les idoles et les modèles des jeunes soumis à présent aux méthodes commu-nistes de rééducation. Le produit d'un milieu ne pouvait être apte qu'à la carrière politique spécifique de la vie roumaine d'entre les deux guerres et dont les caractères étaient — selon les communistes — la malhonnêteté, la corruption, le vol, le chantage, l'assassinat politique. Mépris des inférieurs, flagorne-rie envers les supérieurs uniquement dans le dessein d'arriver, le but final étant l'enrichissement par l'exploitation de la classe ouvrière, la pierre de touche de tous les maux et de tous les temps.

Afin d'illustrer de la manière la plus plastique la décadence morale de son milieu d'origine, l'étudiant devait assumer toutes les tares possibles, toutes les perversions imaginables. Tous les aspects déformés de l'homme, tout ce que la pathopsychologie considère comme anormal, constituaient l'arsenal spirituel de

l'étudiant. Sans exception aucune... Celui qui refusait de reconnaître ces péchés prouvait qu'il n'était pas encore acquis au bien-fondé de ce qu'on appelait « la mise en lumière », et les personnes chargées de sa « rééducation » ne perdaient jamais l'occasion de le lui rappeler par le gourdin.

A la fin, il devenait naturel pour le sollicite non seulement de reconnaître les défauts, mais aussi de les raconter avec force détails. Pédérastie, inceste, onanisme, tous les vices qu'un étudiant avait lu ou appris, devaient être ses « qualités », jusque et y compris la bestialité (rapports sexuels avec les animaux).

Ainsi, l'étudiant devait se vautrer dans la boue le plus profondément possible. Comme si quelqu'un, du cœur des ténèbres, s'était emparé de lui et lui avait ordonné de se charger de tout ce qui — normalement — aurait dû lui produire la plus totale répulsion. Cette auto-insulte devenait une sorte d'hystérie psychique. A partir de ce moment, l'exigence du rééducateur, se confondait avec le désir d'auto-destruction du rééduqué. La pression du rééducateur avait le don d'infiltrer progressivement (tout au long de la période de torture) dans le subconscient, une autre réalité que celle vécue jusqu'alors par le cobaye soumis à l'expérience. L'altération ou la dégradation constante de cette réalité existante et son remplacement par une autre, fictive, prenait peu à peu le sens exactement souhaité par les rééducateurs. Dès lors que le mensonge devenait trop prégnant, l'étudiant commençait à oublier ce que, pour lui, avait constitué un sens. L'état chaotique où il se trouvait, et les coordonnées irréelles d'après lesquelles il se mouvait au cours des mois de torture faisaient du mensonge une vérité et inversement, comme après une sorte de poison auquel l'organisme s'habitue progressivement, comme après l'absorption d'un stupéfiant.

Aussi longtemps que le système nerveux répondait aux commandements de la raison, l'étudiant pouvait se maintenir sur une ligne de conduite en quelque sorte normale. Mais dès que la peur altérait cette subordination, le système nerveux devenait le plus grand ennemi de l'étudiant. Toutes les réactions négatives devenaient possibles à partir du moment où tout l'organisme sursautait comme touché par le feu, à la seule vue du gourdin, instrument qui prenait des proportions apocalyptiques dans la mémoire tourmentée du supplicié. Et si, par exemple, la dignité avait essayé de cacher quelque chose au fond de son cœur, le système nerveux le trahissait sans permettre d'équivoque. A ce moment-là, survenait justement ce que les promoteurs de l'expérience attendaient. Le renversement complet et pour un temps indéterminé des valeurs auxquelles l'étudiant avait cru jusqu'alors. A cause de cela, le monde lui apparaissait comme une équation à deux racines, dont l'une — celle découverte auparavant — était irréaliste ; l'obsession de la recherche de la seconde racine, pour la réalité qui s'imposait, recevait seule une valeur dans les préoccupations de l'étudiant. Le monde passé, soumis à un refus obstiné, commençait à se réfugier quelque part dans le subconscient. Le mensonge présenté avec la même persistance avec laquelle on refusait la vérité, commençait à son tour à se frayer une place, à envahir l'être tout entier, indifféremment de l'opposi-

tion —
rience.
menson
cela, t
avoué,
du sub
comme
place.
aux lo
ment,
ditions
pait p
conditi
l'intéri
gique.
trême,
périod
paraly

Une
contre
loup
même
finissa

Les
maner
livrés
éléme
des ré
ceux
était
façon
porter
dans

Il p
déma
la «
forme
nier
du se
total
core
échéa
pouv
cienn
de l'a
loi. I
l'ami
étaier
dema
rielle
amis
cama
« la
plus

tion — peut-être désespérée — de l'homme soumis à cette expérience. Le résultat final ne pouvait être que l'acceptation du mensonge afin de sauver le biologique. Sans répit pourtant, et cela, tous les étudiants qui m'ont raconté leur drame me l'ont avoué, une crainte instinctive, une sorte d'avertissement venue du subconscient, troublera le nouvel ordre établi, rappelant — comme d'outre-tombe — que quelque chose n'est pas à sa place. Cette forme instinctive de défense, elle aussi subordonnée aux lois biologiques de la conservation, s'enkystrera profondément, s'endormira jusqu'à l'instant où, éventuellement, les conditions extérieures changeront et alors, la gaine qui l'enveloppait pourra fondre et permettre ainsi le retour à la première condition. Mais tant que le danger persiste, toute réaction de l'intérieur sera brisée par la peur née de la souffrance biologique. La peur, la déception et la souffrance poussées à l'extrême, en tant que positions de l'âme, s'allieront pour une période indéterminée et feront de l'homme son propre ennemi, paralysant chez lui toute réaction capable de le sauver.

Une fois la conscience réduite au silence, l'homme luttera contre lui-même, afin que — seulement en hurlant avec les loups — il puisse se maintenir. Que le prix en soit le sacrifice même des seules valeurs réelles qui justifient l'existence, cela finissait par ne plus avoir d'importance.

Les dessous de l'âme humaine constituent une inconnue permanente. Malgré toutes les expériences auxquelles ils se sont livrés, les communistes n'ont pas pu parvenir à déchiffrer ces éléments obscurs qui peuvent, à un certain moment, donner des résultats totalement imprévus, peut-être contraires même à ceux supposés au début de l'expérience. Leur conviction était qu'après les « autocritiques », un retour à l'ancienne façon de vivre était inconcevable. Que la réalité puisse leur apporter un démenti quelques années plus tard, cela n'entraînait pas dans leurs calculs.

Il paraît que l'anéantissement de la personnalité propre du démasqué ne suffisait pas à ceux qui, dans l'ombre, dirigeaient la « rééducation ». Alors, ils fouillèrent dans le labyrinthe des formes d'expression de l'esprit humain et découvrirent un dernier coin qu'il fallait aussi ravager. Ce recoin, c'était le refuge du sentiment de solidarité humaine. L'isolement devait être total. Si, malgré cela, il restait dans le cœur de l'étudiant encore une ombre sur laquelle il pouvait s'appuyer le cas échéant, c'était l'amitié. Surtout que le sort commun des amis pouvait avoir le don de cimenter plus solidement l'union ancienne. On exigeait alors — en dernière instance — le reniement de l'amitié afin de rendre possible le baptême dans la nouvelle loi. En dehors des différents récits dont le centre devait être l'ami (les rééducateurs chargés de « démasquer » l'étudiant étaient informés quant aux amis de chaque victime à qui ils demandaient exprès de la dénigrer), il fallait une preuve matérielle du reniement. Pour cela, on mettait en présence les deux amis et on demandait à celui soumis à l'épreuve de gifler son camarade. Le refus était durement sanctionné. A mesure que « la mise en lumière » progressait, les punitions devenaient de plus en plus sévères afin de rappeler en permanence qu'il n'exis-

tait pas de salut. Les soufflets réciproques étaient, uar conséquent, une chose courante imposée aux étudiants. Personne n'a pu y échapper, parce que tous nourrissaient ce sentiment d'amitié ; en prison, se forgèrent les amitiés les plus sincères et les plus profonds dévouements, à cause de la souffrance commune. Bien souvent, on fit venir dans les cellules des étudiants d'autres chambrées si l'on savait qu'entre eux et le démasqué il existait des liens d'amitié. Les cas ne furent pas rares où ces confrontations ont revêtu l'aspect d'une véritable démence. L'étudiant Oprishan Costaki fut amené de la salle des tuberculeux et conduit dans un cachot afin de gifler son meilleur ami et d'être giflé par lui.

Qui aurait pu sortir indemne de cette souillure morale ? *Personne.* Sauf ceux qui sont morts au cours des tortures, à cause des coups interdits ou d'hémorragies internes provoquées par les coups de pied dans le ventre.

Quelques-uns parmi tant d'autres : première victime, l'étudiant Bogdanovici, ancien ami et collaborateur du début de Tz..., pendant la période dite de la « réhabilitation par l'auto-critique ». Bogdanovici est mort de la main de Tz. qui s'est vengé du fait que son ex-ami avait trompé ses espérances. Le diagnostic de l'infirmerie de la prison fut « mort provoquée par une dysenterie aiguë » ! En réalité, cette dysenterie était un éclatement des artères, Bogdanovici est mort en perdant tout son sang par la selle. La seconde victime fut l'étudiant Gafenso de Yassy, détenu politique déjà du temps d'Antonesco. Il fut tué parce qu'il était considéré comme un chef du groupe des mystiques. Cantemir, étudiant en chimie, lui aussi de Yassy, fut tué dans sa cellule lors de la première phase de sa « mise en lumière » pour son refus total de médire. Le nombre de ceux qui sont morts après avoir été torturés s'élève approximativement à quinze. Ceux qui les ont tués n'ont apporté aucune conséquence. Les ordres supérieurs proscrivaient formellement le meurtre. Mais si cela arrivait, les coupables avaient tout juste un avertissement : il ne fallait plus que cela se répète ; en fait de punition..., ils furent promus membres du comité de « mise en lumière » ; leurs mains tachées de sang étaient une garantie, la preuve la plus plausible de leur parfait encadrement dans la ligne de la nouvelle morale. La majorité de ceux qui avaient tué venaient des rangs des premiers « démasqués » ; ils avaient fait partie des organisations de résistance « champignan », c'est-à-dire des groupes apparus spontanément après l'occupation soviétique et formés habituellement de quatre, cinq étudiants sans appartenance politique ou idéologique, mais simple expression de la révolte spontanée et instinctive contre le communiste. Parmi eux, il y en eut deux qui, par la suite, crièrent véritablement qu'ils avaient tué. Le fait a provoqué chez l'un d'entre eux une crise de conscience qui l'a mené à la folie.

Compte tenu de l'immoralité de l'action et du mépris envers la personne humaine, le fait que les tuberculeux et les malades internés et passibles d'une décision de transfert dans un hôpital, étaient exemptés de coups de gourdin s'ils acceptaient de « se démasquer » constitue une particularité étrange. Pour

les convaincre de ne pas s'y refuser, on les conduisait dans les cellules où se pratiquait la « mise en lumière » violente et on les obligeait à « assister ». Et si certains ont refusé, la menace de les soumettre aux mêmes méthodes fut mise en pratique. Pour la plupart, ils préférèrent parler, surtout qu'il ne s'agissait que de « se démasquer » extérieurement, et ne dire que ce qui était utile à « la Sécurité ». A cela avaient contribué la démoralisation due à la maladie, le manque de médicaments, de nourriture, d'air. Comme ils ne présentaient pas un gros intérêt pour l'expérience, on ne s'en occupait pas trop. On les laissait s'étendre doucement, minés par la maladie et le désespoir. Il est superflu de préciser pourquoi je ne donne pas de noms. Les informations que j'apporte n'épuisent pas — même de loin — les réalités des jours sombres de Pitesti. Les possibilités d'information étaient limitées — de par l'organisation même des prisons communistes. Il était pratiquement impossible d'aller d'une cellule à l'autre. Ceux qui s'enhardissaient à parler ne descendaient pas dans les profondeurs du phénomène, peut-être parce qu'ils ne l'avaient pas entièrement compris ou se gardaient de raconter — craignant de provoquer la révolte et le dégoût en relatant les détails.

Voilà ce que j'ai cependant appris à l'époque où je cherchais à m'expliquer ce phénomène diabolique. L'étudiant Costaki Oprishan, mort en 1957 à la prison de Vacaresti des suites d'une tuberculose contractée à Pitesti, fut torturé dans la chambre quatre de l'hôpital. Sur les murs de la chambre, on pouvait voir encore en 1952 les traces de son sang qui avait giclé partout. La chambre n'avait pas été repeinte depuis. Longtemps après, « les mises en lumière » à la prison de Gherla, un jour où je me rendais au bain avec tout un groupe de détenus, j'ai remarqué sur le corps d'un jeune des traces bizarres. On aurait dit des sillons verticaux, creusés tout le long de son dos. Les cicatrices en étaient rouges, hideuses. Je demandais à un étudiant que j'avais connu dans le passé et qui était à Gherla depuis longtemps, s'il connaissait la cause de cette étrange déformation. Il me répondit : « C'est l'étudiant en médecine Cornel Pop, de la Faculté de Cluj. Les marques que tu vois sur son dos, ce sont les traces laissées par les opérations de « mise en lumière » ; il a été parmi les plus durement sollicités parce qu'il était un des espoirs de son groupe ». Sur le visage de mon camarade, il y eut comme une ombre de tristesse mêlée de peur. Lui aussi — bien que simple « ramier » — avait traversé ces épreuves, et toute allusion à Pitesti le faisait trembler. A cette époque, Cornel Pop était considéré à la prison de Ghela comme l'un des plus dangereux dénonciateurs utilisé par le Directeur G., surtout dans le milieu d'origine macédonienne. En effet, avant son arrestation, Pop avait beaucoup d'amitié pour les Macédoniens ; à présent, il en faisait profiter les communistes... Aujourd'hui, Cornel Pop est mort. Tour à tour victime et bourreau — malgré lui — il fut traduit devant un tribunal militaire communiste de Bucarest, jugé à huis clos et condamné à mort par ceux qui l'avaient poussé à torturer après l'avoir réduit à l'état de robot... L'étudiant C. Gh. avait été « démasqué » au cours de l'hiver 1949-50, je l'ai rencontré en 1951, en automne. Il avait complètement changé. Son équi-

libre intérieur anéanti, l'estomac détraqué. Il faisait devant moi l'apologie du communisme et, pourtant, je savais ce qu'il avait été et quelles preuves de fidélité il nous avait données.

Chaque étudiant, pris en particulier, a son drame et son héroïsme muet. Chaque étudiant, pris en particulier, a sa part de culpabilité. Cet enchaînement étrange, où l'on est en même temps victime et coupable, constitue un des plus rares aspects des problèmes éthico-psychologiques. S'agit-il d'une méthode scientifique dans le domaine de la philosophie morale et visant au renversement et à l'annulation de l'« éthos » humain ? Ou bien faudrait-il se placer sur le plan de la Pathologie ?

AURELIUS

PINATEL n'est pas candidat à l'Elysée...

mais, pour le prochain numéro de sa revue LE TRAIT, Pinatel frappe son crayon dans l'urne présidentielle. Il prépare un numéro de « clôture du gaullisme » car il espère bien que ce sera le dernier dans lequel figurera encore l'illustre, phénoménale et catastrophique narine.

Ce numéro exceptionnel (36 pages de caricatures au vitriol et à l'acide gaulloïdrique) sera envoyé GRATUITEMENT à TOUS LES LECTEURS de « Défense de l'Occident » qui, d'ici sa parution (novembre), se seront abonnés au TRAIT. Abonnement : 15 francs. C. C. P. 17.694.00 Paris - 22, rue Saint-Paul, Paris-4^e.

Mais bien entendu, ceux qui ne veulent pas s'abonner au TRAIT pourront également le recevoir contre 3 fr. 50.

Robert ANDERS

Guerre Subversive et Surpopulation...

Aux quatre coins du monde, la guerre subversive fait rage. Les pays, récemment décolonisés sombre dans la violence, l'anarchie ou s'installent dans une misère agressive et haineuse vis à vis du Blanc qui possède. Eux mêmes étant incapables d'opérer la moindre réforme économique. Les Communistes et plus spécialement les Chinois et les Cubains utilisent cette "excellente situation révolutionnaire", à leur profit bien entendu... Mais pourquoi les Chinois et les Cubains ont-ils tendance à prendre le lead de la compétition révolutionnaire alors que les Russes semblent emboîter résolument le pas à la coexistence pacifique...?

A toutes ces questions et à bien d'autres encore, chacun propose des réponses diverses selon des convictions souvent préconçues. "Causes économiques consécutives à l'exploitation colonialistes ou néo-colonialiste"... Selon certains... "sous-capacités des peuples de couleurs", selon d'autres... Sans réfuter aucune de ces thèses, Gaston Bouthoul se demande, dans un petit livre paru chez Payot il y a déjà quelque temps, (1) si la cause fondamentale de tous ces remous n'est pas due à la surpopulation qui entrave l'essor économique des peuples appelés "sous-dévelop-

Il n'est pas possible de résumer ici ce remarquable ouvrage déjà très concis. Nous nous bornerons à en analyser un chapitre traitant du "DELUGE DEMOGRAPHIQUE DANS LES PAYS SOUS-DEVELOPPE".

Mais tout d'abord qu'est-ce que cette surpopulation dont tout le monde parle sans être souvent très au courant de la question ?

La surpopulation : déséquilibre démo-économique.

Il n'est pas possible d'affirmer à priori qu'un pays quelconque est trop ou pas assez peuplé. De plus, telle constatation scientifiquement établie aujourd'hui peut ne plus être valable demain.

(1) La Surpopulation de Gaston Bouthoul. Ed. Payot 1964.

Exemple : le Nord-Transvaal dépeuplé à la fin du siècle dernier est, au milieu de celui-ci en voie de surpeuplement. La découverte de l'or a changé les données du problème.

En règle générale, affirme Bouthoul, "la population, pour un économiste, constitue une variable en contact direct, biologique peut-on dire, avec une autre variable, la production des choses consommables par l'usage ou l'amentation"... La surpopulation apparaît si, durant une dizaine d'années, dans une nation déterminée, la courbe d'accroissement de la population dépasse celle des niveaux de vie ou celle de la production"...

Il est évident que dans une société donnée, la simple aspiration à un niveau de vie meilleur, correspond en fait une augmentation de population (surpopulation psychologique).

Exemple cité par Bouthoul : "On nous dit que la Chine aurait aujourd'hui près de 700 millions d'habitants. Mais en réalité, les appétits de la Chine actuelle, dans la mesure où celle-ci a adopté le mélange d'utilitarisme et de positivisme combatif du Marxisme, correspond en machines en logements, en aliments et en objets de consommation, aux besoins de trois milliards de Chinois du type ancien".

La surpopulation dans les pays décolonisés :

Le colonialisme nous dit encore Bouthoul, s'est ruiné par la surpopulation. Voyons les exemples qu'ils nous donne. Ils sont édifiants et sans adopter toujours le point de vue un peu étroit (comme c'est souvent le cas chez les spécialistes) de Gaston Bouthoul, on est bien forcé d'admettre qu'il serre la réalité de très près.

"Prenons l'Algérie. Une seule comparaison suffit à nous donner la clé de toutes ses difficultés. En 1830, l'Algérie nourrissait environ un million d'habitants, la France une trentaine. En 1960, la France avait atteint 45 millions d'habitants, l'Algérie environ 13. Autrement dit si, entre 1830 et 1960, la population française avait augmenté dans la même proportion que l'algérienne, la France aurait aujourd'hui plus de 400 millions d'habitants. On peut imaginer la bonne humeur qui régnerait, s'il en était ainsi sur le territoire de la république".

Ce qu'il faut ajouter, c'est qu'en outre ces Algériens d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier. Leur niveau de vie et leurs besoins ont augmenté bien au-delà de leur capacité de production. Inversement, en Occident où la productivité monte sans cesse en même temps que les niveaux de vie, la courbe démographique reste stationnaire ou presque.

Tout a été fait d'ailleurs pour permettre à ces populations primitives de se multiplier à un rythme effarant. Bouthoul cite encore le cas de "ce petit fonctionnaire noir de Porto-Novo qui grâce aux allocations familiales avait 103 enfants et touchait plus d'argent que le gouverneur général".

Il en est de même en ce qui concerne la colonisation britannique aux Indes où "les Anglais laisserent trois cent millions d'Hindous et de Pakistanais supplémentaires se débrouiller comme ils pourraient" à Java, à Sumatra avec les Hollandais etc....

Surpopulation agressive :

Il est de fait que la plupart des pays surpeuplés sont presque fatalement obligés de se tourner vers la guerre. La surpopulation engendre des troubles économiques internes qui ne peuvent être résolus (en pays développés surtout) que par le développement du secteur quaternaire, c'est à dire "le secteur composé des hommes abonnés aux activités destructives" (militaires, police, politique, ouvriers-techniciens des usines d'armement etc...)

L'impérialisme vient parce que l'émigration est nécessaire. Les exportations (cette émigration sur place) conduit très vite à une forme d'émigration armée destinée à conquérir de nouvelles ressources et de nouveaux marchés.

Mais, pour faire une guerre, il faut être riche nous dit Bout-houl. "Toutes les guerres produisent des effets économiques, destructions, indemnités, pillages etc... mais leurs causes (contrairement à ce qu'affirment les marxistes) (2) ne le sont pas toujours.

Or les peuples sous-développés, sous-alimentés, haineux vis à vis du Blanc riche et confortablement installé dans l'abondance sont facilement la proie des idéologies révolutionnaires. Le déséquilibre qui s'accroît d'une part entre la population qui continue d'augmenter ainsi que ses besoins (sous l'influence des techniques nouvelles: radio, journaux, cinéma qui montre à tous ces peuples un genre de vie très au-dessus de leurs moyens) et de l'autre la production qui reste à peu près stationnaire doit conduire un jour à la guerre... guerre raciale parce que la courbe démographique en Occident suit celle de l'accroissement économique alors que dans la plupart des pays "de couleur" celle-là monte en flèche par rapport à celle-ci.

Incapables de se produire faute de moyens matériels, ce conflit prend la forme d'une confrontation verbale haineuse entre ceux qui possèdent et ceux qui végètent. Et ceci est d'autant plus vrai qu'il est aisé de constater que tous les pays qui ont vu s'estomper les dangers de la surpopulation tendent à changer de bloc.

L'U.R.S.S. qui fut longtemps surpeuplée s'est trouvée au lendemain de la deuxième guerre mondiale devant une situation d'une extrême gravité. Quelques années en effet ont suffi aux dirigeants soviétiques pour se rendre compte que la population blanche de Russie avait été saignée tandis que la population asiatique de Sibérie augmentait à un rythme effarant. Ainsi peut s'expliquer le schisme Moscou-Pékin. La courbe démographique de Russie "blanche" tend à s'identifier à celles qui traduisent l'augmentation de la population en Europe occidentale, tandis que la courbe démographique sibérienne s'apparente à celle de la Chine et des populations asiatiques. Ainsi l'équilibre démo-économique en U.R.S.S. a pour conséquence une attitude plus souple vis-à-vis de l'occident, tandis qu'en Chine, où le déséquilibre démo-économique s'accroît, l'agressivité devient exacerbée.

Même situation en Amérique latine où étant donné le degré de culture de ces peuples latinisés, la surpopulation psychologique s'ajoute tragiquement à la surpopulation physique.

(2) C'est nous qui ajoutons.

Il s'ensuit une agressivité qui prend telle ou telle forme selon que le pays surpeuplé a des moyens matériels ou n'en a pas.

Les pays africains traduisent cette agressivité par un chantage permanent, des prises de positions extrêmes, des menaces continues contre le Blanc jugé à tort ou à raison comme étant l'artisan de la misère qui sévit dans leurs pays. Mais en tout cas, ils sont réceptifs aux idéologies révolutionnaires dispensées par des pays matériellement plus riches et capables de porter la guerre subversive hors de leurs frontières. Il va sans dire que le jour où ces pays auront les moyens d'envahir l'Occident, ou leurs alliés, ils le feront sans l'ombre d'une hésitation.

Tel est le cas de la Chine, de Cuba, un jour peut-être de l'Indonésie etc... et Bouthoul ajoute : "Supériorité technique et pression démographique... voilà les conditions optima de l'agressivité".

Est-il possible de désamorcer cette situation explosive ?
L'aide aux pays sous-développés :

Il y a certes plusieurs façons d'aider les pays sous-développés mais, selon Bouthoul :

"...Deux solutions se conçoivent pour relever la situation des pays sous-développés : soit la planification, soit l'assistance des nations plus prospères. Mais si l'irruption démographique se produit planification et assistance s'engouffreront dans un tonneau des Danaïdes. Pourquoi les nations assez évoluées pour diriger leur natalité abaisseraient-elles leur niveau de vie et se ruinaient-elles pour permettre à tel ou tel pays, de mentalité archaïque de mener encore quelques dizaines d'années un train démographique démentiel ?".

"Des bienfaits en pure perte sont-ils vraiment des bienfaits ? Ils retardent l'échéance. L'explosion n'en sera que plus dévastatrice. Aucune planification n'est viable si elle ne porte en même temps sur les ressources et sur la population; aucune assistance n'est sérieuse si elle n'est assortie de conditions démographiques. Sans quoi, ces secours ressemblent à des aumônes distribuées au hasard, à des mouvements de pitié destinés à procurer un vague confort moral au donateur".

L'industrialisation, on l'a souvent remarqué, a pour conséquence de faire baisser à la longue la courbe démographique. Mais de toutes façons, un tel résultat ne serait ressenti qu'au bout de plusieurs dizaines d'années.

D'autres part, cette industrialisation est presque impossible à envisager actuellement. Les ressources minières sont éparpillées, souvent dispersées entre des Etats victimes du découpage colonial et que tout divise. Les voies de communications manquent et le réseau complexe est un réseau national. L'Afrique manque en outre d'ouvriers, de techniciens capables etc... De toute façon "la surpopulation dévorera le progrès économique consécutif à toute révolution industrielle. Et comme l'on ne met pas un frein à la surpopulation... on peut affirmer que "Afrique noire est bien mal partie". Elle est d'autant plus mal partie que l'aide occidentale accroît sans cesse les besoins sans accroître les revenus. Dans ce cas il est évident que l'Occident, responsable en partie de l'actuelle surpopulation n'a rien compris et fait en ce moment au Tiers-Monde un cadeau empoisonné, car il ne

fait
pou
L'
latio
eng
ou le
de l'
Il
nair
étan
ou d
dans
ce p
Si
voye
les s
en p
prod
nair
volu
leron
Et
seur
Chin
fond
gent
Nam
D'un
Chin
expl
bliq
boml
au V
PRE
Un

fait que retarder l'échéance fatale, non sans en accroître le pouvoir explosif.

L'introduction de la "démocratie arithmétique" chez ces populations encore primitives n'a rien arrangé. On a en quelque sorte engagé la "guerre des utérus"... le nombre fait le droit, la force ou le succès politique... c'est nous dit Bouthoul "la dévalorisation de l'homme par l'homme".

Il est temps si l'on veut désamorcer la situation révolutionnaire qui règne dans tous les pays du Tiers-Monde (la Chine étant je le répète elle même victime et agresseur) de prendre ou de faire prendre des mesures tendant à limiter les naissances dans tous ces pays affamés. Le communisme ne sera vaincu qu'à ce prix.

Si l'on continue à engloutir des sommes astronomiques, à envoyer des techniciens, des médecins, des instituteurs pour aider les sous-développés, ceux-ci se multiplieront, deviendront de plus en plus exigeants parce que plus instruits mais leur capacité de production ne suivra pas le rythme. Alors la tension révolutionnaire atteindra bientôt son point culminant et aidés par les révolutionnaires de Pékin ou d'ailleurs les masses affamées déferleront un jour sur l'Occident repu.

Et cela me rappelle ce que me disait un jour un jeune professeur chinois, communiste : "Nous avons trop d'habitants en Chine, c'est un obstacle à toute transformation industrielle profonde. Nous ne pouvons pas les tuer. Si les Américains s'en chargent en bombardant notre pays sous prétexte d'aider les Viet-Nam alors les conséquences risquent de se retourner contre eux. D'une part, si affreux que cela puisse paraître, en tuant des Chinois, ils nous rendront service. Nous pourrons, de l'autre, exploiter politiquement la situation et aidé par une opinion publique hostile aux "fauteurs de guerre américains" (surtout si le bombardement est atomique) nous obtiendront gain de cause au Viet-Nam... **C'EST CE QUE NOUS VOULONS ET SOMMES PRETS A PAYER CE PRIX...**"

Un bon avertissement en vaut deux.

Robert ANDERS.

Pierre FONTAINE

Le cas de docteur Schweitzer

Depuis que le docteur Schweitzer avait préfacé l'édition anglaise du *Vicaire*, les attaques contre lui et son œuvre avaient repris de la vigueur, en France et à l'étranger. Sa fin n'empêchera pas les politiques de se poursuivre.

Le docteur Schweitzer est peut-être un homme éloigné des portraits cent pour cent "pour" ou "contre". Les noirs le considèrent comme un bon sorcier, des évolués africains le taxent de "relent du colonialisme", un ministre français, M. Alain Peyrefitte le traite, dans *la Nef*, "d'incarnation du paternalisme", tandis que les Anglais Robert Pitman et Gerald Mcknight écrivent des choses désagréables et méchantes sur son hôpital et se livrent à une véritable démolition de son œuvre. Par contre, Gilles Mermoz fit remarquer dans *Rivarol* que, pour ses 90 ans, le docteur Schweitzer, prix Nobel de la paix, ne reçut aucune marque officielle d'estime de son pays alors que le président de l'Allemagne fédérale Luebke, le chancelier Erhard et le maire de Berlin, Willy Brandt, lui envoyèrent des messages chaleureux. Or, le docteur Albert Schweitzer est français et même l'oncle de Jean-Paul Sartre, mais son lieu de naissance se situe en Allemagne.

Ceci se passait en 1931. Mon patron Louis Forest, excellent homme toujours prêt à donner au public les meilleurs exemples vécus de générosité et d'altruisme, remit au jeune journaliste que j'étais, un volumineux dossier pour en tirer une synthèse. Je découvris le docteur Schweitzer en lisant une masse de documents et en regardant une collection de photographie. Un sujet enthousiasmant, facile à traiter, qui provoqua quatre articles avec illustrations. Bien entendu, je n'oubliai pas le parallèle de Schweitzer donnant des récitals pour procurer des ressources à son hôpital avec Paderewski agissant de même manière pour alimenter la cause polonaise.

Le premier article publié, la suite ne parut jamais.

L'intervention du ministère des affaires étrangères se manifesta promptement. Philippe Berthelot, alors secrétaire général

du Q
le do
nait
cien
l'Alsa
dans
"franc
patric
annex
clina.
docte

Ce
croire
ciden
roun
barén
came
peu f
çais
des r
d'écha
L'acti
deux
dernis
çaises
teur
nom
cielle)

Il
docte
ploya
en Fr
sur l
rien
ne po
Seule,
(philo
marqu
l'opini
histou
tiques
Pour
n'était
docte
du m

Le
et d'u
d'Ayo
nes e
brous
plus
secon
envoy
sembl
tous

du Quai d'Orsay, expliqua à son vieux copain Louis Forest que le docteur Schweitzer, trop connu des services politiques, menait une action violemment hostile à la France; que cet Alsacien de naissance ne pardonnait pas à notre pays la reprise de l'Alsace et la conquête du Cameroun; qu'il demeurait enfermé dans la culture germanique etc... Bref, toute publicité pour ce "francophobe" desservirait les intérêts français. Forest bon patriote, Lorrain très anti-allemand bien que né en Lorraine annexée "sur la frontière douloureuse" comme il disait, s'inclina. Nos lecteurs ne surent jamais la fin de l'expérience du docteur Schweitzer.

Ce veto m'ennuyait car le privilège de la jeunesse est de croire à ce qui lui paraît bénéfique. Je m'ouvris donc de l'incident à Léon Truitard, secrétaire général du Togo et du Cameroun qui, plus tard, deviendra gouverneur de la Réunion. Lambaréné, aujourd'hui gabonais, était avant 1914 en territoire camerounais allemand. Truitard, homme dynamique et aussi peu fonctionnaire que possible s'occupait de ces mandats français d'Afrique occidentale placés sous le contrôle de la Société des nations, et ce contrôle, aiguillon international, permettait d'échapper à la lenteur et la torpeur du ministère des colonies. L'activité sociale, économique et humaine déployée dans les deux anciennes colonies allemandes se traduisait par une modernisation assez rapide... qu'envièrent de vieilles colonies françaises voisines. Léon Truitard connaissait bien le cas du docteur Schweitzer, et, à la condition de ne pas faire état de son nom (un fonctionnaire ne pouvait s'opposer à l'opinion officielle), il m'entretint du médecin de Lambaréné.

Il ne partageait pas *tous* les griefs du Quai d'Orsay. Certes, docteur Schweitzer n'aimait pas les Français certes, il employait des remèdes et médicaments allemands non autorisés en France; certes, son influence personnelle maintenait l'aura sur les premiers colonisateurs allemands, mais il ne fallait rien exagérer, Lambaréné n'était qu'un hôpital de brousse qui ne pouvait se comparer au centre d'Ayos créé par les Français. Seule, la personnalité du docteur Schweitzer, trois fois doktor (philosophie, théologie et médecine), musicien et organiste remarquable, transformait Lambaréné en pôle d'attraction pour l'opinion publique. Puis, venaient se greffer quelques sordides histoires de concurrences de fabricants de produits pharmaceutiques sans pour autant que Schweitzer y fut directement mêlé. Pour Léon Truitard, l'Alsacien animait une œuvre privée qui n'était pas d'ailleurs la seule à but philanthropique. Le cas du docteur Schweitzer se compliquait d'une "concurrence", celle du médecin Jamot que les Français ignoraient.

Le médecin-colonel Jamot, homme d'une activité débordante et d'un dévouement total au bien public, avait créé le centre d'Ayos où, chaque jour, lui et son équipe, traitaient des centaines et des centaines de noirs arrivant de tous les coins de brousse. Le "toubib Jamot" jouissait d'une renommée bien plus étendue que celle du docteur Schweitzer. Admirablement secondé par le médecin-capitaine de Marqueyssac - qui sera envoyé par la suite au Togo pour édifier une œuvre médicale semblable - Jamot prenait des risques immenses pour satisfaire tous les consultants. Pas le temps de mettre des gants pour

fouiller les ventres purulents tâter les plaies infectées, examiner une lèpre naissante ! Quatorze, seize, dix-huit heures de travail par jour, pendant que les laborantins noirs, formés par le centre se penchaient sur les analyses, La "troupe Jamot", comme on disait, animés par le désir de soulager et de guérir fut un instrument d'assistance médicale des noirs assez extraordinaire.

Malgré sa tâche écrasante, Jamot estima son œuvre incomplète car les sommeilleux, les lépreux, les idiots, abandonnés dans les forêts par les tribus et à la merci des fauves, pouvaient peut-être guérir. Il créa des groupes de recherches et partit avec eux pour récupérer les malades isolés. Il fit reculer la maladie du sommeil. Un journal américain, *Chicago Daily News*, titra sur toute la largeur de première page: "Le docteur Jamot, vainqueur de la mouche tsé-tsé". Telle était l'activité de cet homme exceptionnel tel que je le vis dans ses fonctions un peu plus tard et qui mourut à 57 ans.

D'un côté Jamot le "fonctionnaire" recevant l'aide matérielle nécessaire. De l'autre, Schweitzer assurant son autofinancement et délaissé à cause de son hostilité déclarée contre la France. Un militaire - si peut ! - contre un musicien, publicitairement le plateau de la balance pencha en faveur du civil, d'autant qu'à l'époque sévissait dans la presse française des rubriques de "gueules de vaches" qui n'incitaient pas à la sympathie envers les porteurs d'uniformes militaires. Des témoins auxquels je laisse la responsabilité des affirmations, assurent que le "lancement" du docteur Schweitzer secrète à la fois une manœuvre contre Jamot et contre cet effort médical français en faveur des noirs que les Allemands ne réalisèrent pas pendant leur occupation du Cameroun. Dans la confusion des esprits, il fallait montrer que sans Schweitzer, la région eût été sans hôpitaux, ce qui était complètement faux. Reconnaissons que le tapage sur Lambaréné et le silence total sur Jamot procurent un malaise...

Albert Schweitzer vint tardivement à la médecine. D'une famille d'origine israélite convertie au protestantisme, l'Alsacien, né peu de temps après l'annexion de l'Alsace par l'Allemagne en 1871, choisit d'être pasteur et fut nommé directeur du séminaire protestant de Strasbourg. Un vent soufflait dans les milieux confessionnels : la guérison des âmes accompagnant celle des corps, à corps sains âmes pures, les bienfaits du Dieu chrétien par le soulagement des maux physiques, la foi expression d'une sollicitude permanente des souffrances humaines etc..., l'idée de missions humanitaires se développait et le pasteur Schweitzer résolut d'étudier la médecine, il avait trente ans. Son troisième diplôme de doktor acquis, il partit pour le Cameroun colonie allemande. Nous n'établissons pas une biographie, nous tentons d'expliquer le curieux homme par le choix des moments déterminants de son existence, et, ainsi, faire le point entre les zéloteurs et les contempteurs du docteur Schweitzer, qui à nos yeux est surtout la victime d'une publicité outrancière; des docteurs Schweitzer, il y en a quelques douzaines dans le monde mais, non musiciens, ni organistes, ils ne pûrent toucher un public pour se faire connaître.

Le
bon
doct
corr
l'épo
sain
lisér
neur
cons
et l
qu'il
bout
pres
perd
d'un
le c
stru
épro
dern
qu'à
Le
se d
sur
pas
ce-g
les
des
cons
temp
et su
Le
le m
il ne
lisé.
pas
De
Ce
de l
vues
hom
susp
On r
de la
subit
assu
tenac
pern
coup
fond
bliss
In
prit
sanc
le to
ter s

Le rigorisme évangélique, surtout en Alsace ancienne, faisait bon ménage avec la discipline et l'ordre social allemands. Le docteur Schweitzer arrive en Afrique imprégné de cette rigidité correspondant à sa culture germanique. Les noirs, enfin ceux de l'époque, ne répugnaient pas à obéir à des ordres rudes mais sains. Les Allemands, durs, sans faiblesse, mais justes, caporalisèrent leurs colonies. Une révolte se terminait par des meneurs pendus en place publique puisque la prison, pour un noir, constituait souvent une situation satisfaisante avec le logement et le manger assurés, ce qui n'était pas toujours le cas lorsqu'il jouissait de sa liberté. Quand les chefs se balançaient au bout de la corde, les noirs regardaient le spectacle avec l'impression d'une "bonne justice" en disant : "Ils ont joué ils ont perdu, ils paient." Les Allemands dotaient les chefs de villages d'uniformes qui représentaient l'autorité davantage que la parole ou l'avis. Cette discipline hiérarchique donna une solide structure intérieure dont les troupes anglaises et françaises éprouvèrent l'efficacité pendant la guerre 1914/18 puisque les derniers réduits germano-camerounais ne cessèrent de se battre qu'à la fin des hostilités en Europe.

Le dévouement des noirs aux sévères maîtres allemands ne se discute pas et, dans la colonie voisine, au Togo, administrée sur le même modèle, les observateurs africains ne cachèrent pas leur surprise après l'indépendance de 1960. Le dernier prince-gouverneur allemand du Togo vivait encore; il fut invité par les Togolais qui le reçurent avec enthousiasme et donnèrent des fêtes extraordinaires en son honneur. Les vieux avaient conservé les bons souvenirs racontés aux jeunes. C'était "le temps où tout marchait droit, sans démagogie, sans molesse, et surtout sans combinaisons".

Le docteur Schweitzer avait connu cette époque et il savait le moyen d'obtenir des résultats pratiques avec les noirs dont il ne confondait pas la métaphysique avec celle d'un blanc civilisé. Bref, les méthodes coloniales françaises ne lui convenaient pas mieux que la force de frappe gaullienne.

Des considérations personnelles ne sont pas à négliger.

Cet Alsacien allemand ne sauta pas au cou de la France lors de la première guerre mondiale qui allait libérer l'Alsace. Des vues simplistes de fonctionnaires français intrigués par cet homme érudit perdu au cœur de la brousse, conclurent à une suspicion patriotique. Une sorte de grand sorcier blanc espion! On ne chercha pas à comprendre sa formation et cette alliance de la foi et du service pratique humain. Le docteur Schweitzer subit des brimades, des vexations et connut l'internement qui, assure-t-on causa prématurément la fin de sa femme. Mais sa tenacité (aidée par des amitiés confessionnelles agissantes) lui permit de revenir au milieu des noirs. Sa francophobie lui coupant les subsides officiels, les concerts lui procurèrent les fonds et la publicité qui transformèrent complètement son établissement.

Incontestablement, le docteur Schweitzer conserva son esprit germanique et maintint dans son cercle le culte de la puissance coloniale déchu. Après ses tristes aventures en France, le toubib pouvait avoir des raisons particulières de ne pas porter ses nouveaux compatriotes dans son cœur. Le médecin avait

relégué le pasteur au second plan, mais il gardait ce sentiment en lui même car, à notre connaissance, jamais il ne se mêla aux mouvements politiques de l'entre-deux-guerres. Pourtant, il semble qu'il se rapprocha un peu de la France quand les mesures anti-juives de l'Allemagne hitlérienne se développèrent. Sa philosophie le poussa-t-elle à désavouer ce ségrégationnisme ? Se souvint-il de ses origines ? qui le poussèrent à préfacer l'édition anglaise du *Vicaire* ? Ou est-ce son anti-papisme de protestant ? Nous ne tranchons pas car le docteur Schweitzer semble un homme aux ressentiments tenaces. Faisons appel à témoin.

Un Français, M. Serge Golon, affecté à la Production économique de l'A.E.F., en 1941, s'occupait d'extraction de l'or dans le massif montagneux gabonais. Depuis, il est devenu un excellent écrivain qui a donné des ouvrages remarquables sur l'Afrique. Son camp se trouvait à vingt jours de piste du plus proche médecin, le docteur Schweitzer. Voici un petit extrait de la narration que donna M. Serge Golon dans l'hebdomadaire *Samedi-soir*, il y a dix ans

J'avais attrapé des parasites intestinaux, une des maladies courantes de la région, et je commençais à me sentir très malade. J'écrivis au docteur Schweitzer en lui exposant en détail le genre de parasites que j'avais en le priant d'avoir la bonté de m'envoyer un déparasitant puissant, du chénopodium par exemple ou de l'extrait de fougère mâle. J'ajoutai à la lettre une petite offrande pour son hôpital et confiai le tout à un tirailleur en lui recommandant de marcher malou, malou vite, vite.

Si vite qu'il allât, il lui fallait cependant plus d'un mois pour effectuer, à pied, l'aller et le retour. Mois pendant lequel je dépéris à vue d'œil, au point de ne plus pouvoir que me traîner. Enfin le planton reparut et je me saisis avec impatience de la précieuse enveloppe qu'il me tendait. Hélas, j'avais écrit au médecin et c'était le philosophe qui me répondait.

Dans une très intéressante épître que j'ai conservée, le docteur Schweitzer me faisait remarquer, tout d'abord, qu'il n'était pas venu dans ce pays lointain pour s'occuper des blancs, souvent fauteurs de guerres et de désordres, mais des noirs abandonnés. Cependant, en considération du respect auquel a droit toute personne humaine, si coupable soit-elle, il avait été sur le point de me faire parvenir le remède demandé, mais il s'était ravisé au dernier moment.

Suivait un très long développement sur la nature sacrée de la vie humaine, sur le devoir de chacun de ne pas la compromettre en utilisant des médications prises au hasard, de la nécessité de ne les absorber que dans un milieu approprié, scientifique, où l'on puisse surveiller toutes les réactions de l'organisme. Il conclut en m'invitant très cordialement à venir chez lui, dans son hôpital de Lambaréné où je serai parfaitement soigné après un examen attentif de mon état général.

Je regardais désespérément l'enveloppe vide. D'une part, il m'était difficile de quitter ce chantier où j'étais le seul blanc responsable. D'autre part, dans l'état de faiblesse où je me trouvais il m'était quasiment impossible d'entreprendre vingt jours de marche par monts et marécages. Je risquais fort, en répon-

dant à l'invitation du docteur Schweitzer de venir mourir à son seuil. En cet instant, ce n'étaient pas les accents paisibles des fugues de Back, si chères au docteur, qui résonnaient en moi, mais bien la bacchanale sinistre de la forêt vierge qui allait devenir mon tombeau.

J'eus un mot énergique, qu'il me pardonnera s'il lit ces lignes, à l'égard du plus grand homme vivant de notre temps. Puis, j'envoyai chercher le vieux féticheur du coin, Niembo. Celui-ci me prépara une affreuse mixture de fougère mâle, de coloquinte et de lichen et me la fit absorber. A la suite de quoi, je restai quelques jours entre la vie et la mort. Puis, je revîns à moi, mes parasites n'ayant pas résisté à ce remède de cheval, je recouvrai peu à peu la santé..."

L'affreuse philosophie noire qui se dégage de la réponse du docteur Schweitzer suscita de violentes indignations, Le "mot énergique" fut répété surtout par les lecteurs hommes qui hanterent la brousse. Le témoignage de M. Serge Golon, passé sous silence par les biographes de l'illustre Prix Nobel, est sincère, loyal et atténué. Il est important car il indique la partie cachée de l'homme, sa francophobie, il explique le docteur allemand ayant pris le pas sur le pasteur. Il étoffa des bruits et des rumeurs incontrôlables qui couraient dans la région. Un homme se trouvait en danger de mort à vingt jours de marche de Lambaréné...

Nous ne reprochons rien à Albert Schweitzer ; chacun a l'entière liberté de ses sympathies et de ses antipathies. Rappelons simplement qu'en 1919, le docteur Schweitzer refusa une chaire à Strasbourg et préféra enseigner à Oxford, en Angleterre et à Upsal en Suède. L'Alsacien, devenu Français malgré lui, supporta les Français parce qu'il ne put faire autrement. C'est d'ailleurs son droit strict de libre-arbitre, que nous lui reconnaissons bien volontiers.

Des zéloteurs donnent la paternité d'une méthode au docteur Schweitzer^e: le principe d'un traitement dans un milieu conforme aux traditions et aux coutumes des malades indigènes. Nous ne voulons opposer aucun nom au toubib de Lambaréné, des noms de modestes missionnaires presque livrés à eux-mêmes et ne bénéficiant d'aucune publicité conduisant à un prix Nobel, mais nous conseillons vivement la lecture de la vie d'un Belge, le père Damiens. Le premier, au siècle dernier, il bâtit de ses mains, car il était charpentier, le village "d'origine" où il réunit les lépreux hawaïens. Accroché à sa tâche surhumaine, il mourut, au milieu de ses lépreux, de la lèpre. C'est lui le créateur du milieu coutumier des malades tropicaux. Et je conserve la vision précise des jeunes religieuses d'Indochine regroupant les lépreux pour leur redonner une vie normale dans un village. J'ai déjà noté qu'il existait des douzaines de Schweitzer dans le monde, pacifistes autant que lui, qui ne reçurent pas les phares de la publicité. Au fait, pourquoi cette intensive publicité après la deuxième guerre mondiale alors qu'avant personne ou presque ne se passionna pour son cas ?

Il faut oser le dire, cela n'a rien de péjoratif et serait plutôt amusant. Quand le monde apprit l'horreur des camps d'extermination juifs, une compassion naturelle s'étendit sur les rescapés et la race persécutée. L'élément israélite français, après tant

d'épreuves et d'humiliations, voulut montrer qu'il occupait toujours une place de choix dans l'élite du pays^e; Léon Blum redevint président du conseil, M. Jules Moch, ministre, la presse retrouva ses Lazareff, Lazurik etc... Le public avait besoin de se passionner pour des sujets généreux et constructifs. On s'empara du nom du docteur Schweitzer... dont beaucoup feignirent ignorer la confession protestante^e; certains grands journaux, dans leurs articles, s'abstinrent même de l'indiquer et, ainsi, le docteur Schweitzer bénéficia d'un courant de "valorisation" qui le mena au prix Nobel presque à son insu et sans qu'il intriguât en quoi que ce soit pour l'obtenir.

Son hôpital de Lambaréné reçut des dons, du matériel et des médicaments du monde entier au point que des caisses restèrent longtemps sans être ouvertes. Des altruistes débarquèrent à Lambaréné pour "servir" et, parmi eux, Mlle Deterding, la fille du pétrolier mort multimilliardaire. Notons néanmoins que, dans la même ville, fonctionne à la satisfaction des noirs un autre hôpital construit par les Français dont personne ne parle jamais car son directeur, le docteur Weissberg, - s'il n'a pas changé - ne donne pas de concerts. Disons que *LES* hôpitaux de Lambaréné rendent d'éminents services aux noirs pour demeurer dans l'honnêteté de la documentation, et regrettons que les journalistes aient considéré Lambaréné comme un terminus en Afrique noire^e; ils auraient vu d'autres centres hospitaliers hautement méritants, plus modestes faute de fonds (certainement comme celui du docteur Schweitzer à ses débuts) qui eussent pu, avec un peu de publicité, bénéficier aussi de la générosité universelle.

Autre question^e: ne se sert-il pas de son exemple pour reléguer à un rang inférieur les forts sociaux des missions catholiques ? Car on n'a pas encore écrit grand-chose sur certains cadres administratifs coloniaux de tendance maçonnique et socialiste qui préférèrent jouer les cartes fétichiste et mahométane xénophobes de préférence à la carte missionnaire chrétienne francophile ! Surtout depuis la deuxième guerre mondiale. Le cas du docteur Schweitzer est beaucoup plus compliqué qu'on ne le pense généralement, moins par sa volonté que par celle de ceux qui tentèrent d'utiliser sa personnalité pour des objets moins nobles.

La grande qualité du docteur Schweitzer est la permanence dans la simplicité. Très autoritaire, son caractère, déjà entier et peu enclin à la discussion, ne s'améliora pas avec l'âge. (Il n'est pas le seul dans ce cas). Il eut le grand mérite de la franchise et de ne pas travestir ses pensées pour des commodités particulières. Nous en avons un petit exemple dans sa réponse à M. Serge Golon. Il eut une vision exacte de la valeur des gens au milieu desquels il vivait, jugements durs pour les noirs "paresseux, voleurs, menteurs" dit-il, cela ne l'empêcha pas de continuer à les soigner, mais cet homme d'expérience comprenait qu'à certain naturel correspondait une méthode éducative ne relevant en rien de ce fameux "égalitarisme" des rhéteurs en chambre. Pour lui, la méthode allemande s'adaptait parfaitement à l'évolution progressive de peuplades à l'état mental quasi-primitif. Le blanc civilisateur était une nécessité... si l'on considère qu'il soit absolument indispensable d'appliquer aux

noirs
point
béné
Br
d'all
vant
donn
veme
Ghar
blanc
quer
tion
la se
l'Eur
déma
pour
fut d
vaier
que
ge o
enne
que
lance
du d
Au
centr
objec
ta, p
homi
main
consc
demi
mond
fidéli
d'opp
l'hon
néo-c
fut p
surto
ses a
de l'é
Réj
comm
aux
comb
rense
nier

noirs les manières d'Européens. Nous ne partageons pas ce point de vue, mais chacun travaille pour les desseins qu'il croit bénéfiques.

Bref, le docteur Schweitzer, avec son franc-parler dépourvu d'allégories et de métaphores, exprima ce qu'il ressentait devant la politique de décolonisation de la Vème république qui donna le départ à l'éclatement de l'Afrique... et même aux mouvements noirs américains. Les événements du Congo belge, du Ghana etc... lui donnèrent raison: l'élimination des directions blanches aboutit à des catastrophes sociales pour les noirs, la querelle des métis rebondit et le désordre s'installe. La civilisation n'était, comme le crurent les sociologues, ni la cravate, ni la semelle crêpe, ni la politique, bref tout ce qui "singait" l'Européen; la pensée ne suivait pas le même rythme que la démagogie d'où les multiples déboires facilement prévisibles... pour ceux qui connaissaient l'Afrique et le docteur Schweitzer fut de ceux-là. Ses avis opposés au "vent de l'Histoire", ne pouvaient pas lui assurer les sympathies du régime gaullien, quels que soient les services rendus et les titres. Alors, aucun message officiel français pour les 90 ans du Prix Nobel, pacifiste et ennemi de l'apocalypse atomique. Les 6.000 noirs soignés chaque année à Lambaréné ne pesèrent d'aucun poids dans la balance de la reconnaissance. Les messages officiels de Paris lors du décès pesèrent moins que ceux qui vinrent d'Allemagne.

Au milieu des controverses, partisans et même sectaires, centrées sur le docteur Schweitzer, nous avons essayé, en toute objectivité et sincérité, de faire le point du personnage qui resta, peut-être, le prisonnier de son œuvre. Intellectuellement homme quasi complet, il n'en demeure pas moins un être humain avec ses travers, ses amitiés, ses inimitiés et sa parfaite conscience de sa supériorité. On lui reprocha de ne pas avoir démissionné de l'Académie de Berlin après la deuxième guerre mondiale ? Cela n'est jamais qu'une preuve de caractère et de fidélité à un idéal et à la culture qui le forma. En un temps d'opportunismes, de veuleries et de lâchetés, cette constance l'honore. Qu'il n'ait pas montré un penchant naturel pour ses néo-compatriotes après leurs avanies de l'autre guerre, il ne fut pas le seul à cultiver le ressentiment à longue échéance... surtout sous la Vème république, bien qu'il s'opposât à ce que ses amis prissent sa défense lorsqu'on l'attaquait violemment de l'étranger...

Répetons, pour conclure, que le docteur Schweitzer s'inscrit comme la victime d'une publicité un peu tapageuse en égard aux douzaines d'hommes et de femmes qui mènent le même combat que lui dans des conditions d'inconfort et d'indifférence infiniment plus grandes. Un homme fut peut-être prisonnier d'une semi-légende...

Pierre Fontaine

Robert ANDERS

A propos du conflit Indo-Pakistanaï

La presse mondiale a abondamment analysé et commenté le conflit qui mit récemment aux prises l'Inde et le Pakistan et faillit provoquer l'intervention de la Chine populaire. Nous ne rappellerons donc pas les différentes phases de cet affrontement armé qui aboutit au fragile accord du 22 Septembre.

Ce qu'il faut tout de même remarquer, c'est que l'on a assez curieusement passé sous silence les causes profondes de ce conflit. Bien sûr on a parlé du Cachemire comme enjeu des combats, mais l'on n'a guère expliqué au public comment l'Inde en 1947 a envahi puis annexé ce pays au mépris de tous les règlements internationaux.

Il ne faut pas faire de peine à l'Inde qui, comme chacun sait est un pays non-violent (les Portugais de Goa auraient sans doute quelques objections à faire là-dessus). Il n'en faut pas faire non plus à l'URSS alliée de l'Inde depuis que la Chine rouge attarde un peu trop son regard sur cette colonie asiatique qu'est la Sibérie. On explique que seuls des éléments irresponsables pro-pakistanaï semant la terreur au Cachemire sont responsables du conflit entre New-Delhi et Rawalpindi. Ce faisant on accuse implicitement le Pakistan et tout naturellement la Chine qui vient en aide à ce dernier. Et l'on oublie ainsi que le Pakistan qui est l'agressé de ce conflit, incapable de pouvoir compter sur les Puissances occidentales, dont il fut toujours un allié fidèle, a bien le droit de chercher à Pékin l'appui qu'on lui refuse à Londres ou à Washington... et ceci quels que soient les risques de cette démarche car il est bien connu qu'un homme qui se noie ne regarde pas la main qui lui tend la bouée.

En abandonnant l'Inde, les Britanniques laissèrent d'une part à ce pays le cadeau empoisonné que constitue quatre cent millions de bouches à nourrir, et de l'autre, ils réglèrent trop hâtivement les questions frontalières entre Indiens et Musulmans.

Revoyons quelques faits essentiels.

Lors des élections de 1946, les Musulmans obtinrent 73 sièges tandis que le parti de Nehru en obtenait 209. Contre la volonté des Indiens, les Musulmans réclamèrent l'Indépendance qu'ils

finirent par obtenir après des troubles graves qui ensanglantèrent les grandes villes du pays.

L'erreur des Britanniques fut d'avoir évacué les Indes avant que Pakistanais et Indiens soient définitivement d'accord en ce qui concerne les frontières de leurs Etats respectifs. Seules les troupes anglaises solidement implantées dans le pays pouvaient empêcher la guerre civile. Elles évacuèrent donc le pays en août 1948 avant même que l'ensemble des minorités vivant de part et d'autre du tracé approximatif des frontières ait réussi à gagner leur "home" national.

Mais les deux points chauds furent évidemment la région de l'Hyderabad, qui avait un gouvernement musulman régnant sur une population à majorité indienne et le Cachemire où la situation était exactement inverse.

A la fin de l'année 1947, violant les accords conclus, l'Inde envahit l'Hyderabad et annexa ce pays. Le Pakistan, trop éloigné, ne put porter secours à ses ressortissants et l'affaire est classée.

Le Maharadja du Cachemire (pays comprenant 80 % de Musulmans) était un Indien qui commanda le rattachement de cet état à l'Inde.

Ce fut le signal d'une nouvelle guerre civile. A l'appel de leur chef Ibrahim Sandor, les montagnards du Cachemire se soulèvent. L'Inde envoya des troupes mais ne put emporter la décision sur le plan militaire.

En décembre 1947, à la suite d'une savante manœuvre diplomatique, le Gouvernement indien obtient du Conseil de sécurité. Les hostilités cessent provisoirement en janvier 1949 après que le Pakistan et l'Inde aient accepté de résoudre le problème du Cachemire par voie de référendum.

Mais la mauvaise foi du gouvernement de Delhi est évidente. L'Inde ne cherche qu'à gagner du temps et n'acceptera jamais que soit mis aux voix la question du Cachemire qui compte, je le répète 80% de Musulmans dont l'immense majorité est favorable au rattachement de leur pays au Pakistan.

Le 21 Août 1952, comprenant qu'il n'y avait rien à attendre de l'ONU, le Premier ministre du Cachemire Mohamed Abdulla proclama l'Indépendance de son pays mais il fut interné par les troupes indiennes envoyées en toute hâte.

Entre temps, paralysée par le veto soviétique, l'ONU s'est montrée incapable de trouver une solution arrangeant les deux parties en présences. On comprend dès lors que le Pakistan, en désespoir de cause laisse agir et peut-être soutienne les guerrilleros bien décidés à libérer leur patrie du joug indien. que l'Inde non violente de Gandhi est morte depuis longtemps.

Ce que beaucoup d'Occidentaux ne comprennent pas, c'est L'Inde, de l'abominable Nehru, hypocrite et cynique, ses manières de grand seigneur idéaliste, fut une transition d'ignoble Tartufe politique, mourut sans avoir réussi à maintenir l'illusion.

Aujourd'hui, avec une absence totale de scrupule, le Gouvernement de M. Shastri fait régner la terreur sur des minorités désarmées, refusant à celles-ci le droit à l'autodétermination, ce qui par ailleurs n'a jamais empêché l'Inde de réclamer ce droit

pour d'autres pays soi-disant opprimés par les puissances occidentales.

Le cas de Goa annexé en 1961 sans que l'ONU ait cru devoir protester est significatif. L'Inde a soumis par la force une population portugaise depuis quatre cent cinquante ans. A l'heure actuelle même, après bientôt quatre ans d'occupation, le Gouvernement indien ne pourrait même pas se hasarder à consulter ces populations dont l'immense majorité souhaite le retour de l'autorité portugaise. N'est-il pas intéressant de noter que, lors des élections de 1963 le parti indien n'ait pas réussi à enlever un siège

Aujourd'hui la situation est claire. Le Pakistan ne renoncera jamais au Cachemire, province musulmane qui n'attend qu'un référendum pour réintégrer la communauté pakistanaise.

L'Inde de son côté considère la question comme réglée. La frontière provisoire fixée par les Nations Unies en 1949 est considérée par New-Delhi comme définitive.

Il s'agit de savoir d'une part si les Nations Unies toléreront ce déficit porté à leur autorité... (remarquons en passant qu'elles en ont toléré bien d'autres... en Hongrie par exemple) et de l'autre, si les Nations occidentales abandonneront un de leurs plus fidèles alliés pour satisfaire ce "Grand Pays non-violent" qu'est l'Inde et son fidèle allié soviétique.

Le Pakistan a dès sa création manifesté clairement sa vocation pro-occidentale. Il a adhéré à l'OTASE et entretient d'excellentes relations avec la Grande Bretagne, la France, les Etats-Unis etc...

Si l'Occident continue à mener une politique équivoque déterminée en grande partie par la crainte de voir les Communistes s'infiltrer dans ce sous-continent asiatique, alors on peut être certain que le Pakistan n'aura d'autres ressources que d'accepter l'aide de Pékin.

Dans l'état actuel de son économie, menacé par la surpopulation, le Pakistan ne peut d'une part renoncer au Cachemire et de l'autre rester tributaire du bon vouloir des Indiens en ce qui concerne le problème des eaux de l'Indus indispensable à l'irrigation du Pakistan. Or, n'en doutons pas, aussi longtemps que le problème du Cachemire n'aura pas été réglé, aussi longtemps que le Pakistan n'aura pas récupéré sa province septentrionale, les paysans des régions orientales resteront dans la hantise de voir l'Inde appliquer son projet de détournement des eaux de l'Indus et de ses affluents.

Nous avons, depuis des années dénoncé sans faiblesse le plan de subversion chinois dans le Monde et en particulier en Afrique, à une époque où la grande presse internationale et française était silencieuse. Nous sommes bien obligés de constater qu'agitant aujourd'hui "l'épouvantail chinois" (plus souvent par recherche du sensationnel que par conviction profonde d'ailleurs), nos informateurs sont tout à coup frappés d'amnésie en ce qui concerne le vieux différent frontalier sino-indien.

Car enfin, ce n'est pas la première fois que Pékin demande à New-Delhi de retirer ses troupes de certaines régions contestées. Il faut bien reconnaître que l'Inde, profitant d'une part de la situation floue qui a précédé l'invasion du Thibet par les

Com
a ch
dant
Le
la ré
cour
Le
Déce
sont
la m
Ce
ress
juste
neut
que
à vis
fort
le P
ce
Delh
terri
avai
Mai
Chir
utile
dant
Ai
en
cou
sint
leur
alli
gén
C
me
gen
P
pui
pir
pel
ten
épa
L
leur
Tcl
ces

—
(1)
la
et
en
ch
pa

Communistes et d'autre part de la complicité russo-américaine, a cherché à "consolider" certaines de ses positions en débordant singulièrement sur le territoire chinois. (1).

Le 23 Janvier 1959 Chou En-Lai revendique courtoisement la région du Uigür dans le Sinkiang. Ces revendications sont courtoisement rejetées.

Le 8 Septembre de la même année puis le 7 Novembre, le 17 Décembre, le 26 Décembre etc... toutes les propositions de Pékin sont rejetées, après une série de tergiversations qui traduisent la mauvaise foi des Indiens.

Certes, ce n'est pas par hasard que le Gouvernement chinois ressort le vieux dossier concernant "l'affaire des frontières" juste au moment où l'Inde, forte de l'appui soviétique et de la neutralité bienveillante de certaines nations occidentales, attaque le Pakistan. Mais sommes toutes, l'attitude chinoise vis à vis de ces deux Etats a toujours été sinon honnête du moins fort subtile. Il nous suffit de rappeler que la Chine traita avec le Pakistan le problème de ses frontières avec le Cachemire, ce qui bien entendu déclancha une violente réaction à New-Delhi qui ne reconnaît pas la souveraineté pakistanaise sur ce territoire. Mais en réponse à la note de protestation que l'Inde avait envoyée à la Chine le 10 Mai 1962, Pékin répondit le 31 Mai que la question du Cachemire n'ayant pas été réglée, les Chinois n'avaient pas à intervenir dans ce conflit et jugeaient utile de conclure un traité provisoire avec le Pakistan en attendant que soit réglé le différent entre ce pays et l'Inde.

Ainsi, contrairement aux Occidentaux en général et à l'ONU en particulier, la Chine a jugé bon de ne pas reconnaître le coup de force indien. Certes, la Chine n'agit pas de façon désintéressée mais pour les Pakistanais directement menacés par leur puissant voisin et plus ou moins abandonnés par leurs alliés, l'attitude de la Chine communiste est considérée comme généreuse et intelligente.

Ce n'est certainement pas la première fois et malheureusement pas la dernière que l'Occident reçoit une leçon d'intelligence politique des "Barbares"...

Par manque de fermeté, de réalisme parfois, l'Occident depuis vingt ans trahit la plupart de ses alliés pour ménager ses pires adversaires... Qu'il me soit permis pour conclure de rappeler ici la triste constatation que fit un vieux maréchal contemplant un jour les ruines de son pays vaincu: "On a voulu épargner l'effort, on rencontre aujourd'hui le malheur..."

Les soldats américains engagés au Viet-Nam parce que jadis leur gouvernement n'a pas cru utile d'aider leur vieil allié Tchan-Kai-Tchek, comprendront peut-être un jour le sens de ces paroles.

ROBERT ANDERS

(1) Les régions contestées sont surtout situées à l'Ouest entre la passe de Karakorum et le Népal et à l'Est entre le Bouthan et la frontière birmane. En outre, la région du Sikkim, située entre le Népal et le Bouthan est également un des points chauds de la frontière, bien que Chinois et Indiens ne soient pas directement en présence.

J. SILVESTRI

LA SITUATION SE DÉTÉRIORE EN RHODÉSIE

En Rhodésie, la situation est grave. Si les grandes crises internationales, (conflit indo-pakistanaï, tension à Aden, guerre du Viet-Nam) et les événements de politique intérieure tendent à rejeter au second plan l'évolution de la crise rhodésienne, il n'en est pas moins vrai qu'une partie très sérieuse se joue à plus ou moins brève échéance en ce moment même à Salisbury où les décisions de Mr. Smith sont attendues avec impatience.

Mais comme bien peu de Français savent au juste ce qui se passe sur un continent qui a cessé de les intéresser depuis longtemps et en particulier en Rhodésie, pays anglophone peu connu, je pense qu'un bref rappel historique est indispensable.

La Fédération d'Afrique centrale :

Les Britanniques ont créé, en 1953, avec un manque absolu de réalisme politique, l'inviabile "Fédération d'Afrique centrale", groupant des Etats fort différents les uns des autres, du point de vue ethnique, économique et culturel.

La Rhodésie du nord (aujourd'hui Zambie) compte 2.500.000 habitants dont 70.000 Blancs. Sa superficie est de 726.000 Km². C'est le pays du cuivre (deuxième producteur du monde).

La Rhodésie du sud a une population de 3 millions d'habitants dont plus de deux cents mille européens. Sa superficie est de 400.000 Km². C'est le pays des riches plantations de tabac, de café et de thé. Mais la Rhodésie du sud possède également d'abondantes ressources minières (charbon, or, amiante, étain, wolfram, chrome etc...)

Le Nyassaland (aujourd'hui Malawi) est un Etat noir (3 millions d'habitants dont dix mille Européens seulement). Ses ressources sont essentiellement agricoles et la surpopulation de ce petit pays pose de graves problèmes au Dr. Banda. Des centaines de milliers d'Indigènes originaires du Nyassaland travail-

lent e
du su
ainsi
Is éta
donné
à la j

Ma
ropée
Comm
que l
"mar
sants
préte

De
accor
salar

On
qu'il
"Ma
trali
au C
nelle

Brito
cas
seco

ce q
nyik
Il s'
d'éta

plus
qu'e
vou
du
men

S
tain
ner
une

L
dro
(c'e
Not
res
plu

S
rat
réa
laq

n'e
en
pro
qu
vo
qu

lent en Rhodésie du sud et certains se rendent à pied en Afrique du sud espérant trouver du travail dans ce pays. Ils arrivent ainsi démunis de tout à Johannesburg et se livrent à la police. Ils étaient jadis autorisés à rester, mais aujourd'hui, étant donné la situation politique, ils sont soignés et raccompagnés à la frontière.

Mais le drame de cette "Fédération", vient de ce que les Européens ne tiennent pas du tout à être sacrifiés sur l'autel d'un Commonwealth qui risque à tout moment de s'effondrer depuis que le gouvernement britannique, soucieux de conserver des "marchés" a décidé de sacrifier ses amis, ses propres ressortissants même, pour prendre en considération les revendications prétentieuses de quelques leaders noirs irresponsables.

De sordides questions d'intérêt ont hâté la conclusion des accords de 1953, lesquels ont d'ailleurs été dénoncés par le Nyasaland en 1962.

On avait pensé que le prestige du Commonwealth était tel qu'il garantissait pour longtemps l'équilibre du fragile édifice. "Ma foi est simple, avait affirmé jadis le Premier Ministre australien, jecrois dans la Couronne britannique parce que je crois au Commonwealth britannique et que je désire qu'il vive éternellement..." Oui, mais les Australiens sont des Blancs, unis aux Britanniques par une longue et solide amitié. Il s'agit dans ce cas d'une communauté qui est d'abord culturelle et raciale et secondairement économique. Il ne saurait en être de même en ce qui concerne les liens qui unissent l'Angleterre et le Tanganyika, par exemple. Et on le voit tous les jours, l'édifice s'effrite. Il s'effrite parce que les Noirs sont plus soucieux pour l'instant d'étaler leurs prétentions que de les justifier. Il sera toujours plus facile d'immortaliser son nom en détruisant un édifice qu'en participant à sa construction. On a, du côté britannique, voulu préserver des avantages économiques sans tenir compte du facteur humain. On paie aujourd'hui des années d'aveuglement.

Sir Roy Welenski, dont le jeu subtil mais peu efficace (certains disent suspect) n'a pu sauver la Fédération dut abandonner le pouvoir au profit du nationaliste Ian Smith, lequel mène une politique courageuse, mais pleine de risques.

La Rhodésie du sud ne semble pas avoir juridiquement le droit de quitter le Commonwealth, tant que toute sa population, (c'est à dire les Bantous et les Blancs) n'aura pas été consultée. Notons entre parenthèse que les Blancs sont seuls tenus de respecter la loi, il y a bien longtemps que l'on ne relève même plus les irrégularités commises par les autres.

Si Mr. Ian Smith, comme chacun s'y attend, fait une déclaration unilatérale d'indépendance, il risque de provoquer une réaction extrêmement vive de la part de la Grande-Bretagne laquelle, pour sauver ce qui reste du Commonwealth est prête, n'en doutons pas à prendre d'énergiques mesures. L'enjeu est en effet capital. Si l'indépendance de la Rhodésie du sud est proclamée, la plupart des Etats du Commonwealth risquent de quitter cette association... Mesure d'humeur peut-être car on voit mal ce que deviendraient les pays africains par exemple qui vivent pratiquement "aux crochets" du peuple britannique.

Quoiqu'il en soit tout l'édifice, patiemment construit sera à plus ou moins brève échéance condamné.

D'un autre côté, les Rhodésiens n'accepteront jamais l'intégration ou toute autre forme d'association qui les livrerait pieds et poings liés au bon vouloir des Noirs. L'exemple des Européens du Kenya et de tout l'ancien "British-east-africa" plus généralement est d'ailleurs là pour les convaincre qu'une telle association est impossible. La plupart des Blancs vivant jadis dans ces pays ont été spoliés, expulsés (beaucoup vivent maintenant en Rhodésie et en Afrique du sud).

En matière de conflit racial, et je l'ai écrit bien souvent, il n'y a que trois méthodes applicables: Intégration, ségrégation ou extermination. Toutes les autres solutions sont des vues de l'esprit.

Nous avons connu en France des types de solutions inadaptées à nos propres problèmes. Qui se rappelle encore de la "Loi-cadre", de "l'Indépendance dans l'Interdépendance", de la « France Africaine »... Toutes ces solutions-miracles ne peuvent être que des étapes aboutissant à l'une des trois issues dont j'ai parlé plus haut et destinées en tous cas à masquer à l'opinion publique la situation réelle.

L'intégration conduirait à brève échéance à l'élimination des minorités non bantoues des Rhodésies. Je le répète, nous l'avons vu en B.E.A. ou Européens, Indiens, Arabes même ont été "éliminés" d'une façon ou d'une autre. Que l'on se rappelle le sort des milliers d'Arabes qui ont été massacrés à Zanzibar. Au Kenya, les derniers Blancs qui s'y trouvent se regroupent la nuit pour pouvoir éventuellement se défendre contre des éléments "irresponsables" dont le gouvernement de Mr. Kenyatta n'a d'ailleurs jamais pu se débarrasser.

Reste la ségrégation. C'est la politique que défend Mr. Ian Smith, fort de l'appuis de l'immense majorité des Européens et d'une bonne partie des Noirs également. C'est ce mot que la Grande-Bretagne, victime du chantage permanent de la part des autres pays du Commonwealth, ne peut accepter.

Ceci dit, que peut faire la Grande-Bretagne dans l'éventualité d'une rupture de la Rhodésie avec le Commonwealth ?

La première menace proférée par l'Angleterre est celle du boycottage économique. Si la Grande-Bretagne appliquait effectivement ces sanctions, la situation serait grave en Rhodésie mais non catastrophique. La Rhodésie se tournerait alors définitivement vers la République sud-africaine et le Portugal, ce qui ne l'empêcherait pas en outre de traiter avec de nombreux Etats occidentaux et je crois pouvoir affirmer que les Français ne seraient pas les derniers à traiter avec les Rhodésiens comme ils l'ont fait avec les Sud-Africains. On sait que la Grande-Bretagne menaçait jadis l'Union sud-africaine de ce genre de représailles... La révolution économique dans ce pays date précisément de 1960, année de l'Indépendance.

Il faut ajouter que la Rhodésie a en revanche la possibilité de perturber gravement la situation économique des autres Etats de la Fédération et celle de la Grande-Bretagne par voie de conséquences. Le 26 Avril 1964, Mr. Smith a annoncé que les 500.000 ouvriers originaires du Malawi et de la Zambie qui tra-

vaille
tagne
Si
sable
tagne
Re
Pret
guerr
ré on
angl
dépe
tend
Ca
patr
pour
nitiz
M
l'O.M
niqu
pris
de
opér
inst
dési
sion
mer
tag
pris
tes
nig
G
dir
n'a
des
l'ai
lon
Tro
foj
Rh
du
me
le
su
pa
co
NU
bia
toi
R
A
pr
cl
gr
ét

vailent en Rhodésie du sud seraient expulsés si la Grande-Bretagne appliquait des sanctions économiques contre son pays.

Si l'on sait que l'or sud-africain est actuellement indispensable à la livre sterling, on peut se demander si la Grande-Bretagne peut se permettre de mettre ses menaces à exécution.

Restent des sanctions militaires. On y croit pas beaucoup à Pretoria. La Grande-Bretagne peut-elle se lancer dans une guerre impérialiste pour ménager la susceptibilité de Mr. Nyérére ou de Mr. N'Krumah ? Là est la question car les dirigeants anglais savent parfaitement que les Rhodésiens, acculés à l'Indépendance n'agiraient qu'à contre-cœur et en tout cas ils n'entendent pas menacer la Grande-Bretagne en aucune manière.

Car, les Rhodésiens sont profondément attachés à la mère-patrie et beaucoup sont révoltés à l'idée que celle-ci leur préfère, pour des questions de prestige et d'intérêts, des individus définitivement installés dans le chantage et l'escroquerie.

Mais si l'Angleterre envoyait des troupes ou permettait à l'O.N.U. d'en envoyer, et l'on peut être certain que les Britanniques ne sont pas gens à céder facilement une fois qu'ils ont pris une décision, les Rhodésiens seraient placés devant un cas de conscience qui leur ferait peut-être perdre l'initiative des opérations. Alors qu'en pareille situation, l'Afrique du sud aurait instantanément répliqué par une mobilisation générale, les Rhodésiens, attachés à la Couronne seraient plongés dans l'indécision. En dernier ressort, tout dépendrait de l'équipe gouvernementale et de son esprit de détermination. Mais la Grande-Bretagne ne peut pas l'ignorer, une guerre intestine mettant comprises des Britanniques ne servirait que les intérêts communistes et sonnerait de toutes façons le glas de la présence britannique dans cette région d'Afrique centrale.

Que feraient le Portugal et la RSA ? Certes, ils ne sont pas directement mêlés au drame rhodésien, mais il est évident que n'ayant pas perdu le sens des réalités, ils se sentent solidaires des Blancs qui ont eu la malencontreuse idée de naître sur l'autre rive de la Limpopo. Et puis, pour Pretoria, l'exode des Colons de Rhodésie aurait pour conséquence l'abandon du Nord-Transvaal qui deviendrait indéfendable contre les nouveaux foyer d'épidémies qui ne manqueraient pas de renaître si la Rhodésie était abandonnée. Qu'il nous suffise de rappeler le cas du Swaziland qui fut un temps une base de la subversion marxiste. Des bovins auxquels on avait préalablement inoculé le virus de la fièvre aphteuse furent dirigés clandestinement sur le Natal dans l'intention évidente de perturber l'économie pastorale des Zoulous. Pour Lisbonne le problème est plus complexe et nous en reparlerons à l'occasion d'un prochain NUMERO SPECIAL consacré à l'Afrique (2). Mais ce qu'il faut bien se dire, c'est que ni le Dr Verwoerd, ni le Dr Salazar ne toléreront le massacre des Indigènes noirs ou blancs de Rhodésie comme nous avons toléré celui des Harkis et des Arabes partisans de l'Algérie française. Mais à mon sens, la prudence et la patience dont ont su faire preuve en des circonstances analogues, les dirigeants de Pretoria doivent guider en ce moment ceux de Salisbury. Il faut à tout prix éviter l'affrontement sanglant entre des hommes de même

nationalité. Il faut gagner du temps. A Londres comme à Salisbury, on semble bien d'accord sur ce principe encore qu'il soit difficile de le suivre. Le tiers-Monde, souvent manœuvré par des financiers sans scrupules tend à envenimer périodiquement la situation, mais au fur et à mesure que s'estompe le mythe de la décolonisation, les puissances occidentales émergent du brouillard et commencent à comprendre qu'elles ont été dupées. Encore un peu de patience et la question rhodesienne se résoudra d'elle même, lorsque seront en présence les seuls intérêts rhodésiens et britanniques.

Mais il est regrettable de penser que, contruite sur d'autres bases, la "Fédération" aurait été viable. Il suffisait de faire passer le facteur ethnique avant le facteur économique. Regroupés selon des critères raciaux, les habitants des trois Etats en question auraient certainement pu coexister dans le cadre du Commonwealth. Les Sud-africains qui construisent en ce moment leur propre "Fédération" ne sont pas des magiciens mais des réalistes. Chacun chez soi... C'est encore la meilleure façon de s'estimer. Et comme me disait un de mes amis Sud-africain : " On a pas besoin d'intégration pour vivre en paix avec les Noirs et être heureux."

H.-J. SILVESTRI.

Pierre

La

Ce
ment
le M
réalis
échec

Ce
la gu
men
confi
gués,
merc

Au
temp
puis
« sp
à la
trou
Thib
l'ép
(dep
ner,

«
soit
Pers
prép
nani
cou
aprè
ann
Soei
d'ha
l'ex
miq
que

Pierre NAVARRE

La poudrière du Moyen-Orient

Ce n'est pas être pessimiste que de regarder en face les événements. La France est toujours surprise par l'événement, disait le Maréchal Lyautey. Or, ce pays manque de plus en plus de réalisme dans la plupart des domaines de l'intérêt général à échéance.

Cette fois, nous croyons — et ne sommes pas les seuls — que la guerre entre l'Inde et le Pakistan est vraiment le commencement de la prochaine guerre mondiale à laquelle mèneront des conflits plus ou moins « localisés ». Elle aura des périodes aiguës, des arrêts, puis reprendra jusqu'au jour où tout s'enflammera définitivement.

Aucune surprise pour quelques hommes qui, depuis longtemps, fixent avec insistance des indices généralement négligés puisque, dans la crainte de déplaire ou de compromettre, les « spécialistes » en politique étrangère préfèrent le commentaire à la mise en garde. Dans un ouvrage datant de 1957 (1), on trouve (pages 72 et la suite) l'explication de la conquête du Thibet par les Chinois, liée aux troubles indo-pakistanaïens de l'époque ; les Soviétiques collaboraient alors avec les Chinois (depuis, ces derniers se sentent assez grands garçons pour mener, seuls, leur plan d'expansion), et l'on y lit cette phrase : « Il suffira d'y mettre le feu au bon moment pour que la voie soit à peu près libre vers l'Iran, donc vers les pétroles du Golfe Persique et d'Arabie ». Nous sommes au début de cette phase préparatoire à la III^e guerre mondiale, car la Chine est maintenant puissance atomique avec des moyens de fabrication plus courts et plus rapides que ceux des Occidentaux. D'autre part, après ses missiles mis au point par les Japonais, l'Indonésie annonce sa bombe atomique dans un temps très prochain. Soekarno, armé et équipé par Moscou, dont le pays (50 millions d'habitants) compte le plus fort parti communiste d'Asie, est l'exécutant chinois dans le sud-est asiatique ; ses travaux atomiques étant dus à des savants japonais, on peut considérer que la fusion PékinTokyo se réalisera au moment opportun. La

grande marée jaune... avec la technique nipponne, les cent millions de Pakistanais et autres alliés de couleur, c'est le milliard d'hommes que nul ouragan atomique ne pourra détruire. « Et s'il n'en reste que cent millions... » a dit Mao Tsè-tung ! Il en restera plus que ça !

La chine continentale, aux 7 ou 800 millions d'habitants, aux immenses ressources naturelles non prospectées, donc non exploitées, manque de matières premières pour accéder à son plan de révolution technique capable d'assurer un niveau de vie normale à sa multitude. Elle n'a pas le temps, et, sans doute pas les moyens, d'attendre le demi-siècle nécessaire pour tirer de son sol ses besoins propres. Des pays, qui regorgent de ces matières indispensables se situent dans sa zone d'influence ; pourquoi ne pas aller les prendre ?

D'autre part, la xénophobie, principalement en ce qui concerne l'homme blanc, s'est considérablement renforcée depuis la révolution de Mao Tsé-tung qui se superposa à celle anarchique de Sun Yat-Sen, Tchang Kaï-chek n'étant qu'un intérimaire versatile sans valeur. Les mécomptes de Washington aboutirent à un blocus économique chinois qui ne facilita pas la mise en ordre de la Chine marxiste et augmenta l'ire anti-capitaliste de Pékin.

Enfin, la Chine s'estime lésée territorialement par ses voisins : l'U.R.S.S., l'Inde et la Corée. Elle revendique la Mongolie extérieure, protectorat soviétique, et des territoires dits sibériens, ainsi que des régions du nord de l'Inde pour lesquels Chinois et Indiens s'affrontèrent déjà. Des cartes géographiques murales répandues dans les écoles chinoises, tracent les frontières chinoises bien au-delà des limites actuelles. A Pékin, on prétend que Staline ayant reconstitué manu militari, en 1939 et 1940, l'ancien empire des Tsars, la Chine a aussi le droit de revenir à ses frontières impériales. Si l'on se reporte à l'empire eurasiatique de Gengis Khan, ces frontières se prolongent jusque dans le sud de la Russie...

La révolution chinoise doit s'affirmer et se consolider dans la conquête. Cette conquête, fut d'abord préparée avec Moscou pensant tenir Pékin dans sa dépendance ; les relations sino-soviétiques se détériorèrent quand les Russes s'aperçurent que la même idéologie revêtait des aspects différents voire ennemis suivant la race s'en servant comme instrument gouvernemental. Nikita Khrouchtchev avait jugé le danger d'une marée jaune fanatisée dont les vies humaines ne sont que des poussières sans importance. Quand l'espoir est retiré aux hommes, reste l'aventure impérialiste pour sauver le régime.

Les Chinois évitèrent de se heurter directement aux blancs. Sans leur aide, Ho Chi-minh (sorti des geôles chinoises par les Américains pour le lancer contre la France) n'eut pu transformer sa révolte en guerre d'Indochine. Puis, ce fut la guerre de Corée (contre les Américains installés en Corée du Sud). Au Laos, le Pathet Lao, était téléguidé par Pékin qui se garda de toucher à Hong Kong britannique et à Macao portugais. Il a encore besoin du transit capitaliste.

La Chine colonisa durement le Thibet, et ses troupes pénétrèrent en Inde, mais se heurtèrent aux armements envoyés par les Anglais et les Américains aux Indes. Les Américains rempla-

çant
tenu
Chin
plus
milit
piéti
Il sa
issue
laire
capit
prest
S'il e
nes,
cains
Holla
Russ
Ces
tance
naïf
il ne
lui i
et en
pas
porte
bless
jour
évite
L'
amér
assez
turel
me e
Lo
son
men
poni
mon
mers
l'Océ
caine
est e
Ma
Wasi
Guin
des
que
Mais
sidér
peup
lopar
milli
d'occ
pas
« ba
la M

çant les Français en Indochine, le Vietcong d'Ho Chi-minh soutenu par la Chine entreprit la guerre du Vietnam. Adroits, les Chinois élargirent le piège vietnamien nécessitant toujours plus d'hommes, de dollars, de matériels guerriers ; le potentiel militaire américain s'amenuise, le génie militaire occidental piétine. Pékin repousse les négociations proposées par les U.S. Il sait que la tactique de "la guerre pourrie" imposée est sans issue pour des Blancs. Moins lui importe un succès spectaculaire que d'apporter au monde la preuve que le premier pays capitaliste de la terre n'est pas invincible. Au Vietnam, c'est le prestige de l'homme blanc, sa force, qui forment les enjeux. S'il est démontré aux jaunes, aux bis et aux noirs, que les jaunes, et eux seuls, savent et peuvent tenir en échec les Américains (après avoir éliminé les Français, les Britanniques et les Hollandais), alors la conquête de l'univers — y compris la Russie — sera offerte à la coalition des colored men.

Cet arrière-plan de l'action jaune est de la plus haute importance psychologique, même si elle n'est qu'un rêve. Il serait naïf de croire que le Japon se résigne à sa défaite de 1945, mais il ne peut plus se tromper de tableau. Ce que les traités de paix lui interdisent d'élaborer chez lui, il s'y consacre en Indonésie et en Chine. Autant que la défaite, les Japonais ne pardonnent pas aux Blancs la pourriture et la dissolution des mœurs apportées par l'occupation américaine : un pays coutumier est blessé dans sa morale traditionnelle. Tout doit se payer un jour... si possible avec une technique nouvelle foudroyante pour éviter les rispostes meurtrières.

L'Indonésie, que les Hollandais évacuèrent sous la pression américaine pour devenir un état indépendant, est une réussite assez sensationnelle de Pékin. Ce pays, fabuleusement riche naturellement (berceau de la Royal Dutch) a perdu son dynamisme économique au profit d'un dynamisme belliqueux.

Longtemps sous l'influence de Moscou qui l'équipa, instruisit son armée, lui fournit une flotte de ugerre, l'Indonésie, fortement « chinoisée » par l'émigration jaune, quelque peu « nipponisée » par l'occupation japonaise pendant la dernière guerre mondiale, fut considérée par Moscou comme la sentinelle des mers du Sud Asiatique. Sa position entre l'Océan Pacifique et l'Océan Indien lui permet de surveiller les incursions américaines dans cette partie du monde et de protéger les côtes sud-est asiatique.

Malgré quelques avis autorisés, l'O. N. U., sous la pression de Washington, accorda la partie septentrionale de la Nouvelle-Guinée (Irian Hollandais) à l'Indonésie, ayant déjà débarqué des commandos chargés d'y semer le désordre. Rien d'économique ou d'ethnique en commun entre l'Irian et l'Indonésie ! Mais la Nouvelle-Guinée appartient, en partie, à l'Australie considérée de tout temps, avec son immense territoire sous-peuplé, comme l'exutoire naturel de la démographie jaune galopante ; l'Australie peut accueillir, une fois aménagée, 260 millions d'habitants. En se rapprochant de l'Australie, peuplée d'occidentaux, l'Indonésie obéit à une tactique qui n'échappe pas aux Australiens ; elle réclame encore, pour parfaire la « barrière d'interception », le Sarawak (britannique), Bornéo et la Malaisie.

Le « gendarme du Moyen-Orient », Singapour, demeurait hors de la portée indonésienne. Pour prévenir les ambitions de Soekarno, les Britanniques créèrent une fédération de la Malaisie, englobant Singapour avec ses 50.000 soldats anglais et ses 200 navires de la Royal Navy. Cette Malaisie, protégée par la Grande-Bretagne, devint la bête noire de l'Indonésie. Par la Malaisie, les Indonésiens devaient aller à la rencontre des Asiatiques continentaux animés par quelque Vietnam ou Vietcong. L'O. N. U. admit la Malaisie au Conseil de sécurité, alors l'Indonésie, furieuse, quitta l'O. N. U. (dont la Chine-Pékin ne fait pas partie) et envoya des agitateurs dans la brousse malaise pour tenter d'y installer la guérilla.

Singapour, centre international, est entre les mains des Chinois (75 %) supplantant les autochtones malais (25 %). Sous les menaces et les pressions, la corruption règne. Singapour se retira de la Fédération de la Malaysia. On pavoisa à Pékin et à Djakarta en cette mi-1965. La base aéronavale britannique (et américaine) évacuera le pays. Quelques jours après l'indépendance, le gouvernement de Singapour déjoua un complot de « communistes chinois » qui voulaient s'emparer de la ville. Soyons sceptiques sur l'origine réelle du complot... L'Intelligence Service en a tenté un suivant qu'elle a perdu.

Soekarno, tout en ne rompant pas avec l'U.R.S.S. (en accord avec elle à un moment donné), prend ses consignes à Pékin ; il élimine les blancs par des mesures non brutales qui se succèdent. Après les nationalisations des biens hollandais, l'Indonésie nationalisa les plantations de caoutchouc des Anglais et des Américains ; puis, elle fit « occuper administrativement » les exploitations pétrolières des mêmes (plus de 20 millions de tonnes par an), qui seront prochainement nationalisées et, dit-on, prises techniquement en charge par des Japonais. Détail qui n'est pas à dédaigner. Cet été, le Président Soekarno exhiba, à Paris, sa dernière femme, une vraiment très jolie et jeune actrice de cinéma japonaise ! (que lui reproche, d'ailleurs, Mme Tito, estimant que cela fait play boy !)

Voilà, dans les grandes lignes, le rôle dévolu à l'Indonésie articulée par Pékin avec arrière-fond du Nippon, tout en gardant un pied à Moscou. Les fautes accumulées par les Etats-Unis sont si considérables, l'esprit de démission des Britanniques se révèle si total, qu'aucun redressement stratégique ne peut être prévu. L'Australie, attentive et inquiète, vient de commander, en hâte, à l'industrie française, une quantité importante d'avions de combat. Les Sud-Africains, pourtant sagaces et prudents, en déclarant les Japonais hors apartheid et en les intégrant, ont peut-être introduit des loups dans la bergerie quand on connaît le rôle des infiltrations chinoises jusqu'au cœur de l'Afrique noire, en passant par la Tanzanie, la Guinée et le Ghana.

Les Chinois se montrèrent plus machiavéliques que les Soviétiques. Alors qu'ils se substituaient déjà à leurs premiers alliés en élaborant parallèlement une stratégie et une tactique révolutionnaire à l'échelle mondiale, ils profitèrent des brèches taillées par Moscou pour détourner à leur avantage la puissance militaire des néo-indépendants fournie par Moscou. La rigueur doctrinaire chinoise convient aux dictateurs de couleur ; elle

leur
qui
mai
mét
colo
loni
mes
l'inf
ou
sovi
Le
Alge
capi
que
cieu
tiqu
avec
ques
neu
clar
et i
arm
Sall
son
Dan
Irak
Arej
Qu
L'
à l'e
le p
suln
son
disp
arab
Golf
et v
Le
fina
be,
mot
pays
avai
la C
algé
Si
voye
fin
pren
mis
la t
puts
fort
du
du

leur permet d'asseoir une autorité brutale au nom de principes qui demeureront des rêves et que la masse n'assimilera jamais : listes uniques, candidats officiels, oppositions en prison, méthodes policières torturantes ; ainsi le destin des anciennes colonies ne devient qu'une variante aggravée de l'ancienne colonisation. La Chine a misé sur les ambitions de quelques hommes et sur leur désir de revanche sur les blancs ; elle veilla à l'influence soviétique dans les pays arabes. Si la Chine échoue ou ne réalise pas ses promesses, l'Arabe se rabattra sur l'Union soviétique.

La Chine a établi son p. c. révolutionnaire international à Alger ; les envoyés chinois, dont Chou En-lai, fréquentèrent les capitales de l'Islam et invitèrent les Arabes à Pékin au point que Ben Bella portait la veste à la Mao. Le plan chinois, astucieux, « doubla » celui mis patiemment en place par les Soviétiques : former un bloc islamique offensif capable de jonction avec l'Extrême-Orient. On vit l'Algérie apaiser soudainement ses querelles avec le Maroc et la Tunisie devenus des sujets mineurs dans le grand projet chinois ; le Président Nasser déclara la solution de sa querelle avec Israël remise à plus tard et il liquida, peu honorablement pour lui, son intervention armée au Yémen où, pour soutenir le président communiste Sallal, il avait engagé 30.000 hommes de ses troupes régulières, son aviation et ses tanks dont il avait soudainement besoin. Dans le même temps, l'Égyptien débarquait des troupes en Irak avec le consentement de son coréligionnaire, le président Aref.

Que se passait-il ? Regardez une carte.

L'orchestre se met lentement en place. L'Irak borde l'Iran à l'ouest et si l'Iran est musulman, il n'est pas arabe. Quel est le pays qui borde à l'est l'Iran ? Le Pakistan occidental, musulman. Alors, vous commencez à comprendre pour quelle raison Pékin prend officiellement parti pour les Pakistanais. Le dispositif prend allure ; à travers le Pakistan, avec l'armée arabe et musulmane, les Chinois auront la voie ouverte vers le Golfe Persique et les pétroles du Moyen-Orient indispensables et vitaux pour les Occidentaux.

Le plan que nous avons discerné, dès 1957, arrive à sa phase finale d'exécution. L'Europe dépendant à 93 % du pétrole arabe, en trois mois elle peut être mise à genoux avec sa surmotorisation si plus une goutte de pétrole ne lui arrive des pays musulmans via Suez et les pipe-lines. Ce que l'U. R. S. S. avait imaginé mais hésitait à réaliser pour différentes raisons, la Chine le reprend à son compte. Les accords pétroliers franco-algériens de la V seront bloqués comme les autres.

Si la France et d'autres marchent sur les nuages, Moscou voyait clair dans la manœuvre chinoise. Le kremlin réaliste mit fin brusquement à la tension turco-soviétique en recevant le premier ministre d'Ankara ; les deux pays ne sont plus « ennemis héréditaires »... avec la bénédiction de Washington, puisque la tentative aux buts similaires de Mandères provoque un putsch militaire aidé par les Américains. En même temps, la forte tension irano-soviétique disparut à la suite d'un voyage du Shah à Moscou (suggéré, dit-on, par Paris) ; la campagne du Tudeh pré-communiste s'apaisa en Iran, et l'U. R. S. S. dé-

cida de doter l'Iran d'un combinat industriel, Ainsi, en quelques semaines, Moscou venait de neutraliser les deux pays du CENTO (ex-Pacte de Bagdad), alliant Turquie et Iran au Pakistan, Mais, pion de la Chine, le Pakistan préparé à la lutte déclencha les hostilités contre l'Inde.

Vieille histoire ! La Russie-Union Soviétique manque de débouchés sur les mers libres du Sud ; l'Iran ou l'Inde pourraient lui en fournir. Moscou considère que l'Inde fait partie de sa zone d'influence. En réalité, et la hantise remonte à l'entente anglo-russe sur le Thibet appelé « le rempart de l'Europe », l'Union Soviétique ne peut pas, pour sa sécurité, laisser les deux tiers de ses frontières les moins défendables sous une même influence sino-indoue groupant plus d'un million d'habitants. Moscou, un peu tard, voit quand même plus loin que l'ombre du Kremlin ; la thèse Krouchtchev triomphe. Sa « coexistence pacifique » pourra seule, désormais, s'opposer — au moins momentanément — aux ambitions de Pékin. Quelques diplomates ne démordent pas de l'idée que Pékin et Moscou agissent de concert pour mieux brouiller les cartes des Occidentaux. La réaction du Kremlin au conflit indo-pakistanaïse semble apporter une preuve contraire.

La partition pakistanaïse résultant de l'abandon de l'Inde en 1947, par Londres, aurait pu trouver sa stabilité en 1949, après la première guerre entre les deux anciennes colonies. L'O. N. U. recommanda, après les cessez-le-feu, un référendum au Cachemire revendiqué par le Pakistan en majorité musulman. Mais l'Inde ne voulut jamais se résoudre à cette autodétermination.

Le Pakistan, sous influence anglaise grâce à l'Aghakhan, entra dans le pacte de Bagdad, anti-communiste, puis dans le CENTO; quand le communiste Kassem prit le pouvoir, il déclara que l'Irak se retirait de l'Alliance. Le Pakistan bénéficia de l'aide Marshall, des apports militaires des Etats-Unis qui formèrent une forte et valeureuse armée pakistanaïse ou en principe anti-communiste ; du Pakistan partaient les avions-espions U-2, des Américains, au-dessus de l'U. R. S. S. Mais le Cachemire et ses haines confessionnelles demeuraient un prétexte permanent pour les incendiaires. Puisque l'O. N. U. demeurerait impuissante à résoudre le litige, les Chinois suggérèrent la violence. Et le Cachemire sépare le Thibet chinois du Pakistan qui s'appuie sur la frontière d'Iran. Reste l'Afghanistan, pays médiéval, sous influence soviétique, pris en sandwich entre le Pakistan et l'Iran, mais en brouille avec le premier pour des zones de pâturage non délimitées...

L'Inde, au paupérisme permanent, est « travaillée » en profondeur par les communismes chinois et soviétiques. Malgré ses 400 millions d'habitants (Pakistan : 100), elle est moins organisée que le Pakistan qui compte sur l'aide militaire chinoise à la faveur d'un incident de frontière sciemment provoqué.

L'action va se développer lentement, par étapes. Les armées arabes passeront-elles à travers l'Iran ? Complications à craindre ; peut-être perturbation supplémentaire ! Mais que valent au juste les troupes arabes, à part la légion jordanienne et les Druzes hostiles aux gouvernements centraux ? Leur valeur reste à démontrer sur le terrain. Par le truchement musulman, les

Chinois
L'aven
Anglo-
morfo
obligé
amert
teurs

Feu
phètes
à dat
que la
améri
mait
et Mo
l'était
ne co

Cet
quand
guerr
et la

C'e
inter
septé
Les
méta

La
par
qui,
le d

Chinois occuperont-ils le Golfe Persique et ses pétroles ? L'aventure est commencée ; elle ne peut laisser indifférents les Anglo-Saxons. Les Soviétiques et les Américains peuvent se morfondre dans la méditation de l'ingratitude des faibles obligés et de leur désinvolture. Où peut les conduire cette amertume des sacrifices qui se retournent contre les donateurs ?

Feu le Président Roosevelt consultait souvent la célèbre prophétesse américaine Jeane Dixon, stupéfiante par ses précisions à dates fixes réalisées en politique étrangère. Il insistait pour que la voyante lui confirme son « dada » : l'alliance éternelle américo-soviétique dominant le monde ; cette dyarchie résumait son idéal politique. Jeane Dixon lui assura que Washington et Moscou s'allieraient contre la Chine communiste (qui ne l'était pas à ce moment) ; malgré l'insistance du Président, elle ne confirma pas que l'alliance durerait...

Cette prédiction entra dans une certaine logique politique quand il faut parer au plus pressé. Après, après... voir l'après-guerre de 1945, avec les annihilations britannique et française et la tension américano-soviétique.

C'est la Chine qui a provoqué, avant les vacances, la hausse internationale de l'or, par ses achats massifs à Londres ; fin septembre dernier, elle reprenait ses achats du même métal. Les titres en Bourse baissent et l'épargne inquiète acquiert le métal précieux, refuge des périodes troubles.

La III^e guerre mondiale est entrée dans sa phase préparatoire par le truchement d'un tiers-monde panacé du régime gaullien qui, rompant un équilibre des forces, peut précipiter le conflit, le dernier celui-là !

Pierre NAVARRE.

Fabrice LAROCHE

Les Soldats révolutionnaires

Les chefs du soulèvement algérien de 1954 étaient pour la plupart des inconnus pour l'opinion. Ils venaient de toutes les organisations séparatistes nord-africaines, l'UDMA, le MTLD, l'OS, et avaient préféré quitter ces formations plutôt que d'y supporter l'attentisme des « mandarins ». Ils formèrent un « Comité révolutionnaire d'unité d'action », le CRUA, qui déclencha les premiers attentats terroristes de novembre 1954. Tous les futurs « chefs historiques », de la rébellion, Ferhat Abbas, Messali Hadj, Boumendjel, les premiers, condamnèrent violemment le CRUA. A quelques temps de là, ces opérations prenant de l'envergure, les premières interpellations se faisant au Parlement français, le CRUA décida d'étendre sa base de propagande et se transforma en FLN. Tous les « mandarins » qui l'avaient condamné le rejoignirent l'un après l'autre.

Une situation assez semblable fut le fait de la révolte de 1953 en Egypte, où les colonels insurgés ne firent appel à celui qui allait prendre la tête du mouvement, jusqu'à ce que Nasser l'écarte, Néguib, qu'une fois les opérations terminées. De même le colonel Turkeche, l'un des promoteurs du coup de force turc de 1960, pouvait-il déclarer au *Monde* : « C'est un groupe d'officiers qui a organisé le renversement du régime. Le général Gursel n'a été convié à prendre la tête de la Révolution qu'après la réussite de notre entreprise ».

Rappelant comment il avait effectué la prise de Séville au journaliste Raymond Racouly, le général espagnol Opeipo de Llano disait lui aussi, en avril 1937 : « Ce n'est pas chez la plupart des généraux, des colonels, mais plutôt parmi les officiers des grades inférieurs, commandants, capitaines, enflammés d'une ardeur patriotique, que notre cause a recruté ses plus fervents adhérents... Ils se tenaient aux aguets, épiaient les occa-

sions,
eux qu
mon

Il e
forêt
d'Eng
à se l
Ce so
Bern
tonné

Le
ses tr
rallia
coup
offici

Deu
de n

—
d'Eng

A C

—

tinell
croût

une l

La
dirig

d'em

—
mule
une

La
riant

vertu
mène

Les
route

triqu

Au
arriv

dent

—
Ai

mais
sa c

vont

quer

qui
dern

atten

Un
long

—

—

—

—

sions, prêts à se jeter courageusement dans la bataille. Ce sont eux qui ont le plus rigoureusement, le plus efficacement secondé mon action ».

Il est quatre heures du matin, ce 13 décembre 1961. Pleine forêt du Nord de la France, à quelques kilomètres du fort d'Englos. Un soleil malingre d'hiver, à demi-gelé, hésite encore à se lever. Pourtant une colonne s'avance sur les routes glacées. Ce sont les hommes de la section commandée par le lieutenant Bernard, de la 2^e compagnie du 43^e régiment d'infanterie cantonné à Lille.

Le lieutenant Bernard, un solide Alsacien qui vient de fêter ses trente-deux ans, appartenait en avril 1961 au 2^e REP, qui se rallia au putsch d'Alger. Muté à Lille pour sa participation au coup de force, il était chargé de l'instruction accélérée des jeunes officiers.

Deux heures plus tôt, il a réuni sa section pour un exercice de nuit.

— Nous allons effectuer une marche de nuit. Directions fort d'Englos où nous effectuerons une manœuvre surprise.

A 6 h. 45, les hommes arrivent au Fort.

— Faites former les faisceaux, ordonne le lieutenant. Une sentinelle reste en surveillance. Les autres peuvent aller casser la croûte et se reposer. Ils prendront la relève sur mon ordre dans une heure, une heure et quart.

La section s'éparpille. La plupart des hommes, fatigués, se dirigent vers un fourré, avec le repas froid qu'on leur a demandé d'emporter. Resté seul avec la sentinelle, Bernard lui dit :

— C'est le moment de faire l'exercice prévu. Nous allons simuler un vol d'armes. Tu te laisses faire, et je te ligote. Dans une demi-heure, tu donnes l'alarme.

La sentinelle, habituée aux exercices de nuit, acquiesce en riant. Bernard lui lie les mains et les pieds et lui jette une couverture sur le visage. Le jour s'est maintenant enfin levé. Il promène un clair reflet sur chaque branche. Le sol est tout mouillé. Les armes luisent dans la brume. Bernard se retourne vers la route par laquelle ils sont arrivés et fait quelques signaux électriques.

Aussitôt, comme si elles n'attendaient que cela, deux voitures arrivent silencieusement, s'immobilisent. Deux civils en descendent.

— Les armes, en vitesse !

Aidés par Bernard, les deux hommes empilent rapidement, mais sans hâte excessive, les armes dans les automobiles. Sous sa cagoule, la sentinelle s'amuse : tout à l'heure, les copains vont faire une fameuse tête. Rien n'est oublié. Les portières claquent. Le lieutenant Bernard monte dans la première voiture qui démarre déjà. Le bruit décroît. Peu à peu, le bois étouffe les derniers bruits. Le silence retombe. La sentinelle n'a plus qu'à attendre.

Une heure. Le temps que les « copains », trouvant le temps long, envoient un chef de groupe aux nouvelles.

— Qu'est-ce que tu fous là ?

— C'est l'exercice !

— Quel exercice ?

— Vol d'armes. Tu peux prévenir les copains maintenant.

Exercice ? Sans instructions ? La Section va tourner en rond jusqu'à midi, histoire de ne pas être de mauvaise foi en rentrant au quartier. Puis elle retourne à Lille en traînant les pieds. Là, il faut s'expliquer. On s'embrouille, on fait état d'ordres, de contre-ordres.

— Qu'est-ce que c'est que cette histoire ?

Encore vingt-quatre heures et la presse titre : « *Incroyable ! Avec la complicité d'un lieutenant activiste, un commando OAS dépouille une section en manœuvre de toutes ses armes* ». Et pas n'importe lesquelles : un fusil-mitrailleur ultra-moderne, qui combine la légèreté du F. M. et les possibilités de la mitrailleuse. A quoi s'ajoutent : un bazooka, dix mitraillettes MAT 49 et onze fusils MAS 36/51 à canon renforcé ! Et les munitions ? On parle déjà de camions entiers de cartouches et de grenades qui auraient disparu du côté de Valenciennes.

Dans les milieux activistes de Paris, c'est d'abord un immense éclat de rire. La première réaction : l'amour du beau coup. Dans le geste, il y a un gag. Les étudiants des facultés découpent la presse du matin avant de venir au cours. Pendant ce temps, l'enquête avance. Elle n'ira pas très loin. On s'avisera seulement que c'est vraisemblablement un sous-officier, l'adjudant Marc Robin, qui était dans une des voitures chargées de l'opération. Robin et Bernard se retrouveront d'ailleurs plus tard, l'un et l'autre, à la Mission II de l'OAS métropolitaine. Quelques jours auparavant, les journaux de Lille ont reçu copie de la lettre adressée par Robin à son colonel :

— En toute conscience, j'ai fait mon choix entre l'armée actuelle qui me demande de renier mon passé militaire, et l'OAS qui continue le bon combat.

Le leader socialiste de Lille, Augustin Laurent, interpellé sur l'affaire par ses conseillers municipaux, leur lance :

— Si les Paras attaquent un jour, je n'hésiterai pas à faire sonner le tocsin pour appeler la population à la défense de la République !

Mais ce qu'on attend d'Augustin Laurent, et à la rigueur du général Sauvagnac, commandant de la 2^e Région militaire, les activistes ne l'attendent pas des « leurs ». Aussi bien, la presse fera-t-elle longuement état des réactions des généraux Ely et Valluy. Pour le premier, « aucune excuse ne peut être trouvée à un tel affront que l'Armée ressentira au plus profond d'elle-même », et le second renchérit : « Un tel geste disqualifie fondamentalement son auteur ». Le plus étonnant est la réaction des officiers supérieurs emprisonnés à la Santé.

— C'est une honte ! Il faut formellement désavouer cette action, s'écrie l'un d'eux.

Quelques gradés présents hochent vigoureusement la tête. Quelques autres prisonniers s'insurgent.

— Comment ! Voilà le plus beau coup jamais réalisé ! Et le plus spectaculaire ! Et vous n'approuvez pas ?

— Non, nous n'approuvons pas. Il est contraire à tout ce qu'on nous a enseigné d'abandonner sa troupe après l'avoir désarmée...

— ... de tromper ses hommes. C'est un acte contre l'honneur militaire.

— C'est peut-être un acte contre l'honneur militaire, mais c'est un geste d'honneur révolutionnaire.

— Encore la révolution !

Ce texte est extrait du dernier livre de Fabrice Laroche et F. d'Orcival "Le courage est leur patrie" actuellement sous presse dans la Collection "Action". Les deux jeunes journalistes ont choisi de réunir en dix chapitres tous les caractères, portraits et exemples de l'histoire de l'activisme de 1957 à 1963 : les jeunes, les guerriers, les spécialistes, les clandestins, les révolutionnaires, les policiers, les étrangers, les fidèles et les amis. On fait non seulement la connaissance dans leur réalité de tous les "héros" de l'OAS, de ses meilleurs combattants, de ses "contes et légendes", mais on apprend, ce qui est l'essentiel, qui étaient ces jeunes militants nationalistes, pourquoi ils se sont engagés, quelle a été leur vie en prison, leur attitude en face de la police, leurs idées sur l'Europe, ce que représentent dans les faits l'instinct et la conscience révolutionnaires. "Le courage est leur patrie" est un hommage rendu à tous ces combattants de l'ombre, c'est aussi la démonstration vivante de ces hommes qui se sont formés dans la tourmente, l'adversité et le combat.

— Oui, encore. Comment ! Vous êtes emprisonnés pour activiste et vous ne voyez toujours pas dans quelle situation nous nous trouvons ; la nécessité impérieuse de mettre tous les moyens au service d'une cause qui doit réussir ! Pourquoi nous sommes-nous battus ? Pour l'honneur de l'armée gaulliste ou pour l'AOS ?

La scène se passait pendant un repas. Il s'acheva dans le silence. L'atmosphère ne se détendit que lorsque les détenus eurent obtenu un tract émanant directement de l'imprimerie d'Appel de la France à Alger et du Bureau politique de l'OAS :

— L'appel du pouvoir aux généraux Ely et Valluy, depuis plus d'un an à la retraite, ne manque pas de sel, s'il manque totalement de scrupule. Quant à nous, nous criions de tout notre cœur : Bravo, Lieutenant Bernard !

Bernard fut arrêté en avril 1962 près de Rouiba, sur la route d'Orléansville, après l'affaire des maquis de l'Ouarsenis. Ses camarades fêtèrent sa venue. Les autres, qui jugeaient l'activisme à travers une solidarité de hiérarchie militaire, le boudèrent quelque temps.

En prison, les discussions entre « mandarins » et militants ne manquèrent pas. La concentration des sentiments, la facilité

avec laquelle se forment les clans, y aidaiement. La plupart des militants étaient profondément agacés de trouver, à leur sens, chez certaines autorités qui partageaient leur détention, une réticence qu'ils assimilaient à l'absence de conscience politique.

Dans l'après-midi du 7 février 1962, tandis que se réunissait le Conseil des ministres pour faire le point de la lutte anti-OAS, plusieurs plasticages visèrent à Paris un certain nombre de personnalités hostiles à l'organisation. Parmi celles-ci, M. André Malraux. Par malchance, une petite fille, Delphine Renard, fut atteinte au visage par l'explosion. On a craint quelque temps qu'elle perdît la vue, ce qui ne fut heureusement pas le cas. Le lendemain matin, au micro d'*Europe n° 1*, l'éditorialiste Claude Terrien se livre à une attaque extrêmement violente des partisans de l'Algérie française.

— S'attaquer à des enfants innocents, ce n'est pas de la politique, c'est de la lâcheté. C'est inadmissible. Voici le vrai visage de l'OAS.

Quelques heures plus tard, les militants de la Santé ont la surprise de constater que ce réquisitoire a porté, même parmi les détenus.

— Il a raison. Moi aussi j'ai une fille. Si c'était elle, comment pourrais-je accepter l'OAS ?

— Il faudrait désavouer...

— Cet attentat est parfaitement lâche. Quand on frappe, il faut s'attaquer directement aux responsables.

— Vous ne voyez donc pas que c'est le jeu de vos adversaires que vous êtes en train de faire ? lance un homme d'une cinquantaine d'années, mutilé de la seconde guerre mondiale, qui s'élève pourtant et s'appuie sur la table autour de laquelle les hommes discutent.

— Oui, vous faites leur jeu, puisque vous cédez au plus dégoûtant des chantages, le chantage à la sensiblerie. Etes-vous tellement vulnérable que l'argumentation de nos ennemis vous touche à ce point ? Le plastic, nous en avons tout approuvé l'utilisation au début. Alors, il faut aller jusqu'au bout. Les critiques, il fallait les faire avant.

— Vous faites de l'extrémisme.

— Non, de la logique. En acceptant les conséquences de notre action, je suis logique avec moi-même. Est-ce que vous croyez que les régimistes ont désapprouvé les attentats FLN même les plus sanglants, et l'on sait s'il y en eut ! La blessure de la petite Delphine, je suis le premier à la déplorer. Mais croyez-vous qu'une insurrection peut englober tout le territoire en restant « propre » ? Moi, je m'étonne plutôt que des incidents de ce genre, il n'y en ait pas eu plus tôt. C'est regrettable sur le plan humain, c'est prévisible sur le plan de l'action.

— On pouvait prévoir les victimes, pas les victimes innocentes.

— Il est curieux que vous fassiez état d'un tel argument, alors qu'en tant que militaire, vous avez dû exercer une carrière qui n'est quand même pas rigoureusement incompatible avec des actes de guerre au cours desquels du sang innocent est versé, et en grande quantité ! La vérité, c'est que cette fois, vous n'avez

plus l'opinion pour vous, ni les lois, ni le gouvernement et que vous avez du mal à vous retrouver d'un seul coup au ban des « bien-pensants ». Vous ne vous salissez pas les mains. Mais pourquoi êtes-vous en prison ? Bon sang !

— Je crois qu'il a raison, approuve un jeune officier. Le but des plasticages n'a jamais varié : nous faire craindre (et pas nous gagner la sympathie de la population), ensuite montrer l'existence d'une force réelle et résolue, afin de placer le pouvoir dans des conditions inextricables.

— De quoi avons-nous l'air si nous condamnons aujourd'hui ce que nous avons ordonné hier ? Pensez-vous à l'effet causé sur ceux qui combattent et risquent leur peau tous les jours s'ils se voient condamnés non seulement par le régime, mais encore par les leurs. Quand bien même ils auraient fait une faute, ce n'est pas à nous de les blâmer. Nous sommes là pour les guider, pas pour tirer notre épingle du jeu ! Ou bien alors, il ne fallait pas s'engager. Nous l'avons fait. Nous allons jusqu'au bout.

— Mais croyez-vous que nous allons gagner comme cela ?

— Je ne crois rien. J'analyse, je déduis. Et surtout j'essaie de ne pas subordonner mon analyse à l'évolution constante de la situation qui est le fait d'une période révolutionnaire. Parce que cela équivaldrait à la remise en question permanente des directives, à passer de l'optimisme le plus complet au pessimisme le plus noir. Vous qui parlez sans cesse de défendre l'Occident, vous devriez vous souvenir que la logique et le raisonnement sont dans les premières caractéristiques de cet Occident !

Les chefs avaient-ils pleinement conscience de l'effet causé sur les jeunes responsables et sur les militants clandestins par des volte-face inattendus ? Bien souvent, c'est sur leurs partisans que retombaient les conséquences de toutes les reculades. Le général Challe, parlant de pacifier l'Algérie pour la donner au gouvernement sur un plan d'argent, faisait sourire plus d'un activiste. Il s'en trouvait aussi pour s'étonner que le maquis Bonaparte ait préféré se rendre plutôt que d'avoir à tirer sur une armée qui n'eut pas ces scrupules rue d'Isly, et que les dirigeants du réseau OAS de Bretagne, démantelé en mars 1962, aient cru bon de désavouer eux aussi l'emploi du plastic. Le colonel Gardes, en décembre 1961, interdit l'exécution du professeur marxiste Mahmoud Kaddache, sous prétexte qu'après la victoire de l'OAS les élites musulmans s'y rallieraient. Le même Kaddache, animateur des troubles de la Kasbah en décembre 1960, a été nommé directeur de la Jeunesse au gouvernement Ben Bella...

Au moins le moral des combattants, si frappé qu'il ait pu être de ces évolutions, jugées certainement justifiées, mais assez inattendues pour les amener à s'interroger, retomba-t-il rarement. La lettre d'information de l'OAS/APP, éditée par la Mission II en métropole, n'hésita pas à écrire, après que Jouhaud ait demandé l'arrêt des combats, que Salan ait approuvé les tractations de Susini :

— Par des pressions abominables, le pouvoir a obtenu du général Jouhaud une prise de position qui est une trahison envers

les morts d'hier et les vivants d'aujourd'hui, qui n'est du commandant en chef de l'Oranie. Que l'on sache bien, encore une fois, que l'enjeu est trop grand, trop grave, trop lourd, pour qu'il soit jamais question de cesser le combat.

Les équipes de l'OAS métropolitaine, réunies autour de *Vive la France*, allèrent même jusqu'à plastiquer M^e Perrussel, l'avocat de Jouhaud, estimant que l'avocat était le principal responsable des termes de la lettre de son client, attentat que la presse ne s'expliqua pas.

*
* *

Le lieutenant Bernard, contraint d'abandonner ses camarades d'unité qui se refusaient à « sauter le pas », avec lui, les clandestins décidaient de poursuivre le combat révolutionnaire malgré leurs chefs, sinon avec eux. Bastien-Thiry et ses compagnons, allant à l'encontre de leurs familles, n'hésitèrent pas à trancher dans leur chair même, à rompre avec les leurs pour aller jusqu'au bout.

Le 18 juillet 1936, jour du déclenchement de l'insurrection espagnole, les colonels Asensio, Beigbeder, et Sanz de Buruaga se soulèvent à Tétouan, en Maroc espagnol, Ils se heurtent à plusieurs officiers demeurés fidèles au gouvernement du Front populaire, dont le commandant Lapuente, le propre cousin germain de Franco. Celui-ci, cantonné à l'aérodrome de San Ramiel, fit savoir qu'il se rangeait du côté républicain. Au même moment, Franco se rendait maître des îles Canaries.

Le lendemain, Franco arrivait sur les côtes marocaines. Dans la nuit, l'aérodrome de San Ramiel était tombé, et son cousin Lapuente avait été fait prisonnier. Il fut accueilli par Sanz de Buruaga et l'Etat-Major insurrectionnel. On l'interrogea sur le sort qu'il entendait réserver à Lapuente, et plusieurs des personnes présentes firent valoir que les Nationalistes comprendraient parfaitement, en raison de la parenté étroite qui unissait les deux hommes, que le commandant de San Ramiel fût gracié.

Franco répondit que l'insurrection ne souffrait pas que les cas personnels fussent pris en considération. Il ordonna que la loi fût appliquée. Lapuente fut fusillé.

En janvier 1917, Lénine assistait à un meeting des Jeunesses socialistes suisses. À cette occasion, il prenait la parole pour dire :

— Nous autres, de la vieille génération, peut-être ne vivrons-nous pas pour voir les batailles décisives de la révolution qui vient. Mais je crois pouvoir exprimer avec une extrême confiance l'espoir que la jeunesse, actuellement au travail dans le merveilleux mouvement socialiste suisse et dans le monde entier, aura la bonne fortune, non seulement de livrer bataille, mais de sortir victorieuse dans les prochaines révolutions du prolétariat.

Un
mois
quel
voir
pour
pour
minu
—
l'ave
Le
roles
s'en
muni
tres,
et p
prisc

Un mois après, se produisait la Révolution de février 1917. Dix mois plus tard, c'était la Révolution d'octobre. Lénine avait prévu quelle serait la forme de la révolution, il ne cherchait pas à savoir quelle en serait la date, ni à promettre son déroulement pour le lendemain. La révolution fut le fruit de circonstances pour lesquelles les bolchéviques avaient travaillé, et non d'un minutage précis.

— Ne nous affolons pas si nous ne voyons pas devant nous l'avenir sous forme de calendrier...

Le cours politique avait commencé à la Santé. Mais ces paroles-ci étaient prononcées à la prison de Toul, les hommes qui s'en chargeaient étaient séparés et n'avaient guère moyen de communiquer les uns avec les autres. Pourtant, loin les uns des autres, ils faisaient la même critique positive. Ils étaient séparés et pourtant ils raisonnaient de la même manière. Et d'une prison à l'autre, ils se répondaient.

FABRICE LAROCHE.

René DAYRAS

La première Internationale

(suite)

Le Lubez qui se chargea d'aller trouver Marx pour le faire assister à la fondation de l'Association en fut rapidement exclu. Ainsi que la branche française de Londres deux ans plus tard dans sa totalité. Ils avaient sans doute oublié les affronts faits par Marx aux réfugiés français de Londres quand il avait dissout la ligue communiste, les considérant comme des ânes et voulant rompre avec la « canaille des émigrés ». Se considérant peut-être comme étant plus forts que leurs concurrents blanquistes ils ont pensé avoir droit à sa considération.

En fait il a rejeté sur eux toute la haine qu'il avait pour Proudhon en plus du mépris profond qu'il entretenait pour les ouvriers français. Il ne s'en cachait d'ailleurs pas, et après une conférence, où le premier congrès de l'Internationale fut décidé, il ne se gêna pas pour les exprimer à Tolain et à Fribourg. Pendant que Varlin et Limousin dansaient avec ses filles, il racontait comment il avait voué une haine profonde à Proudhon (mort depuis quelques mois) pour ses opinions anti-communistes.

N'étant pas sûr que le premier Congrès réussirait, Marx se garde bien d'y assister, ne voulant pas se ridiculiser devant l'Europe.

Sa correspondance avec Engels et avec le Dr Kugelmann ne laisse aucun doute à ce sujet.

Il avait donné comme prétexte, pour expliquer son absence au Congrès de Genève, que n'étant pas ouvrier, sa présence y serait déplacée ».

Tombant dans le « panneau », Tolain dit aux ouvriers anglais : « Comme ouvrier, je remercie le citoyen Marx de n'avoir pas accepté la délégation qu'on lui offrait. En faisant cela, le citoyen Marx a montré que les Congrès ouvriers ne doivent être composés que d'ouvriers manuels. Si nous admettons ici des hommes appartenant à d'autres classes, on ne manquera pas de dire que le Congrès ne représente pas les aspirations des classes ouvrières, qu'il n'est pas fait par des travailleurs ; et je crois qu'il est utile de montrer au monde que nous sommes assez avancés pour pouvoir agir par nous-mêmes ».

On sait ce qu'il faut penser de cette attitude pleine de tact et d'humilité.

A Engels, avant le Congrès il écrit (6 avril), en parlant des Anglais : « Un fiasco de Congrès leur serait tout à fait égal. Mais nous ! Allons-nous nous ridiculiser devant l'Europe ? Que faire ? »

Et dans une lettre du 23 avril « je me suis décidé à faire, d'ici, ce que je pourrai pour le succès du Congrès de Genève, mais à ne pas y aller, je me soustrais de cette façon à toute responsabilité personnelle ».

J. Guillaume publie également la lettre au docteur Kugelmann « un jeune médecin juif habitant Hanovre » (9 octobre).

« J'avais de grandes inquiétudes au sujet du premier Congrès à Genève. Mais en somme, il a réussi au delà de mon attente. L'impression en France, en Angleterre, en Amérique était inespérée.

Je n'ai pas pu y aller, et je ne l'ai pas voulu non plus, mais c'est moi qui ai écrit le programme des délégués de Londres. Je l'ai limité exprès aux points qui permettent une entente immédiate et une action commune des ouvriers, et qui donnent immédiatement un aliment et une impulsion aux besoins de la lutte de classe et à l'organisation des ouvriers comme classe.

Messieurs les Parisiens avaient la tête remplie de la plus creuse phraséologie proudhonienne. Ils parlent de science, et ne savent rien... Sous prétexte de liberté et d'anti-gouvernementalisme, ou d'individualisme anti-autoritaire, ces Messieurs — qui ont accepté pendant seize ans et acceptent encore si tranquillement le plus abominable despotisme — prêchent en réalité le régime bourgeois vulgaire, seulement idéalisé à la mode proudhonienne.

Proudhon a fait un mal énorme. Son apparente critique et son apparente opposition contre les utopistes... ont d'abord gagné et séduit la « jeunesse brillante », ensuite les ouvriers, en particuliers ceux de Paris, lesquels, comme ouvriers de luxe, se trouvent, sans s'en douter, appartenir très fort à la vieille ordure.

Ignorants, vaniteux, prétentieux, bavards, gonflés d'emphase, ils ont été sur le point de tout gâter, étant accourus au Congrès en un nombre nullement proportionné à celui de leurs membres. Sous main dans le compte rendu, je leur donnerai sur les doigts ».

J. Guillaume fait une remarque à ce propos : Tout Marx est

déjà dans cette lettre. Marx semble trouver que, pour représenter le prolétariat parisien, c'était trop de onze délégués ; mais il ne se plaint pas que quinze petites sections et dix sociétés adhérentes, en Suisse, aient envoyé trente-trois délégués (qui votèrent pour la plupart dans le sens du Conseil général).



Fribourg dans son livre « L'Association internationale des Travailleurs » paru en 1871, exprime le point de vue des fondateurs de la branche française. Frustrés de leur influence par des éléments plus révolutionnaires ils cherchent à s'en désolidariser. Beaucoup parmi eux ne prirent pas parti pour la Commune, et on vit Tolain créateur de l'Association, siéger à l'Assemblée de Versailles.

Sous prétexte de non-violence, de modération, d'apolitisme, on en arrive à donner des gages à ses ennemis et finir dans la peau d'un honorable parlementaire.

Sous cette réserve le livre de Fribourg est bon à connaître. Bien qu'il cherche un peu trop à se dédouaner en enfonçant un peu plus ses anciens amis au moment de la répression versaillaise, son argumentation est pour le reste, solide. Elle montre que l'Internationale n'était pas un bloc, et ses quelques souvenirs sur Marx sont intéressants. Il ne lui donne d'ailleurs pas une importance exagérée et remarque qu'il n'avait jusqu'à jamais figuré dans un Congrès international mise à part la conférence où fut décidée la date du premier Congrès. C'est ce jour-là que Marx exprima à Tolain et à Fribourg sa haine pour Proudhon.

il remit à Tolain les autorisations nécessaires, mais en lui renouvelant l'assurance que s'il en était le maître, rien de semblable ne se ferait en France ».

Le gouvernement ne tarda pas à témoigner son hostilité à l'Association. La délégation anglaise qui revenait du Congrès de Genève se vit dépouillée des papiers qu'elle rapportait, et « il fallut l'intervention toute puissante de l'ambassadeur d'Angleterre lord Cowley pour faire restituer plusieurs mois après ces pièces à leurs propriétaires ».

Quant au « mémoire français des délégués au Congrès de Genève », il ne put entrer en France. Bourdon, délégué parisien de l'Internationale fut reçu par le ministre d'Etat Rouher, faisant l'intérim de l'Intérieur, qui lui expliqua les raisons ayant pu motiver l'interdiction.

« ...Pourtant, ajoutait-il, si vous y faisiez rentrer quelques remerciements à l'adresse de l'Empereur, qui a tant fait pour les classes ouvrières, l'on pourrait voir. Bourdon se contenta de répondre que l'association internationale ne faisait pas de politique, que flatter ou dénigrer tel personnage ou parti politique n'entraît point dans ses attributions, qu'elle étudiait le fond des questions, publiait le résultat de ses recherches, et laissait chaque groupe les appliquer suivant la nature de ses besoins et de ses moyens d'action ».

Contrairement à ce qu'on en pense encore aujourd'hui une modération exagérée caractérisait à cette époque les membres de l'association. Fribourg écrit à propos des grèves :

« L
la m
sai
disai
perma
rés q
si vo
la ce
produ
que
La
chée
plus
Roya
Ton
tions
risme
conci
soute
En
querr
bre
à ca
tait
tuati
effet
un e
les e
ouvr
cont
« Ce
appr
laiss
mer
que
deve
« ce
de e
Ca
d'êt
laun
Ca
tion
plu
pas
anti
moi
U
Lon
geri
sa
adr
de
Mar
et

« Les questions de grèves soulevées si malheureusement à la même époque par le parti blanquiste, n'avait pas d'adversaires plus déclarés que les internationaux. « Etudiez d'abord, disaient-ils, voyez si les conditions économiques du pays permettent une revision des tarifs ; puis, après avoir été assurés que vous avez pour vous *la vérité et la justice*, examinez si vous êtes en état d'entreprendre la lutte et si vous avez la certitude de faire triompher votre idée, sans cela vous ne produirez qu'aggravation de misère particulière et publique ».

La modération de l'Internationale lui a été vivement reprochée et particulièrement de vouloir concilier les systèmes les plus opposés. Egalement, d'avoir ses petites entrées au Palais-Royal.

Tout cela n'empêcha pas d'ailleurs la création d'organisations rivales comme l'association « Extinction du paupérisme » qui devait résoudre différents problèmes sociaux et concurrencer l'Internationale, en attendant qu'elle ne soit dissoute.

En ce qui concerne les Manifestes que s'envoyèrent réciproquement les sections françaises et allemandes le 4 septembre 1870, cela déclencha la fureur de Marx. Non seulement à cause du ton de la proclamation française qui se permettait des accents patriotiques dignes de leur « vieille infatuation », mais surtout à cause de la réponse allemande. En effet le comité de Brunswick avait cru habile de reproduire un extrait d'une lettre de Marx pensant peut-être que cela les couvrirait auprès du roi de Prusse. Il y était écrit que ouvriers de toutes les « nations du monde civilisé » se rencontrèrent sur le terrain de la production et de l'observation. « Cette affaire des délégations ouvrières avait éveillé les appréhensions du préfet de police. M. Boitelle se refusait à laisser les ouvriers nommer des délégués professionnels. « J'aimerais mieux, disait-il, voir abolir la loi contre les associations que de voir s'effectuer ce voyage ». Enfin, contraint de plier devant la volonté formellement exprimée du chef de l'Etat, « cette guerre a transféré de France en Allemagne le centre de gravité du mouvement ouvrier continental ».

Cela n'empêche pas les signataires du manifeste allemand d'être conduits enchaînés à la forteresse de Boyen (J. Guillaume).

Ce texte fut fort mal traduit en France, sans doute intentionnellement, et passa inaperçu. Il n'aurait certainement pas plu aux membres français de l'Internationale qui n'étaient pas encore contaminés par la propagande systématiquement anti-française, et les blanquistes l'auraient encore moins bien admis.

Un des membres les plus influents du Conseil général de Londres, Benjamin Lucraft accusait Marx d'activités pan-germanistes sous le couvert de l'Internationale. Fribourg cite sa lettre au « Times » où il déclarait « que la fameuse adresse dans laquelle l'Internationale de Londres a l'audace de féliciter la Commune de Paris est l'œuvre de M. Karl Marx, sujet prussien, autrefois secrétaire de M. de Bismarck et aujourd'hui secrétaire de l'Internationale de Londres pour

la correspondance allemande. Il est bon de faire remarquer que M. Karl Marx avait condamné l'insurrection du 18 mars par une lettre qu'il avait publiée sous son nom ».

Nous savons que la section anglaise se retira après cela de l'Internationale fort influencée par les nouvelles colportées sur la Commune de Paris.

L'histoire de l'A.I.T. ne fut à partir de ce moment qu'une suite de scissions et de ruptures. Après avoir obtenu l'exclusion de Bakounine et de J. Guillaume, Marx tua l'association de façon à ce que le dernier acte fût un succès pour lui, attendant une nouvelle Internationale entièrement à sa dévotion.

« Je crois que la prochaine Internationale, écrivait Engels à Sorge, sera, après que les écrits de Marx auront agi quelques années, directement communiste et implantera nos principes ».



Ces extraits, un peu décousus de J. Guillaume et de Fribourg peuvent donner quelques idées sur ce qu'a été le début de la première internationale et sur le rôle de Marx.

Ce rôle a peut-être été sous-estimé par Fribourg. Par contre J. Guillaume avec le recul nécessaire, les documents et la correspondance avec Engels, le situe beaucoup mieux.

Quant à l'Association, on peut dire que son nom inspire la défiance, bien qu'à l'époque il n'était pas encore synonyme de trahison et de reniement. On admet que les savants, les philatélistes aient leurs congrès internationaux. On comprend les échanges culturels entre pays, mais il suffit qu'il s'agisse de travailleurs pour que beaucoup de gens se mettent sur la défensive. Leur initiative a été admise sous forme de compagnonnage où les questions de technique devaient être traitées, mais d'où devaient être bannies toutes questions d'ordre social.

Les promoteurs de l'Association, pourtant prudents et pondérés ont été brimés presque dès le début.

Les membres de la section française qui croyaient naïvement à la mission de leur pays dans le domaine social ont disparu grâce aux bons soins de notre bourgeoisie, bon fourrier du marxisme.

Il ne s'agit pas de reprendre à notre compte les initiatives bonnes et mauvaises.

Rendons hommage à leurs efforts dans le domaine social, mais blâmons leur manque de circonspection en ce qui concerne, les éléments étrangers qu'ils ont accueillis sous prétexte de fraternité humaine, et de bons sentiments. Si beaucoup, parmi eux, les Polonais par exemple, se montrèrent dignes de confiance, d'autres, faux internationaux, bien que spécialistes pour passer les frontières, introduisirent le marxisme. Ces nomades, étroitement unis, racistes et nationalistes pour leur peuple surent se faufiler et c'est ainsi qu'on a vu un Léo Franckel arriver à parler en leur nom.

Mais à côté de ces carences, comment ne pas admirer un Eugène Varlin, et comment ne pas approuver ceux qui apportèrent l'espoir au monde du travail ?

James Guillaume considère que le socialisme français était le grand obstacle au marxisme. Peut-être y aurait-il une leçon pour nous ? Après une éclipse d'un siècle, pourquoi ne reprendrions-nous pas le rôle qui lui était dévolu ?

Dans sa préface il résume ses intentions.

« Puisqu'aussi bien aujourd'hui, gouvernants et gouvernés, philosophes et écrivains, causeurs et curieux, dissertent à perte de vue sur le personnel, le but et les actes de l'Internationale, il m'a semblé qu'il pourrait être utile qu'un des membres fondateurs de cette formidable machine révolutionnaire prit la parole et fit connaître exactement ;

Ce qu'était cette association à son début ;

Sous la pression de quels événements intérieurs et extérieurs elle perdit peu à peu son caractère de groupe d'étude pour prendre celui de soldat dans la politique active ;

Pourquoi les fondateurs unis si cordialement au début de l'œuvre sont en ce moment si divisés sur la ligne de conduite à tenir ;

Comment enfin, cette association née d'un désir de pacification universelle, par les seules armes de la vérité et du travail, est aujourd'hui un instrument de guerre aux mains de quelques maniaques sanguinolents.

Et puisque M. le ministre des affaires étrangères, dans sa circulaire aux agents diplomatiques, paraît confondre, dans une même réprobation, tous les membres de l'Internationale, et que, *par ignorance sans doute*, il rend les fondateurs de l'association solidaires des crimes commis dans Paris par une poignée de misérables, rebut de tous les partis et de toutes les classes sociales.

Je tiens à ce qu'on sache bien que jamais un esprit honnête n'a pu concevoir la pensée de donner naissance à une société « de guerre et de haine » et à bien faire constater que l'histoire de l'Internationale se divise en deux parties : à la première période, que j'appellerai parisienne, correspondent la fondation et les deux premiers Congrès, Genève 1866, et Lausanne 1867. Pendant ce temps l'association est *mutuelliste*, c'est-à-dire ne demandant à la collectivité que la garantie d'exécution des contrats librement discutés, librement consentis. Cette première période, nous en acceptons la responsabilité tout entière.

Mais à la suite des procès intentés par l'Empire, la direction morale échappe forcément aux mains des travailleurs français, passe à la Belgique, et dans cette seconde période, dite russo-allemande, l'Internationale devient communiste, c'est-à-dire autoritaire.

Dès lors il était facile de prévoir la marche des événements ; l'invasion de tous les fruits secs du monde au sein de l'Internationale, la possibilité de groupement de toutes les ambitions inavouables et, finalement, l'avènement éphémère du babouvisme.

C'est contre toute idée de complicité avec cette secte, que nous avons toujours combattue, que mes amis et moi professons, en notre qualité de membres fondateurs de l'Internationale. Tout en restant profondément dévoués à l'émancipation du prolétariat, nous avons le droit de nous écrier, en rappé-

lant un mot de Proudhon : Nous sommes purs de toutes ces lupercales populacières !...

...Trop heureux serai-je, si, en terminant ce récit, je pouvais être certain d'avoir convaincu quelques-uns des lecteurs, que l'Internationale était la plus grande tentative faite depuis l'origine des sociétés modernes pour aider le prolétariat à conquérir *pacifiquement, légalement et moralement* la place qui lui appartient au soleil de la civilisation ».

René DAYRAS.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs d'avoir signé la première partie de cet article dans notre n° 51 du nom de Georges Dayras, que nos lecteurs connaissent bien comme historien de la Commune et du Socialisme français au 19^e siècle.

LA
D
édi
pro
Bre
par
cet
l'or
que
par
(Ré
E
cor
cor
Rh
rap
No
Un
sib
sal
pa
via
Ma
Co
Rh
«
ag
la
«
un

tes ces
e pou-
cteurs,
depuis
ariat à
place

LA CHRONIQUE de Pierre HOFSTETTER

gné la
om de
le his-
siècle.

L'Affaire Rhodésienne

Dans son fort remarquable ouvrage « L'Afrique Africaine », édité par *Les Sept Couleurs* en 1963, Robert Anders écrivait, à propos de la Rhodésie :

« ... Le droit à l'indépendance a été reconnu par la Grande-Bretagne à la Rhodésie du Nord et au Nyassaland, mais refusé par contre au gouvernement de Salisbury, sous prétexte que cet Etat est entièrement aux mains des Blancs. En réalité, seuls l'or, l'étain, le chrome et le charbon intéressent les Britanniques qui ne tiennent pas du tout à voir un Etat en pleine expansion échapper à leur influence pour rejoindre la R. S. A. (République d'Afrique du Sud), dissidente du Commonwealth ».

Et, dans ses « Notes relatives à quelques Etats africains », complétant utilement son livre, Robert Anders observait encore :

« Sous l'énergique impulsion de Sir Roy Welensky, l'ensemble Rhodésies-Nyassaland aurait pu non seulement prospérer très rapidement, mais devenir un état-pilote dans lequel Blancs et Noirs auraient cohabité dans la paix et l'amitié réciproque. Une telle réussite, réalisable en raison des extraordinaires possibilités économiques de cette ancienne Fédération, aurait été salutaire pour tous. Elle aurait montré aux Sud-Africains en particulier, qu'un Etat multi-racial, de création récente, était viable. Malheureusement, les maladresses du gouvernement Macmillan ont compromis irrémédiablement la situation. Comme il y a de très fortes chances pour que les Blancs de Rhodésie du Sud ne se laissent pas évincer de leurs pays par « une majorité de voix », on peut prévoir des lendemains agités dans cette région du globe ».

Voilà, me semble-t-il, clairement posée, en quelques lignes, la question rhodésienne. Encore ajouterai-je que l'expression « les maladresses du gouvernement Macmillan » est vraiment un euphémisme très poli, car beaucoup n'ont pas hésité à

prononcer le mot de *trahison*, et qu'en ce qui concerne l'espoir aujourd'hui mort d'un Etat multi-racial, il faut se souvenir, avec Abraham Lincoln, des différences fondamentales entre Blancs et Noirs « qui les empêcheront toujours de vivre sur pied d'égalité ».

L'actualité allant vite de nos jours, il est difficile de prévoir où en sera l'évolution de l'affaire rhodésienne lorsque paraîtra cette chronique. Les Rhodésiens finiront-ils par tomber en quelque piège habilement tendu par Wilson qui, soit dit en passant, écrivait dans le dernier manifeste électoral de son parti : « Pour nous, l'objectif final est le gouvernement mondial » ? Leur fera-t-on vraiment croire que leur désir de garder allégeance à la Reine doit signifier pour eux une démission pure et simple, l'octroi à quelque trois millions de primitifs nègres du droit de vote, et en définitive, comme en Algérie, l'horrible choix de « la valise ou le cercueil » ? Ou, au contraire, ces Rhodésiens se battront-ils pour ce pays qu'ils ont créé littéralement, développé, enrichi en moins d'un siècle ?

Harold Macmillan, ancien premier ministre « conservateur » (bien qu'il fut, réellement, dans la pratique des choses, un libéral-progressiste très servilement soumis à l'internationale cosmopolite judéo-marxiste, est le grand responsable de la « décolonisation » dans les territoires britanniques d'Afrique. Cette « décolonisation » commença en 1957, lorsque la Côte d'Or fut livrée, sous le nom de Ghana, au démagogue-sorcier et agitateur communiste Kwame Nkrumah, depuis lauréat du prix Lénine. A partir de là, le mouvement se précipita, et l'on vit un Jomo Kenyatta, le hideux chef des tueurs Mau-Mau, fils d'un cannibale et polygame, devenir un « homme d'Etat », et d'autres roitelets nègres lui emboîter le pas (alors que leurs capacités mentales, sans doute, ne dépassent guère celles d'un cireur de souliers de Harlem), on vit Zanzibar ravagé par des massacres inouïs, et la Tanzanie du pitre dangereux Julius Nyerere, née de la fusion du Tanganyika jadis volé aux Allemands et de Zanzibar couvert de sang, se transformer en plateforme de subversion chinoise en Afrique.

Beau travail, en vérité. Singulier bilan, qui devrait faire frémir ceux qui ont tant à cœur « d'améliorer le sort du pauvre nègre ». « Or, demande dans le « Daily Telegraph » A. T. Bewes, qui a vécu trente-cinq ans en Afrique, y a-t-il quelqu'un qui puisse désigner un seul Etat africain où le sort des masses noires a été amélioré par l'octroi prématuré de l'indépendance ? N'est-ce pas précisément le contraire qui a été le cas ? Lorsque, comme en Rhodésie, un gouvernement de minorité est manifestement dans les intérêts immédiats et à long terme du pays, pourquoi le remplacer ? N'avons-nous pas encore compris les leçons de la politique britannique en Afrique de ces dernières années ? » Apparemment non, on n'a toujours pas compris à Whitehall — à moins qu'on ne puisse comprendre (après trente ans d'une intense, massive et insane propagande démocratique) ou, plus simplement encore, que l'axe Wall street-Moscou empêche ces messieurs d'agir autrement.

La Rhodésie blanche est, en fait, victime du même complot (et pour les mêmes raisons) que l'Afrique du Sud et le Portugal dans ses provinces d'outre-mer. Le même gang qui mène la

lutte (à l'O. N. U. avec la bénédiction papale, qu'a lumineusement expliquée Dominique Venner dans son brillant éditorial du numéro d'octobre d' « Europe Action », ailleurs, avec l'appui de Wall street, de Moscou ou des deux à la fois) contre l'Occident en Afrique australe, fait bloc contre Salisbury. Il y a, comme l'a pertinemment exposé Robert Anders, des raisons économiques ; il y a des raisons politiques : une Rhodésie blanche indépendante viendra renforcer l'Afrique du Sud ; et des raisons stratégiques : la Rhodésie, livrée aux agitateurs nègres du coin, ouvrirait toute grande la porte aux ennemis de l'Afrique du Sud.

M. Wilson s'est fait, consciemment ou non, le complice de ce gang qu'il sert de son mieux. Il est tout de même curieux, ainsi que l'a relevé Harold Soref dans le « Daily Telegraph », que, au moment où l'Angleterre éprouve de sérieuses difficultés financières, elle trouve de quoi accorder un prêt, *sans intérêts*, de sept millions et demi de livres à la Tanzanie communiste, quartier général des terroristes entraînés contre la Rhodésie, l'Angola et le Mozambique. Julius Nyerere a même, très récemment, averti Londres : « Si le Portugal n'accorde pas très bientôt l'indépendance au Mozambique, nous la lui arracherons en faisant la guerre. Et si l'Ouest refuse de nous fournir des armes pour cette guerre, nous les demanderons aux communistes ».

Il va sans dire que ce lamentable trublion est membre du Commonwealth et, bien sûr, de l'O.N.U. Mais tel est, en vérité, l'aboutissement de ce « vent du changement » annoncé par Macmillan dans son provocant et infect discours de février 1960. Ce « vent du changement », qu'ont courageusement refusé jusqu'ici l'Afrique du Sud, le Portugal et la Rhodésie, a plongé l'Afrique dans un effroyable chaos, du Congo à l'Algérie ; il s'est partout traduit par un net recul de la civilisation et un retour dramatique à la plus sauvage des barbaries. Franchement, est-ce cela que l'on souhaite à la Rhodésie ?

Le marquis de Salisbury, l'une des rares personnalités du parti conservateur à avoir gardé un certain bon sens (mais, hélas ! sans plus avoir l'autorité nécessaire pour faire prévaloir ses vues au sein d'un parti dominé par la finance interlope et le progressisme cosmopolite), a très justement remarqué : « En somme, tout se passe comme si, au cas où les 200.000 Blancs de Rhodésie refusent — dans un délai précis, et en vérité un très court délai — d'abandonner leur sort et celui de leurs épouses et de leurs enfants à la tendre merci d'hommes dont, quels que soient leurs autres mérites, nos dirigeants savent qu'ils sont pour le moment absolument incapables de diriger un Etat moderne, ils seront frappés de sanctions pénales jusqu'à complète soumission. Cela, il me semble, est une forme arrogante de colonialisme de l'espèce la plus démodée. C'est comme si George III, au lieu de se contenter de dicter ses ordres en matière fiscale aux colonies d'Amérique, leur avait commandé, depuis Londres, sous la menace de sanctions, de se soumettre à la majorité des Peaux-Rouges ».

Le seul avenir possible pour les Rhodésiens est dans l'indépendance, déclarée unilatéralement ou non. On peut s'étonner d'ailleurs que M. Ian Smith ne l'ait pas saisie tout de suite, à

la première occasion (lorsque, par exemple, les distingués « non-violents » de la Nouvelle-Delhli, détournant ainsi l'attention internationale de l'Afrique sur l'Asie, se ruèrent sur les Pakistanais, ou au moment de l'affaire de Singapour). Il devait tout de même savoir, depuis pas mal de temps, qu'il n'y a rien à espérer ni de Londres, ni de Washington, tous deux prisonniers de la même conspiration « universaliste ». Le Général Challe, au moment du soulèvement d'Alger (« putsch des généraux ») n'avait-il pas commis l'erreur de croire en l'anti-communisme de Washington ? C'était, proprement, se jeter dans la gueule du loup....

PIERRE HOFSTETTER.

La tradition de la guerre subversive

Les archives de la Wilhelmstrasse ont révélé d'une manière irréfutable que la Russie soviétique avait dû sa naissance à "l'agression indirecte".

Alan Moorehead, un auteur américain, qui a eu accès aux archives de la Wilhelmstrasse, a retracé dans son livre *Naissance de la Révolution* (1), les principales étapes de cette agression. Le phénomène était-il nouveau ? Même pas. Tout au cours de l'histoire, on a constamment trouvé des "agressions indirectes" : on appelle cela aujourd'hui "guerre subversive".

Mais le principe était le même. "Au dix-huitième siècle, la France l'Espagne et la Hollande vinrent en aide aux Américains dans leur révolte contre l'Angleterre. Quelques années plus tard ce furent les Anglais qui apportèrent un concours secret aux insurgés de la Révolution française.

"Par la suite, ce n'est pas le principe de l'arme politique qui se modifie, mais la technique. Au cours des siècles précédents, on corrompait, on aidait des aristocrates dissidents ou des partis politiques dans les territoires ennemis ; au XX^e siècle, on opère sur une plus large base, en tentant de toucher la masse même du peuple ennemi par le moyen de la radio et de la presse, et la trahison est injectée si possible dans toutes les parties de l'appareil gouvernemental ennemi par des agents bien approvisionnés en argent".

L'idée devait fatalement venir que s'il était possible d'ébranler un régime en temps de guerre pour aider la victoire, il serait sans doute beaucoup plus facile de l'abattre *en temps de paix*. C'est en ce sens que l'expression "agression indirecte" sert à expliquer l'emploi de l'arme politique, à l'exclusion de toute déclaration de guerre, de tout combat armé entre les forces militaires des deux pays.

Dans le cas de la révolution russe, l'agression indirecte coïncida à certains moments avec les opérations militaires, notamment durant la guerre russo-japonaise et la Première Guerre Mondiale, mais entre 1905 et 1917, elle eut lieu à travers toutes sortes d'organisations qui n'étaient pas sans recevoir une aide des puissances étrangères hostiles au régime tsariste.

Durant la guerre russo-japonaise, les Japonais furent en liaison avec la plupart des chefs révolutionnaires russes, y compris Lénine. "Ce travail délicat et tortueux était mené avec beaucoup d'habileté et de détermination par le colonel Motoziro Akachi", rapporte Alan Moorehead. Akachi était attaché militaire à Stockholm et avait pris contact avec un agitateur finlandais anti-tsariste : Konni Zilliacus. Ils avaient comploté de faire passer des armes et de l'argent en Russie pour les révolutionnaires. Ils réunirent en octobre 1904, à Paris, une conférence de trente chefs révolutionnaires russes et établirent un plan de sabotage et de corruption à l'intérieur de la Russie. Ils réussirent même à intéresser la "conscience universelle" à leur projet. Elle groupait alors des noms aussi divers que Clémenceau, Anatole France, Jaurès et "des sympathisants américains comme Mrs Ella Hall, une riche veuve, qui participa à la contrebande des armes avec son yacht".

(1). Alan Moorehead. *Naissance de la Révolution russe*. Paris, 1958. Plon, édit.

En 1905, les Japonais avaient essayé - on l'a vu - de l'arme politique. En 1914, les Allemands, qui avaient retenu la leçon, entendirent s'en servir à leur tour. De ses recherches dans les archives de la Wilhelmstrasse, Alan Moorehead a rapporté la certitude que "dès les premiers jours du mois d'août il fut décidé de provoquer des troubles dans l'Inde anglaise et l'Égypte, tout aussi bien que dans le Caucase, en Ukraine, en Pologne et en Finlande. L'accent devait être mis - et combien cette phrase nous est devenue familière depuis : sur la "libération des opprimés".

Quatre ambassades allemandes dans des pays neutres devinrent les centres d'où partaient les consignes aux agents révolutionnaires : Stockholm, Copenhague, Berne et Constantinople.

Leur correspondance avec la Wilhelmstrasse montre que le mouvement devait se développer dans deux directions : mouvements d'indépendance dans le Caucase, l'Ukraine, la Pologne et la Finlande et mouvement révolutionnaire dans la Russie intérieure.

Ce seront d'ailleurs les Alliés qui, finalement, bénéficieront de la propagande nationalitaire faite par les Allemands en Pologne et en Finlande et ils en auraient également bénéficié au Caucase et en Ukraine s'ils avaient mis plus de convictions à soutenir, contre l'Armée Rouge de Trotsky, les forces nationales de ces pays en lutte contre le régime bolchévique. Mais la mode était déjà à la coopération avec les Soviétiques.

C'est en 1915 que la Wilhelmstrasse devait rencontrer son agent révolutionnaire le plus important. Il s'agissait d'un Juif russe, Alexandre Helphand, dit Parvus, qui avait participé avec Trotsky au Soviet de Pétrograd en 1905 et était à la fois révolutionnaire et ... banquier ! Grand brasseur d'affaires, il s'était scandaleusement enrichi en Turquie comme conseiller financier du gouvernement Jeune Turc et, maintenant, il rêvait d'acquérir une position de premier plan en Russie en renversant le Tsar. Ne nous étonnons pas de rencontrer cette curieuse conjugaison entre la "fleur du mal du pire capitalisme" et la Révolution. Elle est fréquente dans l'histoire contemporaine.

On connaît maintenant, par les archives allemandes, la date de la première visite de Parvus à la Wilhelmstrasse : le 6 mars 1915. Il fut chargé d'établir un rapport sur la stratégie révolutionnaire en Russie.

C'était un véritable travail d'Etat major. Il y était prévu que des plans de Pétrograd seraient imprimés en Allemagne et envoyés aux révolutionnaires russes pour qu'ils connaissent exactement l'emplacement des points-clés de la ville dont ils auraient à s'emparer. Les mouvements de grèves devaient être combinés avec les opérations ; par exemple une grève des chemins de fer paralyserait les lignes reliant Moscou, Pétrograd et Varsovie. L'aspect international de l'affaire n'était pas oublié et Alan Moorehead rapporte par exemple que "les juifs des Etats-Unis devaient être excités contre la Russie".

Parvus n'était pas le seul agent de la Wilhelmstrasse. Un bureau spécial, chargé de la révolution russe y avait été constitué. Un autre personnage devait y prendre une grande importance et son cas est plus voisin de ceux que nous pouvons

observer présentement. On pourrait même dire qu'il préfigure "l'esprit de Bandoeng", lequel n'est que l'application aux pays coloniaux du principe des nationalités qui devait amener le fractionnement de l'Europe dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle et la première moitié du XX^{ème}.

Le personnage en question s'appelait Alexandre Keskela. C'était un politicien socialiste esthonien décidé à libérer son pays du joug russe et tsariste. Il donna à la Wilhelmstrasse un conseil intéressant. Selon lui, il fallait mieux concentrer les efforts sur les "mouvements de minorités". Il conseilla même l'organisation d'une conférence des révolutionnaires non-russes. Il n'en était pas moins d'accord pour continuer l'aide aux révolutionnaires russes dont l'action ne pouvait qu'aider - croyait-on alors - à la libération des nationalités de l'Empire russe.

Par son intermédiaire, Lénine avait reçu six mille dollars pour lancer son journal le *Social-démocrate*. On estime qu'à cette époque Lénine reçut cinquante à soixante mille dollars des Allemands. Ses publications étaient imprimées sur les presses de l'Amirauté allemande, sur du papier très fin, et expédiées clandestinement en Russie.

Keskuela n'en conseillait pas moins aux Allemands de faire porter le plus gros de leur effort sur le mouvement des minorités. Elles seules pouvaient venir ouvertement en aide aux Allemands en les accueillant comme des libérateurs. Les révolutionnaires russes, eux, aux yeux de leur propre peuple, ne pouvaient échapper à l'accusation de trahison et, en ce temps là, c'était une accusation qui avait encore sa valeur.

D'autre part, les social-démocrates pouvaient bien servir à fomenter une révolution contre le Tsar, mais, comme le note Alan Moorehead, "de nombreux chefs mencheviks étant juifs, ils recevaient des sommes importantes de sources juives" et ils avaient les mêmes raisons d'hostilité contre le Kaiser que contre le Tsar. Ils ne souhaitaient donc pas une victoire allemande.

A la fin de septembre 1915 Keskuela transmit à la Wilhelmstrasse une proposition de Lénine de faire la paix avec l'Allemagne dans le cas où les Bolchéviks prendraient le pouvoir en Russie. On comprend pourquoi, en 1917, l'Allemagne n'hésitera pas à autoriser Lénine et ses compagnons à regagner la Russie à travers le territoire allemand, en pleine guerre.

Une seconde révolution était nécessaire en Russie pour abattre les mencheviks, faciliter l'arrivée au pouvoir de Lénine. La révolution de février avait été un premier pas, celle d'Octo-

bre allait conduire à Brest-Litvosk. Dans l'immédiat, l'Allemagne gagnait, mais elle allait substituer à une démocratie russe bavarde et divisée, la dictature bolchévique. Vingt cinq ans plus tard, elle paierait durement cette erreur.

L'arme politique du "principe des nationalités" continuait à être soigneusement exploitée par les bureaux de la Wilhelmstrasse concurremment à l'aide apportée aux bolchéviks. Une "ligue des nationalités russes" avait été fondée à Lausanne.

"En février 1916, rapporte Alan Moorehead, le Comité de secours juif d'Amérique tint une vaste réunion à New-York afin de collecter de l'argent", et l'on estime que plus de six millions et demi de dollars furent employés dans la lutte anti-tsariste.

Lorsque la révolution de février 1917 éclata en Russie, elle n'eut pas que l'appui allemand. Les Américains, reconnaît Alan Moorehead, "furent en sa faveur ; ils lui donnèrent l'appui le plus ardent".

Le 2 avril 1917, le Président Wilson parle des choses "merveilleuses et réconfortantes qui venaient de se passer au cours des dernières semaines en Russie" et il offre un crédit de 325 millions de dollars au gouvernement provisoire.

Alan Moorehead trace, dans sa *Naissance de la Révolution russe*, le portrait du pittoresque ambassadeur des Etats-Unis à Pétrograd en ce temps là : David R. Francis, un riche homme d'affaires du Kentucky. Il était arrivé un an au paravant "avec son valet noir, Philip Jordan et s'était installé sur la Fourchtaskaya, tout près du Palais de Tauride". C'était un personnage curieux. "Il avait amené son crachoir portatif - dont la fermeture se manœuvrait avec le pied - ses cigares, sa Ford de tourisme pour l'été" et il pavaisait ses chevaux de petits drapeaux américains comme des chevaux de cirque.

Il fut le seul membre du corps diplomatique à ne pas s'effrayer de la révolution. "Il y voyait, dit Alan Moorehead, la possibilité de créer une nouvelle démocratie sur le mode américain, et en insistant pour que toute l'aide possible fut accordée au gouvernement provisoire, il ne faisait qu'exprimer très exactement les sentiments publics et officiels en Amérique".

C'est là une politique que les Etats-Unis devaient, hélas, renouveler en 1945 en Europe centrale. On connaît les résultats.

On peut donc dire que la Russie soviétique doit, en très grande partie sa naissance à l'arme politique de l'intervention indirecte maniée par des puissances ou des groupes raciaux qui avaient intérêt à la disparition du régime tsariste.

Cette idée de l'agression indirecte par l'utilisation révolutionnaire du mouvement des nationalités, Lénine la reprendra au profit de la technique de la subversion mondiale du communisme.

"Il faut monter la propagande, l'agitation dans l'armée et parmi les nationalités opprimées ou ne jouissant pas de la plénitude des droits dans l'Etat appelé "le leur", dira-t-il dans la *Maladie Infantile du communisme*.

Les évènements contemporains nous montrent que les Soviets n'ont pas oublié l'origine de leur pouvoir.

LA

Ca

F
lien
thol
com
la
con
tion
per
fam
de
pay
nor
nor
de
enc
son
pro

qu
pré
po
qu
de
rac
Lo
da

Catholiques et Marxistes en Italie

Parmi les nombreuses manœuvres des Communistes italiens, l'une des principales est leur dialogue avec les Catholiques. Si, en France, cette question peut apparaître comme un détail de la vie politique, en Italie, au contraire, la bataille menée contre la hiérarchie ecclésiastique est conduite par un parti bien organisé et elle est une opération de longue haleine qui a pour but d'ouvrir de larges perspectives au développement du parti communiste. Le fameux La Pira, qui fut le maire de Florence, a disparu de la scène politique : mais, à sa place, on trouve dans le pays une sorte d'« esprit La Pira » qui est un phénomène non moins nocif. Depuis de nombreuses années, un grand nombre de gens, en Italie, cherchent à saper les positions de l'Eglise qui se maintiennent pourtant très solidement encore. C'est que, dans notre pays, en définitive, les gens sont toujours extrêmement sensibles aux mots d'ordre qui proviennent de la chaire pontificale.

C'est pourquoi le parti communiste a pris une attitude que le député Pajetta, un des plus pittoresques de ses représentants, a défini récemment comme une « croisade » pour la « libération » des forces du catholicisme de gauche qui sont écrasées par la pression des forces réactionnaires de la démocratie chrétienne. C'est cette opération qui caractérise l'« offensive » que le Secrétaire général du parti Longo, citoyen soviétique, a déclenché contre la hiérarchie dans une circulaire qui est restée secrète.

Il est malheureusement certain qu'en Italie, dans la lignée de cet esprit La Pira, auquel nous parlions, il existe des groupes de catholiques, socialistes et syndicalistes, qui sont déjà disponibles pour cette opération. La preuve en a été donnée récemment par une manifestation qui a eu lieu à Venise, province à majorité démocrate-chrétienne, où une revue, dirigée par le catholique Vladimir Dorigo, attaque violemment le Concordat de 1929 conclu entre Mussolini et le Vatican, et définit déjà concrètement un certain nombre des idées-programme qui ont été mises en avant dans les conversations entre catholiques de gauche et parti communiste.

Toutefois, à ce groupe avancé, le message de Paul VI sur l'esprit de critique et de réforme, paru récemment, devait faire l'effet d'une douche froide. Le Souverain Pontife écrivait notamment : « Il est indispensable de professer la fidélité à l'égard de la pensée et des règles de l'Eglise, d'éviter des positions de critique ou de réforme de la doctrine traditionnelle, des coutumes vénérables, des structures fondamentales et augustes de l'Eglise. Il faut éviter, au contraire, de présomptueuses tentatives qu'on présente comme des retours aux sources, mais qui, en réalité, tendent à justifier un esprit impatient de discipline, à bouleverser l'enseignement de l'Eglise, à répandre des doctrines d'inspiration matérialiste qui ne sont pas moins nuisibles aux âmes qu'elles ne sont contraires aux institutions qui représentent l'esprit authentique du Christ ».

Paul VI a exhorté tous les Catholiques à « approfondir le sens véritable et authentique de la vie religieuse, à apprendre la pauvreté, l'humilité, la mortification », et il a souligné que « la mise à jour » entraînée par les exigences du monde contemporain ne consiste pas à s'aligner sur le siècle, elle doit être avant tout une recherche passionnée de tout ce qui stimule et aide à inscrire plus fidèlement dans le monde la présence, l'exemple et le sacrifice du Christ ».

Il est intéressant de signaler qu'il s'est tenu récemment un congrès de l'A. C. L. I. (Association Chrétienne des Travailleurs italiens), organisation catholique qui se tient en dehors des partis, mais qui est en relations évidemment avec la démocratie chrétienne sur le plan politique. Les journées du Congrès ont été caractérisées par des interventions passionnées et par la recherche des conditions qui permettent de mener « une lutte contre le communisme au moyen d'une riposte globale capable de conduire au dé-

velopp
vaux c
dent c
crivait
la poli
des po
geante
contre
jusqu'à
son po
dicats
qu'elle
toutef
ponse
celle c
sent le
convic
hiérar
convic
nisme
sera y
points
sur le
et mo
positi
lique,
de p
la dé
aux p
lignar
forma
Le
sation
plan.
nées,
povill
inspir
depu
sous
Pro
essai
véné
villa
« Je

veloppement démocratique du pays tout entier ». Des travaux de congrès, il résulte assez clairement que le Président de l'A. C. L. I., le professeur Livio Labor, qu'on décrivait assez souvent comme un des éléments de pointe de la politique d'« **ouverture à gauche** », a pris en réalité des positions catégoriques qui ne peuvent être qu'encourageantes. Il est difficile de dire jusqu'à quel point la lutte contre le communisme pourra être intensifiée, et surtout jusqu'à quel point l'A. C. L. I. réussira à faire prévaloir son point de vue sur les groupes de pression et sur les syndicats à tendance communiste, ni comment les objectifs qu'elle se donne pourront être réalisés. On ne voit pas bien toutefois comment le parti communiste pourra faire une réponse manœuvrière à une position aussi catégorique que celle qui a été définie : « Les travailleurs chrétiens repoussent le parti communiste non seulement à cause de leurs convictions religieuses, non seulement par obéissance à la hiérarchie catholique, mais également en raison d'une conviction politique et sociale profonde. Notre anticommunisme est radical... Mais une riposte aux communistes ne sera valable que si elle s'articule globalement sur tous les points sur lesquels le communisme manifeste sa présence, sur le plan politique, sur le plan social, culturel, religieux et moral ». A ceux qui, en conclusion, estimaient que ces positions exigeaient la fondation d'un nouveau parti catholique, le Président Labor a répondu que si vingt années de pouvoir ont certainement affaibli et usé les forces de la démocratie chrétienne, on doit faire encore confiance aux possibilités de renouvellement de ce parti, tout en soulignant le fait que l'A. C. L. I. n'est dépendante d'aucune formation politique.

Les partisans de l'« **ouverture à gauche** » et des conversations avec les communistes ont été déçus sur un autre plan. Sortant d'une réserve qui durait depuis plusieurs années, l'ancien Secrétaire de Jean XXIII, Monseigneur Capovilla (auquel on a toujours attribué la responsabilité des inspirations les plus progressistes de la politique pontificale depuis la mort de Pie XII), à une réunion tenue à Assise sous la présidence de Monseigneur Giovanni Rossi de **Pro Civitate Christiana**, en annonçant la publication d'un essai sur les deux papes disparus, a rappelé que Jean XXIII vénérât la mémoire du Pape Pie XII. Monseigneur Capovilla a répondu à ceux qui lui posaient des questions : « Je désire répliquer personnellement aux polémiques in-

justes qui ont été instituées. Je prépare un livre qui aura pour titre **Le Pape Jean XXIII et Pie XII**. Peu de gens connaissent en fait les sentiments de dévotion et de vénération que le Pape Roncalli nourrissait à l'égard de son prédécesseur. Il suffit de songer que le 9 de chaque mois, en souvenir du jour de la mort de Pie XII, le Pape Jean XXIII se rendait sur la tombe de Pie XII pour prier, et lorsque le 5 août 1959, au moment de sa maladie, j'essayai de le persuader de ne pas quitter Castelgondolfo à cause de la grande chaleur et de son état de santé, il me répondit qu'il ne pouvait en aucun cas manquer à ce rendez-vous habituel et sacré... Dans la chambre à coucher du Pape, continua Monseigneur Capovilla, Jean XXIII avait fait placer un grand portrait de Pie XII sur lequel il avait placé personnellement cette magnifique dédicace qu'il avait écrite lui-même : « **Protège ton humble successeur qui te vénère** ».

Le Festival du cinéma de Venise a présenté au milieu d'un très grand intérêt un film sur la vie de Jean XXIII, établi d'après son journal intime **Le Journal d'une âme**. Le film a paru très beau à Paul VI qui a eu la possibilité de le voir avant qu'il ne soit présenté en public à ce triste Festival qu'a été la manifestation de cette année. Le metteur en scène catholique Ermanno Olmi a eu une idée intéressante, il a confié à l'acteur Rod Steiger un rôle « d'interprétation ». Le film commence en effet en nous montrant Roncalli enfant, dans le milieu dans lequel il a vécu, qui est celui d'une famille de paysans de Sotto il Monte, où l'on menait encore une vie patriarcale tout à fait semblable à l'existence du siècle passé. Mais, peu à peu, ensuite, l'acteur montre les modifications qui se sont introduites progressivement dans la personnalité et dans l'âme de Roncalli lorsqu'il est successivement prêtre, puis évêque, puis pape, sans toutefois jamais le faire paraître sous le vêtement ecclésiastique. Malgré le talent de l'acteur et cette idée intéressante de mise en scène, le film n'est pas toujours à la hauteur de la simplicité magnifique des paroles du Pape. Il reste en grande partie un florilège de phrases et de pensées isolées qui commentent un certain nombre d'épisodes habilement mis en scène, mais il ne réussit pas à illustrer avec le relief nécessaire cette grande figure de notre temps. Le film ne permet pas d'apprécier l'importance historique du court pontificat de Jean XXIII, ce qui, en vérité, n'était pas dans l'intention du metteur

en scène, mais qui donne à sa vie sa véritable signification.

L'offensive vers les catholiques du Parti Communiste se heurte donc à un certain nombre de difficultés qu'ont soulignées les premières rencontres. Les thèses mises en avant, les polémiques qui ont été soulevées, les interviews et les programmes n'ont pas manqué de désorienter beaucoup de consciences et de mettre du désordre dans les thèmes de discussion qu'on s'était fixés au départ. Les marxistes se rendent très bien compte de l'importance que prend pour eux l'alliance avec toute une partie de la démocratie chrétienne pour raffermir et prolonger l'hégémonie politique qu'ils détiennent depuis quinze ans. Leur arme principale a été jusqu'ici de montrer aux catholiques qu'il y a une contradiction entre les idées auxquelles ils sont attachés sur le plan religieux et leurs intérêts matériels, et leurs perspectives politiques. Mais cette argumentation, qui a nourri jusqu'ici l'ouverture à gauche, se trouve aujourd'hui dépassée. Les marxistes se trouvent aujourd'hui en présence d'une opinion fraîche, nouvelle, en pleine formation, qu'il n'est plus possible d'atteindre seulement par ce raisonnement simpliste et il redoute que les moyens d'action supérieurs de l'Eglise ne les séparent de cette clientèle nouvelle en soulignant avec force l'impossibilité qu'il y a à maintenir sans contradictions deux vérités aussi profondément opposées que la vérité catholique et la vérité marxiste. C'est cette opération toutefois qui est en cours sous le nom d'**offensive en direction des catholiques**. On en voit d'emblée les dangers, mais aussi les difficultés.

Giovanni MONETA

Chronique de la PRESSE D'OPPOSITION NATIONALE en France

Jean-André Faucher dresse, dans un pamphlet intitulé : « Good Bye Mister De Gaulle », les lignes les plus percutantes parues à quelques semaines des élections présidentielles à propos du Général De Gaulle :

— De Gaulle vaut mieux qu'aucun autre gaulliste. Quoi que nous puissions penser de lui et de sa politique, nous savons bien que si la glace sur laquelle il a édifié son système et qu'il feint parfois de prendre pour du granit, se mettait soudain à fondre, le seul qui resterait en place, refusant de fuir, ce serait lui, et il serait encore là, affrontant son destin, alors que le premier des ministres et le dernier de ses porte-coton serait en train de disputer une course de vitesse dans les calèches de l'exil.

Il le sait. Il en a fait déjà l'expérience. Et lorsque les généraux Salan, Challe, Zeller, Jouhaud, se risquèrent à Alger à faire un putsch sans lendemain, il aurait suffi de quelques heures de plus pour que la boutique gouvernementale mette la clé sous la porte. Déjà, dit-on, dans l'aube triste de Bruxelles, on rencontrait aux terrasses des cafés du boulevard Anspach des gaullistes mal rasés, au col de chemise douteux, qui demandaient aux balayeurs du petit matin à quelle heure partait le premier tramway pour Waterloo....

De Gaulle seul...

De Gaulle, et puis aussi Malraux, dont on me dit qu'il reste depuis vingt ans douloureusement sensibilisé par le suicide de celui qui avait été son ami de jeunesse, Pierre Drieu La Rochelle.

Quelques rescapés de la saison des cent mille polices tenteront peut-être alors, derrière quelques Foccart romantiques, de nous jouer la grande scène des dernières cartouches. On serait tenté de leur rappeler le conseil qu'adressait Bernanos à ceux des bien-pensants qu'il voyait se jeter en 1937 dans les aventures ca-goulardes :

— Les classes dirigeantes ont déjà commis beaucoup d'injustices, j'aimerais qu'elles le reconnussent avant de se jeter derrière un état-major d'aventuriers dans une bagarre où elles n'ont qu'une très petite chance de sauver leur peau et leurs biens, mais sont en revanche assurées de perdre l'honneur.

Ils avaient rêvé de féconder l'histoire, mais ils ne savaient pas encore qu'on ne peut y réussir quand on ne peut mobiliser que les forces du passé.

— I
entra
avez
Et
croit
n'est
comm
dre b
Ils
ils n'
un fe
L'h
Ell
dépa
Char
déce
ronn
l'Auc
le V
Ja
touj
La
sion
don
croy
prix
Il e
sous
rem
mai
gran
qu'e
d'ur
La
teu
les
tout
miq
Rot
Lou
O
ble

— Liez une veine, nous apprend le poète, vous avez la maladie ; entravez un fleuve, vous avez l'inondation ; barrez l'avenir, vous avez les révolutions.

Et nous sommes l'avenir, puisque nous sommes de ce parti qui croit que chaque matin le monde est à refaire, qui proclame qu'il n'est jamais de vérité immuable, qui sait que les idées meurent comme les hommes, et qui défend à quiconque d'élever la moindre barrière devant la recherche de l'intelligence.

Ils ont voulu ressusciter un passé qui était mort à jamais et ils n'ont réussi qu'à introduire ainsi dans les rouages de l'Etat un ferment qui pourrira tout et qui les perdra.

L'histoire ne s'y trompera point.

Elle saura reconnaître l'étonnante fidélité qui fit que dans les départements les plus chers à l'Opposition sous le règne de Charles De Gaulle ont été précisément ceux qui avaient su, en décembre 1851, se dresser contre le coup de force bonapartiste : ronne, le Nord, le Rhône, le Gard, le Gers, l'Hérault, la Nièvre et l'Aude, les Bouches-du-Rhône, la Haute-Garonne, le Lot-et-Garonne, le Var.

Jacques Maroselli n'a-t-il pas raison d'en conclure que c'est toujours le combat des mêmes contre les mêmes ?

La bourgeoisie portera une fois de plus le deuil de ses illusions, car chaque fois qu'elle a compromis l'Ordre et l'Etat en se donnant au nom de l'Etat et de l'Ordre, à des sauveurs qu'elle croyait providentiels, il lui a fallu ensuite payer très cher le prix de ses erreurs.

Il en sera encore de même cette fois, et même si elle cherche sous le pull-over trop voyant d'un Giscard d'Estaing de quoi remplacer ce qu'elle ne trouve plus sous le petit chapeau du maire de Saint-Chamond, même si elle peut avancer au jour des grandes comptabilités deux ou trois Marcilhacy pour affirmer qu'elle a sauvé l'honneur, elle restera prise sous les décombres d'un système qui n'aurait pu exister sans elle.

Le gaullisme, somme toute, n'aura été, pour les petits-fils honteux de Guizot, qu'une dernière occasion de se nourrir de toutes les illusions, de toutes les superstitions, de tous les égoïsmes, de toutes les impostures bourgeoises du XIX^e siècle. Pompidou, comiquement perché comme un corbeau sur le coffre-fort des Rothschild, n'aura été en somme que le dernier des ministres de Louis-Philippe, égaré dans notre époque.

On sait bien comment ces gens-là finissent toujours. Inexorablement.

*
**

Paul Dehème, dans son courrier quotidien, analyse les préparatifs du gaullisme et laisse entendre quelle est la pensée profonde du Général en ce qui concerne sa propre succession. C'est une page typique des billevesées qu'on entretient avec obstination dans certains milieux et qui servent à camoufler des ralliements quelquefois assez sordides.

— Depuis longtemps, nous savons que le Comte de Paris est gaulliste. Depuis longtemps, je vous ai écrit que le Général avait la volonté de lui rendre son héritage. Non qu'il soit monarchiste, mais parce que, pour sa page d'histoire, il importe que le relais de sa propre légitimité soit pris par le représentant d'une autre légitimité. Monk est resté dans la mémoire des hommes moins par ses victoires militaires que parce qu'il a rétabli Charles II dans ses droits. D'ailleurs, peu importe les mobiles qui poussent De Gaulle. Le fait seul compte, et ce fait est que le seul héritier qu'il se puisse imaginer avec contentement est le Comte de Paris.

Alors, celui-ci se manifeste chaque fois que cela en vaut la peine ; chaque fois que le Général éprouve une difficulté majeure. Vous vous rappelez cette déclaration de septembre 1959, dans laquelle De Gaulle reconnaissait aux Algériens le droit à l'autodétermination. L'affaire fit du bruit. Nombre de Français en furent troublés. Beaucoup s'indignèrent et, parmi eux, la majorité de ceux qui constituent la clientèle — que le Prince me pardonne cette expression — du Comte de Paris.



Le Spectacle du Monde met en doute l'évidence répétée du pouvoir qu'il est garant de l'expansion économique et de la stabilité française :

— L'expansion française est arrêtée. L'indice de la production industrielle des deux premiers trimestres (moyenne mobile mensuelle) est inférieur à ce qu'il était en 1964. En 1964, l'indice du premier trimestre était de 138, et au deuxième trimestre de 139,5 ; en 1965, les indices sont pour le premier trimestre de 136,5 et pour le second de 138,5.

Le budget de 1966 étant en augmentation de 7,25 %, la Sécurité sociale en nouvelle augmentation de 10 %, les dépenses de l'administration qui ont été de 176 milliards cette année seront portées en 1966 à plus de 190 milliards. Comment couvrir les 14 milliards d'augmentation, alors que la production industrielle n'augmente pas ?

Projets : supprimer le plafond des dépôts dans les Caisses d'épargne, ce qui attirera au profit de l'Etat des moyens de trésorerie.

Riposte des industries privées : cette mesure va encore assécher le marché des capitaux, alors que les investissements productifs sont déjà insuffisants en face d'une concurrence étrangère qui s'intensifie.

Autre projet étudié par Grandval : suppression du plafond pour les cotisations de Sécurité sociale. Réaction de la Confédération générale des cadres : cette mesure aurait pour effet de priver de toute assiette les cotisations de retraite des cadres.

Augmentation de nos exportations. Elles ont atteint 3,7 milliards en juillet. Moyenne mensuelle depuis février : 3,4 milliards. Moyenne pour les trois premiers trimestres de 1964 : 3 milliards. En revanche, nos importations n'augmentent pas. Leur moyenne mensuelle, depuis janvier dernier, est de 3,5 milliards (chiffre de juillet : 3,46). Pour 1964, cette moyenne a été de 3,45 milliards. Nos exportations, qui couvraient 87 % de nos importations en 1964, les couvrent maintenant à 100 % et même 106 % en juillet dernier.

L'équilibre est atteint lorsque les exportations couvrent les importations à 92 %. En effet, les statistiques des douanes omettent différentes recettes de fret et d'assurance, représentant environ 8 %.

Les excédents de nos exportations renforcent nos réserves de devises. C'est une des armes les plus puissantes du Général De Gaulle dans sa lutte contre le dollar.

Danger : l'augmentation de nos exportations sans augmentation parallèle de nos importations résulte d'un marché intérieur en récession. Nos industries vendent à l'étranger sans marge, parfois à perte, pour écouler leur production. La diminution des marges bénéficiaires explique à son tour l'arrêt de nos investissements privés. Nos réserves de devises de 5,4 milliards se décomposent en :

4 milliards en or, essentiellement improductifs ; et 1,4 milliards en devises. Le chiffre des fonds d'Etat étrangers productifs d'intérêts est pratiquement nul.

Contraste avec la Grande-Bretagne dont les réserves d'or sont de 2,3 milliards, mais qui a un portefeuille de fonds d'Etat américains de 4 milliards de dollars, rapportant 4,5 % par an, doublement tous les 14 ans.

*
**

L'Abbé Gorges de Nantes, dans sa Lettre, se place au centre même de l'Eglise :

— Devant une difficulté si importante, les hommes d'Eglise se sont divisés en deux parties que j'appelle les *traditionalistes* et les *réformistes*.

Les traditionalistes gardent une invincible foi, un vigoureux optimisme en ce qui concerne l'avenir de l'Eglise ; ils sont plus pessimistes en ce qui concerne le monde laïque. Ils pensent que le catholicisme, ses dogmes, son culte, sa hiérarchie, son éducation morale, bref en tout ce qu'il est et tout ce qu'il fait a été et demeure le ressort principal de notre civilisation qui est, en somme, pour eux, la civilisation humaine par excellence. Le traditionalisme estime donc que son Eglise déjà souveraine de droit divin, s'est acquis aussi des droits humains incomparables et qu'elle est seule capable, telle qu'elle est, d'apporter aux peuples les biens supérieurs sans lesquels ils ne pourraient survivre et progresser. Pour nous, car je suis ardemment de ce parti, c'est encore par rappel à ces principes religieux catholiques exclusivement, ou du moins principalement (car nous sommes aussi tolérants !), par rappel à notre patrimoine catholique que nous arriverons aux problèmes, aux aspirations, aux difficultés du monde actuel.

Une exagération de cette admiration, de cette exclusive, mène à ce qu'on appelle l'*intégrisme*. Il consiste à outrer la satisfaction, la confiance que nous avons en l'Eglise, et à tomber dans l'immobilisme béat et le conservatisme absolu. Mais ne confondons pas cette attitude excessive avec un traditionalisme très vivant capable de progrès et d'adaptation. Celui-ci est fortement implanté dans l'Eglise. Il ne demande au Pape et au Concile que de redire la même foi, faire revivre la même liturgie, maintenir les mêmes institutions et la même morale qui ont fait la gloire de l'Eglise depuis deux mille ans, et qui ont magnifié la civilisation. Les adapter aux nouveautés de la technique et des sciences, certes, mais cela reste secondaire. Les soumettre aux exigences de « l'humanisme » nouveau, jamais !

Les réformistes, dont le nombre a grossi de manière uniformément accélérée, grâce aux moindres latitudes accordées par les Papes aux sectes marginales de la démocratie chrétienne et du modernisme, ont réussi à s'imposer par le moyen du pouvoir politique depuis 1944. Ils professent ouvertement le plus grand pessimisme sur l'avenir de l'Eglise si elle ne se réforme pas en profondeur et sont, au contraire, très optimistes sur l'avenir du monde laïque qui se construit maintenant loin de l'Eglise et sans elle. Si l'Eglise n'entre pas dans cet accord universel, si elle ne fait rien pour cesser d'en paraître l'adversaire, elle demeurera seule et perdra la partie. Déjà, statistiquement, scientifiquement, ils la voient ne perdre de vitesse ; ils ont peur pour elle et veulent la sauver. A leur avis, les structures démocratiques, l'idéologie d'égalité et de liberté ont donné naissance à une nouvelle culture, à une mentalité qui a fait maintenant ses preuves. L'Eglise ne peut plus, sans ridicule mortel, se scléroser dans des formes de constitutions hiérarchiques, d'autorité et d'inégalité ; elle doit enfin adopter les formes démocratiques. D'autre part, l'humanité a réussi à promouvoir des institutions supra-religieuses et internationales qui ont fait avancer la cause de la paix entre les peuples, de la justice sociale, de l'égalité raciale. Le monde aborde une ère de confort et de prospérité, de libération, de toute contrainte et tabous d'un autre âge. Les hommes vont enfin goûter au bonheur que permettent sciences, techniques et organisation. L'Eglise doit s'ouvrir, s'adapter à cette nouvelle condition humaine si contraire au mythe pessimiste et moralisateur de sa tradition. Elle a encore quelque chose à dire aux hommes, et ceux-ci ont encore besoin de son évangile, mais elle ne pourra désormais leur faire entendre qu'en se purifiant de tout son vieux paganisme latent et de ses stratifications séculaires...

Et voilà les deux thèses. Les deux écoles, les deux parties en présence. Le problème spéculatif, où à mon avis se perdent corps et biens, les théoriciens qui s'y passionnent, est de savoir si leurs exigences sont contradictoires et par conséquent exclusives, ou si, au Concile, avec l'aide des lumières de tous les évêques du monde et du Saint-Esprit, on arrivera à opérer la synthèse de vues si différentes. Et les discours vont bon train. Pour éviter ce byzantinisme, et ces logomachies, stupéfiantes d'obscurité prétentieuse et de naïveté, remarquons plutôt que ce réformisme brillant, bien intentionné, actif, a une aile extrêmement forte, le *progressisme*. Son recrutement continu est

tel qu'il n'est pas injuste de dire que le parti réformiste se crète du progressiste depuis vingt ans et que tout réformiste est un progressiste qui s'ignore, ou bien qui n'a pas le courage ou la logique de ses inclinations. En effet, le réformisme décide, a priori ou après, que la tendance « réactionnaire » serait majoritaire ; la plupart pensait en être ou même s'y distinguer. Les orientations du discours d'ouverture, les vœux secrets du Pape habilement colportés mais pour tout dire, l'idée réformiste de cette convocation conciliaire même, furent cause que la masse des hésitants choisit de se porter de l'autre côté et d'en précipiter le mouvement. La deuxième session, avec ses controverses fort techniques sur la collégialité, culmine dans le vote du 30 octobre qui marque pratiquement le triomphe des idées démocratiques et égalitaires. L'opinion admet désormais les principes républicains dans la constitution et le gouvernement de l'Eglise. Les évêques veulent participer au gouvernement collégial, et non plus personnel, conduit à la ment du souverain et on parle déjà de « collégialité papale » ! forme représentative du pouvoir, par assemblées élues et délibérantes. Des coups d'arrêt seront donnés, mais impérativement et comme de l'extérieur. Le « dynamique » de l'idée pousse plus loin ! La troisième session a vu la diffusion et l'affirmation de plus en plus véhémement de la liberté de conscience et de la totale immunité de l'homme en matière religieuse. Cette idée de liberté religieuse peut vous paraître bénigne et fort acceptable pour des esprits modernes. Elle implique en réalité l'abandon du principe fondamental de la foi chrétienne, celui du droit divin exclusif de la religion catholique, seule religion révélée et vraie devant être reconnue par tous les hommes et tous les pouvoirs, et, théoriquement tout au moins, elle seule ! La liberté de conscience ainsi réclamée met au contraire les diverses croyances et opinions humaines sur le même pied d'égalité... Même l'athéisme, même le marxisme s'insèrent : elle leur donne à toutes les mêmes droits, les mêmes chances. Vous voyez que, cette fois, la balançoire a été lancée et bien loin de l'Inquisition, des Croisades du Syllabus ! L'Assemblée conciliaire vole avec ivresse vers le monde moderne.

*
**

La presse et la radio viennent de consacrer une place importante à l'œuvre du Père Teilhard. Il nous a paru essentiel de vous présenter quelques extraits de l'étude publiée par Jean Rostand, dans le « Figaro Littéraire » du 23 septembre 1965, au sujet de la prétendue thèse biologique de Teilhard de Chardin :

— L'idée d'évolution tient, on le sait, une place considérable dans la pensée et l'œuvre de Teilhard : aussi représente-t-on souvent le Père comme un grand théoricien du transformisme. A mon sens, rien de plus erroné. Quand on me demande ce que

je pense de la théorie theilhardienne de l'évolution, je surprends et je déçois mon interlocuteur en répondant qu'il n'existe pas à proprement parlé de théorie theilhardienne de l'évolution. Teilhard n'est pas, et d'ailleurs il ne prétend pas à être un biologiste. Du biologiste, il n'a ni la formation, ni le savoir, ni l'esprit. On pourrait dire un peu schématiquement qu'il est passé directement du caillou à l'homme, sans s'attarder sur le protoplasme et sur les complexités de la vie cellulaire.

Son transformisme, assez superficiel et confus, ne descend point dans le détail des organisations et des structures germinales, où réside cependant le secret des variations d'espèces. Teilhard ignore délibérément l'embryologie et la génétique ; il se désintéresse de chromosomes, des gènes, des acides nucléiques et, partant, laisse de côté toutes les questions précises qui se posent à tout biologiste soucieux d'éclaircir, avec les moyens de notre temps, le mécanisme des phénomènes évolutifs. Qu'on le veuille ou non, le problème de l'évolution est d'abord un problème de biologie cellulaire, et plus précisément de biochimie cellulaire.

Dans le transformisme teilhardien, il entre un peu de tout : de la sélection naturelle, de la mutation, c'est-à-dire du néodarwinisme, et aussi une certaine façon de néo-lamarckisme psychique.

(...) Il est indéniable que le transformisme de Teilhard se situe en dehors de la science, dans la mesure où, purement conjectural, il échappe à toute tentative de vérification et ne peut mener à aucune entreprise expérimentale dans la mesure où il fait appel à des énergies mystérieuses que nous n'avons aucun moyen de déceler, et sur lesquelles nous n'avons aucune prise.



Fabrice Laroche étudie, dans le numéro 24 des « Cahiers Universitaires », avec beaucoup de justesse, dans un article intitulé « La morale de l'histoire », ce qui consiste en la dimension biologique de l'histoire :

— Tout commence avec une évidence. L'Histoire, c'est l'histoire des hommes. Aussi semble-t-il aller de soi que, pour se pencher sur les sujets, il faille d'abord connaître l'homme. Les historiens ont, depuis longtemps, rejeté cette règle. Officiellement, on peut aborder l'histoire en ne connaissant rien des capacités, des limites ou de la nature de celui qui la fait. Sans doute, est-ce la seule matière où l'on contredise un principe aussi élémentaire. Cela revient à étudier l'histoire comme un zoologue se penchant sur la vie des castors en ignorant assez d'eux-mêmes pour s'étonner que ces animaux n'emploient pas le béton armé, assurément plus solide, plutôt que les branchages, pour construire leurs huttes aquatiques.

Cet « oubli » de la dimension biologique de l'histoire n'est pas inexplicable, connaissant les historiens. Ceux-ci ont généralement beaucoup moins le souci de connaître les faits que

d'y chercher les reflets d'une philosophie particulière. Pour eux, l'histoire n'est que la relation d'une course de l'humanité vers un destin final, ce qui est un article de foi. Pour eux, l'homme n'a pas ravi, dès l'Antiquité, aux dieux le gouvernail de sa destinée ; son avenir est aliéné à l'avance, soit par une prédestination théologique, soit par un déterminisme économique ; son sort est décidé depuis longtemps. Son histoire sociale, son histoire politique dépendent d'un « vent de l'histoire ». A la vieille notion européenne de remise en question permanente du destin des communautés, se substitue, directement ou non, « la croyance en l'Age d'Or », mythe originel que l'humanité retrouvera le jour où, libérée des contraintes, elle connaîtra la contemplation de l'indifférencié et d'un Eden informel.

Dans la pratique, l'enseignement historique est fragmenté, à la fois touffu et restreint, à des événements bien choisis, dont on se garde de montrer les vrais correspondants. Chutes des empires, enchaînements migratoires, naissance des mouvements populaires se réduisent à des charnières secondaires d'ordre social, économique ou culturel ; toutes questions qui, pour être réelles, restent pourtant des émanations de la nature des communautés humaines — des conséquences d'un certain foisonnement évolutif, ce que l'on escamote volontairement.

Mal perceptible pour des faits mineurs, cette carence est intolérable lorsqu'il s'agit d'examiner des événements qui ont modifié le cours du monde. Les invasions barbares, l'arrivée des Doriens dans le Péloponèse ou des Indo-Aryens dans les plaines gangétiques, la chute de Carthage comme la Réconquista espagnole ne sont que partiellement comprises. Leurs effets dans la structure des peuples mis en cause sont laissés dans l'ombre. Les historiens orthodoxes refusent la *lebenges'chte*. Ce faisant, ils ôtent à l'histoire tout court sa signification.

DOCUMENTS

Le drame ignoré des Dardanelles

(suite)

Aux premiers jours de cette année 1965, lorsque j'ai écrit les quelques pages qui ont été publiées par « *Défense de l'Occident* », Sir Winston Churchill était encore vivant, je n'avais pas encore lu le livre de Benoist Mechin, écrit déjà depuis quelques années, ayant pour titre *Mustapha Kemal*, et l'Amiral Auphan n'avait pas encore prononcé sa conférence sur l'expédition des Dardanelles dont le texte n'est paru que dans le numéro d'avril d'*Ecrits de Paris*.

J'avais passé comme officier de réserve près de cinq mois dans cet enfer des Dardanelles et je n'avais pas manqué de remarquer les absurdités du Haut Commandement, mais simple exécutant, il ne m'était guère possible de voir plus haut que la Division dont je faisais partie, la 156^e, sous les ordres du Général Bailloud, ex-sous-lieutenant de 1870, inadapté à la guerre de tranchées de 1915.

Lorsque mon régiment débarqua au Cap Hellès au début de mai, nous ne savions pas que les unités navales franco-anglaises avaient fait une tentative de forçement du détroit le 18 mars précédent. Nous ne savions pas davantage que le commandant en chef de l'expédition était Lord Hamilton, qu'il avait autorisé le Général d'Amade à débarquer sur la côte d'Asie le 25 avril et que la brigade coloniale avait enlevé le fort de Koum-Kalh presque sans pertes et, que le soir, sur ordre formel du Lord Hamilton, il avait dû faire rembarquer de nuit sa brigade avec les 500 prisonniers qu'elle avait fait dans la journée.

Ce n'est que plusieurs jours après notre arrivée que nous avons appris que les troupes françaises n'étaient plus sous le commandement du Général d'Amade, reparti en France après avoir refusé de servir sous les ordres d'un Anglais qui paraissait d'une totale nullité comme chef. Le Lord ne se montra jamais dans le secteur français.

Au début, nous ne recevions que des obus de 77, 105 et 150, provenant de pièces situées en face de nous, sur la haute colline d'Achi-Baba qui nous dominait ; mais, peu à peu, il s'en installa sur la Côte d'Asie, prenant en enfilade toutes nos tran-

chées,
obus
vions
dous,
de m
aurai
et d'a
cuer
des I

Ce
l'Asie
les r
la re
fide
conte
O. de
vant
puis
troit
nouve

volon
On
tionn
rent
opéra
se tr
amira
leurs
donn
l'Ami
l'arm
signi
d'avo
qu'au

Si
ment
L'Am
terra
capal
En c
l'Ami
Elisa

Le
nait
les c
toute
attei
qu'ik
ment
ton,
mels

Si
en a
pu a
guer

chées, y compris celles de repos. Nous en reçûmes même des obus de marine d'un calibre voisin de 180 mm. Nous ne pouvions comprendre pourquoi nous étions tous, Australiens, Hindous, Anglais et Français, sur ce promontoire, sans possibilité de manœuvrer, alors qu'en face les deux divisions françaises auraient eu toute possibilité de faire la guerre de mouvement et d'arriver à la Mer de Marmara, obligeant les Turcs à évacuer la presqu'île de Gallipoli, donc à nous ouvrir le passage des Dardanelles.

Ce n'est que par la lecture de « La garde aux portes de l'Asie », de Claude Farrère, que nous avons compris pour quelles raisons tant de Français ont été sacrifiés, non pas pour la reprise de l'Alsace-Lorraine, mais pour l'intérêt de la perfide Albion. La préface de son livre, dans l'édition de 1922, se contentait de présenter le journal de bord de son camarade O. de S..., qui avait monté la garde pendant plusieurs mois devant la presqu'île de Gallipoli sur le cuirassé Charlemagne, puis avait ensuite participé au simulacre de forçement du détroit à bord du même bâtiment. En 1945, l'auteur, dans une nouvelle préface, accusait formellement W. Churchill d'avoir volontairement fait échouer le ravitaillement de la Russie.

On comprend que l'Angleterre ait fait à cet homme exceptionnel des funérailles grandioses, mais ses compatriotes ignorent encore qu'il a exigé de la France le commandement des opérations dans les Détroits sous le fallacieux prétexte qu'ils se trouvaient en dehors de la Méditerranée, réservée à un amiral français. Dans ses mémoires, il oublie de fixer les lecteurs sur son rôle, omettant de faire connaître les ordres qu'il donna à l'Amiral Carden, puis au Lord Hamilton. On sait que l'Amiral Carden se fit porter malade la veille de l'entrée de l'armada franco-anglaise dans le détroit, ce qui paraît bien signifier son refus de donner ordre de faire demi-tour avant d'avoir combattu et subi de pertes. Elles ne furent lourdes qu'au retour.

Si l'expédition des Dardanelles avait été sous le commandement français, elle eût été conduite de toute autre façon. L'Amiral Boue de la Peyrière, commandant en chef en Méditerranée, aurait décidé si les cuirassés dont il disposait étaient capables de détruire les pièces de 280 à tir rapide du Goeben. En cas contraire, il lui était possible de demander au Lord de l'Amirauté W. Churchill de mettre à disposition le *Queen Elisabeth* qui avait des 380 à longue portée.

Le Général d'Amade a montré, le 25 avril, comment on prenait un fort turc et on avançait vers la Mer de Marmara. Si les deux divisions avaient été à pied-d'œuvre et qu'il ait eu toute liberté d'action, quelques journées auraient suffi pour atteindre l'objectif. Les Turcs, fortement installés sur la presqu'île, auraient été dans l'obligation d'évacuer... Malheureusement, nos deux divisions n'étaient pas en place et Lord Hamilton, comme l'Amiral Robeck, le 18 mars, avait des ordres formels venant de Londres, donnés par Churchill.

Si la Russie avait pu être efficacement ravitaillée en matériel, en armes et munitions, avant la fin de l'année 1914, elle aurait pu armer la masse énorme d'hommes dont elle disposait. La guerre se serait terminée en 1915 ou, au plus tard, tout au

début de 1916 ; elle aurait été toute différente de celle que nous avons eue. La Russie serait encore stariste, l'Amérique ne serait pas intervenue en Europe. La moitié de l'Europe ne serait pas maintenant en régime communiste.

L'historien Benoist-Mechin a écrit un livre sur Mustapha Kemal qui eut en Turquie un rôle comparable à celui de Churchill en Angleterre. Il comprend 117 chapitres, dont quatre, portant les numéros 30, 31, 32 et 33, parlent tout spécialement de son rôle comme commandant des troupes turques en presqu'île de Gallipoli, en sous-ordre du général allemand Liman Von Sanders.

Au chapitre 30, l'auteur nous apprend que W. CHURCHILL fut l'initiateur du projet des Dardanelles et que Sir Jan HAMILTON n'était pas qu'un soldat, c'était aussi un fin lettré. En lisant le chapitre 31 nous apprenons que l'offensive franco-anglaise se déclencha à l'aube du 25 avril 1915, ce qui est parfaitement exact. Il en est de même pour le débarquement de fusiliers marins anglais à Bulaïr et d'autres forces à la pointe du cap Hellès. Par contre on ne peut l'approuver quand il écrit que ce n'étaient que des opérations secondaires, la principale ayant eu lieu au centre, effectuée par des Australiens et des Néo-Zélandais, à GABA-TEPE et ARI BURNU. Ce qui nous paraît plus grave comme erreur est d'avoir indiqué la date du 25 avril pour un débarquement qui n'eut lieu que le 6 août.

On éprouve une surprise en lisant au chapitre 32 que "chaque nuit, durant la semaine qui précéda l'attaque, une escadre anglaise avait débarqué des troupes fraîches qui s'étaient dissimulées dans des tranchées couvertes. L'état major britannique comptait sur un effet de surprise".

L'auteur continue en écrivant: "La nuit du 6 août fut sans lune. Se frayant un chemin à travers les éboulis, une colonne de 16.000 Australiens se mit en route pour atteindre le sommet de Hoja Chemen" avant l'aube.

On doit déduire des lignes précédentes que les 16.000 Australiens s'étaient dissimulés au cours de la semaine précédente dans des tranchées couvertes que les Turcs n'avaient pas vues dans leur secteur.

Ensuite on lit que le Général LIMAN VON SANDERS ayant appris cette nouvelle envoya son chef d'E.M. en reconnaissance avec vingt hommes et à 4 h 30 du matin, dans la clarté indécise du petit jour il aperçut la colonne ennemie qui gravissait la colline. Les quelques hommes ouvrirent le feu et il suffit pour arrêter la marche des Australiens. En même temps 25.000 autres ANZACS débarqués en baie de SUVLA furent arrêtés par un bataillon de 800 gendarmes.

Il suffit de regarder une carte de la presqu'île indiquant la ligne du front pour voir que les ANZACS disposaient d'un rectangle de 12 km sur 5, le double de celle du Cap Hellès pour les Franco-Australiens.

NAVARRE

LES SEPT COULEURS - B.P. 51-05

Dépôt central : 58, rue Mazarine, Paris-6^e

PAUL RASSINIER

Le drame des Juifs Européens

Doit-on admettre le chiffre de six millions de morts ?

Un vol. in-8° carré, 274 pages, doc. 18,00 F

Faites vos commandes dès maintenant si vous voulez avoir un exemplaire. Le volume ne sera mis en vente en librairie qu'à une date ultérieure

**Paiements par virement à notre C.C.P. : *Les Sept Couleurs*,
C.C.P. 218219 Paris**

Les Sept Couleurs

27, rue de l'Abbé Grégoire, 27 - PARIS (6^e)

C. C. P. 2182-19, Paris

Robert BRASILLACH

Lettres écrites en prison

***La correspondance de Robert
BRASILLACH avec sa famille de
novembre 1944 à février 1945.***

Un volume in-8° de 245 pages

12,00 F. port en sus

Le gérant : Maurice BARDECHE

Dépôt légal 4^e Trimestre 1965

N° d'impression : 4363

Imprimerie de l'Indépendant, Montargis